
Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 12 FÉVRIER 1903.

Projet de loi portant réduction des droits d'enregistrement et de transcription en faveur de la petite propriété, etc.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Le projet de loi que, d'après les ordres du Roi, j'ai l'honneur de soumettre à vos délibérations, tend au dégrèvement de la propriété immobilière et, généralement, à une perception plus équitable et plus rationnelle des droits d'enregistrement et d'hypothèque, par la réalisation des réformes suivantes :

1° L'extension des réductions de droits prononcées par la loi du 9 août 1889 sur les habitations ouvrières et par la loi du 21 mai 1897 sur les acquisitions de petites propriétés rurales;

2° La substitution d'un léger droit proportionnel sur l'acte qui met fin à l'indivision, aux droits de vente et de transcription qui frappent actuellement les licitations ou cessions de parts indivises entre copropriétaires et les soultes de partage;

3° L'établissement d'un léger droit proportionnel sur les actes de société;

4° La suppression du droit proportionnel de quittance, dans tous les cas où le contrat constitutif de la dette a subi l'impôt;

5° La revision de la loi du 24 mars 1873, en tant qu'elle subordonne à l'exécution du contrat la perception d'une partie du droit proportionnel applicable aux ouvertures de crédit;

6° La suppression de l'immunité accordée, en matière d'enregistrement, aux transmissions de rentes sur l'État;

7° Enfin, la mise en harmonie avec la loi hypothécaire des règles de perception du droit d'inscription, et la suppression absolue de ce droit sur l'inscription des hypothèques légales.

§ 1^{er}. — *Acquisitions de petites propriétés.*

I. — La justification des dispositions fiscales des lois du 9 août 1889 et du 21 mai 1897 n'est plus à faire : la première, en réduisant le taux des droits d'enregistrement et de transcription hypothécaire pour certains actes tendant à procurer aux ouvriers la propriété de leur habitation, — la seconde, en appliquant ce traitement de faveur aux acquisitions de petites propriétés rurales, ont puissamment contribué au mouvement remarquable qui pousse de plus en plus les citoyens des classes laborieuses à conquérir la sécurité qu'assure la possession du foyer familial.

Ce n'est pas à dire, cependant, que cette législation soit, à tous égards, irréprochable.

« La loi projetée », porte l'exposé des motifs de la loi de 1889, « ne » concerne que les ouvriers et les exemptions proposées ne s'appliquent » qu'à eux ». — « La classe des petits cultivateurs n'est pas moins » digne d'intérêt », dit, de son côté, l'exposé des motifs de la loi de 1897. « C'est à son profit qu'il s'agit de légiférer aujourd'hui. » Or, cette limitation à deux classes particulières de citoyens du bénéfice des réductions décrétées ne va pas sans provoquer de sérieuses critiques. Du point de vue théorique, elle heurte un principe fondamental de la loi de l'enregistrement, qui est de considérer, pour la perception de l'impôt, les actes et les faits juridiques en eux-mêmes, sans acception des personnes. Du point de vue de l'équité, elle exclut des avantages de la loi nombre de citoyens aussi intéressants et non moins dignes d'encouragement que l'ouvrier proprement dit : les contre-maitres, les porions de charbonnage, les artisans, les boutiquiers, les gardes-convoi, les facteurs des postes, les petits employés. Du point de vue pratique, elle est une source intarissable de conflits entre l'administration et les contribuables. L'acquéreur est-il et n'est-il qu'ouvrier? L'immeuble acquis a-t-il le caractère d'un bien rural? L'administration ne peut pas se dispenser de contrôler les déclarations qui lui sont faites, à ce sujet, par les parties, au moment de l'enregistrement de l'acte d'acquisition; de là des débats irritants, des récriminations sans fin, lorsque l'intéressé, qui pouvait se croire libéré envers le Trésor, se voit réclamer après coup un supplément de droits.

Ces considérations expliquent le vœu si souvent émis au sein des Chambres législatives, dans les congrès d'habitations à bon marché, dans les rapports annuels des Comités de patronage, de voir modifier la législation sur la matière; elles expliquent aussi que le Gouvernement ait toujours accueilli ce vœu avec faveur, n'attendant, pour le réaliser, que le moment opportun.

II — Le droit, l'équité et le fait concourent donc à réclamer la revision des lois de 1889 et de 1897. En quel sens?

D'aucuns ont pensé qu'il suffirait d'appeler à jouir du bénéfice de la réduction des droits certaines classes déterminées dont la condition se rapproche sensiblement de celle de l'ouvrier : la classe des artisans, par exemple, et celle des petits employés. Mais qui ne voit que créer deux, trois, quatre

nouvelles catégories de contribuables privilégiés à raison de leur état ou de leur profession aboutirait uniquement à doubler, à tripler, à quadrupler les difficultés d'application des lois actuelles, tout en laissant subsister les griefs de principe qui leur sont adressés?

Le Gouvernement croit mieux faire en proposant de rattacher désormais la réduction de l'impôt non plus à la qualité de l'acquéreur, non plus à la nature de l'immeuble, mais exclusivement à l'importance de la propriété acquise. En d'autres termes, les faveurs fiscales iraient dorénavant non plus exclusivement aux habitations occupées par des *ouvriers*, aux petites propriétés *rurales*, mais, généralement, aux habitations à bon marché, à la petite propriété, sans plus.

Le projet de loi dispose dans cet esprit. Pour le surplus, il se borne à reprendre et à coordonner les articles 14 à 17 de la loi du 9 août 1889, les articles 1 et 2 de la loi du 30 juillet 1892 et la loi du 21 mai 1897, il les fonde dans une législation unique, dont les traits principaux restent les suivants : réduction des droits ordinaires à concurrence de moitié; — application du tarif réduit aux acquisitions et aux emprunts faits par les sociétés anonymes ou coopératives tendant à la construction, à l'achat, à la vente ou à la location d'habitations à bon marché; — application du tarif réduit aux acquisitions et aux emprunts faits par des particuliers en vue de se créer un modeste patrimoine immobilier.

III. — Quelques innovations suggérées soit par l'expérience de la législation en vigueur, soit par la logique du développement considérable donné à cette législation, appellent un mot d'explication.

1° A la différence de la contribution foncière, de la contribution personnelle et du droit de patente, qui cherchent à atteindre le revenu du contribuable, le droit d'enregistrement frappe les capitaux; il rentre dans la catégorie des impôts qui saisissent la richesse et la mettent à contribution au moment où elle se manifeste par une mutation de propriétaire, par un contrat.

L'expression légale de cette richesse, la *base imposable*, consiste, pour les mutations de biens immeubles à titre onéreux, dans le prix convenu, sans que ce prix puisse être inférieur à la valeur vénale de l'immeuble transmis (L. 22 frimaire an VII, art. 15, 6° et 17).

Il n'est pas et il ne peut être question de modifier cette base; il s'agit seulement de donner à l'impôt un caractère dégressif, de varier le *taux du droit* suivant que la mutation tend à la constitution, dans le chef d'un citoyen quelconque, d'un patrimoine immobilier plus ou moins important.

Il est, dès lors, dans la logique des choses que, sous ce nouveau régime, le tarif applicable soit déterminé par la valeur capitale du bien acquis et, le cas échéant, des biens déjà possédés par l'acquéreur.

La loi de 1897, qui ne stipule que pour les propriétés rurales, a pu, sans trop d'inconvénients, se référer, à cette fin, au revenu cadastral du patrimoine constitué. Mais le procédé est trop imparfait pour qu'il puisse convenir à la loi générale qui vous est proposée.

Le patrimoine à considérer comprend-il des propriétés non bâties? Le

revenu cadastral ne répond pas, on le sait, au revenu réel, si, comme il arrive souvent, l'immeuble a changé de nature depuis la dernière péréquation. Comprend-il, plus spécialement, des terrains à bâtir? L'immeuble, on le sait, n'est pas cadastré comme tel; le revenu cadastral, pas plus d'ailleurs que le revenu réel du bien, n'a, dans ce cas, aucun rapport avec la valeur vénale: à un revenu cadastral infime peut correspondre une valeur vénale considérable. Enfin, il s'en faut que le rapport moyen du revenu cadastral à la valeur vénale soit le même pour tous les immeubles; il varie essentiellement suivant leur nature et leur situation.

Dans ces conditions, la loi à faire conduirait aux inégalités les plus choquantes si elle rattachait l'application du tarif réduit au revenu cadastral du patrimoine constitué. Il est, à la fois, plus simple et plus rationnel d'y substituer le prix exprimé ou la valeur vénale, puisque telle est, quel que soit le taux du droit, la base imposable.

L'article premier, n° 2°, dispose en ce sens. Du même coup, il supprime les entraves qui, sous la loi de 1897, résultent de ce que l'acquéreur est tenu, pour jouir de la réduction des droits, d'annexer à l'acte de vente, avant l'enregistrement, un extrait de la matrice cadastrale ayant rapport à l'immeuble acquis. Dorénavant, il suffira à l'intéressé d'affirmer qu'il ne possède pas d'immeubles dont la valeur, ajoutée au prix de l'immeuble acquis, dépasserait le montant du patrimoine immobilier privilégié par la loi. Quant au contrôle, il sera ce qu'il est aujourd'hui lorsque la valeur vénale d'un bien doit être déterminée pour l'assiette du droit établi sur les mutations immobilières. Si l'administration estime que la valeur vénale de l'immeuble acquis et, le cas échéant, des biens déjà possédés par l'acquéreur est sensiblement supérieure au chiffre fixé pour l'application du tarif réduit, elle poursuivra le recouvrement d'un supplément de droit; à défaut d'entente, elle provoquera l'expertise instituée par l'article 17 de la loi de frimaire; les frais de cette expertise ne tomberont à la charge de l'acquéreur et une amende ne sera encourue que si le rapport des experts accuse une plus-value d'un huitième au moins.

2° L'article premier, n° 2°, du projet de loi fixe à 10,000 francs la valeur du patrimoine immobilier dont la constitution est appelée à jouir des réductions établies. Le chiffre ainsi fixé dépasse de 3,000 francs environ le coût moyen des meilleures maisons ouvrières dans nos plus grandes villes, et aussi la valeur capitale que représentait, dans l'esprit des auteurs de la loi de 1897, un immeuble rural d'un revenu cadastral de 200 francs.

3° Le projet supprime toute condition d'habitation ou d'exploitation de l'immeuble acquis.

Selon le texte et l'esprit de la loi du 9 août 1889, l'affectation de l'immeuble au logement de l'acquéreur ou de l'emprunteur est la condition *sine qua non* de l'application du tarif réduit. De son côté, l'article 3 de la loi du 21 mai 1897 stipule que « les réductions de droits ne seront maintenues que si l'acquéreur, son conjoint, son descendant ou le conjoint de celui-ci exploitent eux-mêmes l'immeuble objet du contrat. Cette exploitation doit être entreprise dans le délai de dix-huit mois à compter de l'acte de vente ». En fait, la personne de condition modeste qui achète une maison ne l'achète, en général, que pour l'habiter; le cultivateur qui achète une petite ferme ou un

champ ne les achète que pour les exploiter lui-même. Sans doute, il est arrivé, sous le régime actuel, que certains acquéreurs ont sous-loué une partie du bien qu'ils avaient acquis; mais très rares sont ceux qui ont loué leur immeuble en totalité et moins nombreux encore ceux qui l'ont revendu, sans y être contraints par des circonstances impérieuses et exceptionnelles.

Quoi qu'il en soit, les restrictions précitées ne se conçoivent plus dans le plan et dans l'économie de la législation nouvelle. Les réductions proposées s'adressent à l'immeuble, non à l'individu; elles se justifient par cela seul qu'elles doivent faciliter la formation et la circulation de la petite propriété.

4° Il est de toute logique que les mouvements de fonds qui tendent à la réalisation des opérations visées par l'article premier et qui en sont le plus souvent le corollaire obligé, soient, comme ces opérations elles-mêmes, traités avec faveur. Tel est le but des articles 2 et 3 du projet de loi.

On remarquera que, dans le cas prévu par le numéro 3° de l'article 2, l'acte est enregistré aux droits ordinaires, sauf restitution ultérieure si l'existence du fait qui motive la réduction d'impôt est dûment établie. Il ne peut être question, en effet, ni d'accorder immédiatement et définitivement au contrat le bénéfice du tarif réduit sur une simple déclaration d'intention faite par l'intéressé, ni d'imposer à l'administration la charge de surveiller, en vue de la perception d'un supplément de droits, les suites données à l'emprunt.

5° Enfin, certaines dispositions accessoires de la loi de 1889, telles que l'enregistrement et la transcription en débet des acquisitions soumises aux droits réduits, ne sont pas reprises par le projet de loi, soit parce qu'elles sont restées lettre morte, soit parce qu'elles ne sont plus compatibles avec l'extension donnée à la législation actuelle.

On a cru aussi pouvoir se dispenser de reproduire la disposition de la loi de 1897 portant qu'à défaut d'exécution de l'une ou de l'autre des conditions exigées pour l'application du tarif de faveur, « l'acte sera enregistré au droit » établi par la loi générale et aucune demande en restitution ne sera recevable ». La chose va de soi.

§ 2. — Actes de partage et autres actes équipollents.

1. — Le législateur de 1889 n'a eu qu'un objectif : favoriser l'acquisition par l'ouvrier d'une petite propriété; les actes qui tendent à assurer la *conservation* de celle-ci dans la famille de l'acquéreur sont restés étrangers à ses préoccupations.

Il n'en est pas autrement, en ce qui concerne les petits cultivateurs, de la loi du 24 mai 1897, dont l'article premier exclut formellement du bénéfice du tarif réduit les ventes ayant pour objet une part indivise. Il était dit dans le projet de loi que la réduction s'appliquerait à la vente d'une quotité indivise lorsque le surplus appartiendrait à l'acquéreur ou à son conjoint; mais cette disposition a été supprimée sur l'initiative du Gouvernement, par le motif « qu'il y avait tout avantage à la faire disparaître pour en reprendre » l'objet dans une prochaine réforme d'une portée plus étendue, ayant pour

» but de faciliter la réunion dans les mêmes mains des parts indivises entre
 » héritiers ou autres copropriétaires. » (*Annales parlementaires*, Chambre,
 séance du 7 mai 1897, pp. 1310 et 1311).

La loi du 16 mai 1900 apportant des modifications au régime successoral des petits héritages a, la première, stipulé des faveurs fiscales en vue de la conservation de la petite propriété. Aux termes de l'article 6, « le droit » d'enregistrement est réduit à fr. 2,70 % et le droit de transcription à » fr. 0,65 % pour la reprise effectuée dans les prévisions de l'article 4 ». Seulement, comme j'ai eu l'honneur de le dire à la Chambre au cours des discussions, ce n'était là, dans la pensée du Gouvernement, qu'une mesure purement temporaire. « Je me propose, disais-je dans la séance du 18 avril 1900, de déposer prochainement un projet de loi réduisant à un » droit proportionnel minime l'ensemble des droits qui sont actuellement » perçus sur les partages, les licitations, les actes de cession de parts indivises entre cohéritiers et, plus généralement, sur les actes tendant à mettre » fin à une indivision. Par sa portée générale, cette loi fera disparaître » la disposition dérogatoire inscrite à l'article 6 de la proposition de loi » actuellement en discussion et placera sous un régime bien plus favorable » encore, qui sera désormais le régime du droit commun, les actes de » reprise sur estimation des petits héritages. » (*Annales parlementaires*, » p. 1012).

C'est à réaliser la réforme promise en 1897 et en 1900 que tendent les articles 5 et 6 du projet de loi.

II. — La loi du 22 frimaire an VII sur le droit d'enregistrement assujettit à un simple droit fixe les partages de biens meubles et immeubles entre copropriétaires, à quelque titre que ce soit, mais seulement pourvu qu'il en soit justifié, et pourvu que les biens indivis soient répartis entre les intéressés dans la mesure exacte de leurs droits. En cas de soulte ou de retour, comme aussi lorsqu'un propriétaire acquiert au delà de ses droits dans la masse commune par la voie d'une licitation ou d'une cession de droits indivis, le droit proportionnel institué pour les ventes est exigible sur l'excédent de part (art. 68, § 3, 2°; 69, § 5, 6°, et § 7, 4°). En outre, et par voie de conséquence, le droit de transcription est exigible lorsque la convention a pour objet des biens immeubles (L. 18 décembre 1851, art. 1^{er}).

Ce système de perception ne résiste pas à un examen quelque peu sérieux.

D'abord, il blesse l'équité et la justice distributive, en ce sens que les petits héritages, qui ne se prêtent pas à la confection de lots égaux, supportent à peu près seuls, dans les réalités, le poids de l'impôt proportionnel. La succession est-elle importante, rien de plus simple que de la partager sans soulte ni retour, par un acte qui, eût-il pour objet des biens d'une valeur de plusieurs millions, ne donnera jamais ouverture qu'à un simple droit fixe de 7 francs. La succession ne comprend-elle qu'une habitation unique et quelques valeurs mobilières, le conjoint survivant ou l'un des héritiers ne pourra garder l'intégralité du bien de famille qu'en l'acquérant sur licitation ou en achetant de gré à gré les parts de ses

copropriétaires, c'est-à-dire, dans les deux cas, en s'astreignant au paiement d'un double droit proportionnel : le droit d'enregistrement et le droit de transcription établis pour les mutations entre vifs à titre onéreux de biens immeubles.

Ensuite, on ne peut pas ne pas trouver exorbitante l'assimilation qu'établit la loi fiscale entre l'acquisition en quelque sorte forcée d'un bien non commodément partageable, faite par un copropriétaire en vue de sortir d'indivision, et telle autre acquisition faite spontanément par une personne quelconque dans un but de pure spéculation. Il y a là, faut-il le dire, sinon dans leur essence, au moins dans leur portée sociale et économique, deux opérations bien distinctes; la loi de frimaire, en les soumettant toutes deux à un traitement identique, a méconnu les considérations d'intérêt général qui commandent de voir avec faveur la cessation de l'état d'indivision et son remplacement par une propriété exclusive.

En troisième lieu, la perception du droit de vente sur les soultes de partage et sur les cessions, entre tous les copropriétaires, par voie de licitation ou autrement, de parts ou de portions indivises, est en contradiction avec la loi civile. En droit romain, le partage considéré tantôt comme une vente, tantôt comme un échange, était translatif de propriété. Le régime féodal produisit une tout autre doctrine. Il fut d'abord admis que le partage pur et simple était, non pas attributif, mais déclaratif de propriété, puis, par voie de conséquence, qu'il n'en était pas autrement de la licitation et du partage avec soulte. La logique voulait, en effet, comme le marqua Dumoulin, que tous les actes apparaissant comme un moyen nécessaire de sortir d'indivision fussent soumis aux mêmes règles; la circonstance fortuite que, les biens communs n'étant pas commodément partageables, il y a lieu à soulte ou à licitation, laisse intact le fond des choses. Or, tandis que notre Code civil, en son article 883, consacre formellement cette doctrine, que fait la loi fiscale? Elle fait ceci : s'agit-il d'un partage pur et simple, elle le tient, conformément au droit civil, pour déclaratif de propriété et le frappe d'un simple droit fixe; s'agit-il d'une licitation, elle la considère, conformément au principe romain, comme opérant une translation de propriété, et elle frappe du droit de vente les parts ou portions acquises par le colicitant; s'agit-il d'un partage avec soulte, elle le considère à la fois comme déclaratif et comme translatif de propriété, et le frappe simultanément du droit fixe et du droit proportionnel, c'est-à-dire qu'elle voit deux conventions là où, en droit et dans la volonté des parties, il n'y a qu'une convention unique.

Inconciliables avec un impôt qui a sa cause dans les effets que la loi civile attribue aux différents contrats, ces antinomies devaient fatalement amener des complications inouïes dans l'œuvre de la perception; les faits ne l'ont que trop prouvé. Aussi la pratique, autant que les principes, condamne-t-elle la législation fiscale actuellement en vigueur sur la matière.

Faisant la critique de cette législation dans la séance du Sénat du 24 juin 1896, l'honorable M. Le Clef disait : « Si je soumettais un partage » compliqué à dix receveurs, je ne serais nullement étonné d'obtenir cinq » perceptions différentes ». La chose est certaine et la faute en est tout entière à la loi : d'abord, parce qu'il est souvent fort malaisé de discerner, au

milieu des dispositions complexes de l'acte, si l'un des intéressés reçoit en réalité plus que ses droits dans la masse *brute* indivise, et, si oui, dans quelle mesure; ensuite, parce que les parties s'ingénient souvent, en vue d'éviter la perception d'un droit qu'elles jugent excessif, à masquer, au moyen d'opérations fictives, la soulte réellement payée, lorsqu'elles ne la dissimulent pas complètement dans l'acte; enfin, parce que la liquidation d'une succession, d'une communauté, se prête, à côté du partage proprement dit, à des conventions multiples donnant lieu chacune, suivant leur nature, à des perceptions spéciales. De là, l'impossibilité pour le contribuable de savoir jamais avec certitude, avant la réalisation de son acte, la somme qu'il devra payer au Trésor; de là, après l'enregistrement de l'acte, de nombreuses poursuites, de si fâcheux effet, en paiement d'un supplément de droits; de là, entre l'administration et les contribuables, des conflits continuels dont témoignent nos recueils de jurisprudence.

Par toutes ces raisons, il entraît depuis longtemps dans les vues du Gouvernement de présenter aux Chambres un projet de loi simplifiant la liquidation de l'impôt sur les actes de partage et les actes équipollents; le vote de la loi sur le régime successoral des petits héritages a rendu la réforme plus particulièrement opportune et urgente.

On ne doit pas se le dissimuler, en effet, si c'est quelque chose, pour le maintien du foyer familial, que le droit de reprise stipulé dans l'article 4 de la loi de 1900, c'est à la condition que les frais inhérents à l'opération soient réduits au strict minimum. Ledit article y pourvoit partiellement en organisant, pour l'exercice du droit en question, une procédure aussi simple que peu coûteuse; ce ne sera pas trop, pour assurer le succès de la loi, que la réduction la plus forte possible des droits afférents à l'acte de reprise.

III. — Dès 1882, la perception du droit de vente sur les soultes de partage a été supprimée, au moins en principe, chez nos voisins du Nord, par une disposition de loi ainsi conçue : « L'article 68, § III, n° 2, l'article 69, § V, » n° 7, et l'article 69, § VII, n° 5 de la loi du 22 frimaire an VII, de même » que le dernier alinéa de l'article 23 de la loi du 16 juin 1832, sont abrogés.

» Sauf les dispositions ci-après, il est perçu sur les actes de partage de » biens meubles et immeubles entre copropriétaires un droit proportionnel » d'enregistrement de 15 cents par 100 florins de la valeur de tous les biens » partagés, y compris tant les créances de la masse à charge des coïntéressés, » liquidées par le partage, que les sommes dont il fait rapport du chef des » donations entre vifs, conformément aux articles 1138 jusques et y compris » l'article 1141 du Code civil.

» Sur la valeur des biens à l'égard desquels le titre de copropriété n'est » pas mentionné dans l'acte, et dont la propriété n'est pas convenablement » justifiée, on liquide, non le droit établi dans l'alinéa précédent, mais bien » le droit de vente. » (Loi du 11 juillet 1882, art. 7).

S'inspirant de cette législation, mais poussant la réforme beaucoup plus loin, le projet de loi établit, pour les actes de partage *et pour tous les actes équipollents*, sur la valeur des biens indivis, un léger droit proportionnel, dont

la perception couvrira *toutes les dispositions généralement quelconques*, dépendantes ou indépendantes, intervenues entre les copropriétaires au sujet de l'actif et du passif communs, lors même que ces dispositions contiendraient des stipulations de sommes — tels la soulte de partage, le prix de licitation — n'existant pas dans la masse indivise. Un droit particulier ne pourra être dû qu'à raison des dispositions de l'acte de partage ou de liquidation qui viendraient à former le titre de rapports juridiques entre les communistes *et des tiers*, ou qui, dans les rapports des communistes entre eux, auraient pour objet des prestations de choses (autres que des sommes d'argent) *étrangères à l'indivision*, d'après les déclarations des parties ou les titres ostensibles.

Dès lors, plus de difficultés. En droit, le projet fait table rase d'une législation qui a le grave défaut de soumettre fiscalement à un traitement différent des actes ayant devant la loi civile mêmes effets juridiques; en fait, il remplace la perception la plus compliquée qui soit, source de contestations et de procès, par une liquidation en quelque sorte purement matérielle de l'impôt.

IV. — Quelques mots sur l'organisation du régime proposé.

Le nouveau droit est proportionnel. Non que les actes qui y sont assujettis doivent, contrairement à la loi civile, être considérés, pour la perception de l'impôt, comme translatifs de propriété, mais parce qu'il est juste en soi que le droit soit plus ou moins élevé suivant l'importance du contrat auquel l'acte sert d'instrument de preuve. On sait les critiques soulevées par les inégalités résultant de l'improportionnalité des droits fixes; l'article 5 du projet de loi fait un premier pas — l'article 8 en fera un second — dans la voie de la substitution aux droits fixes établis par la loi de frimaire d'un léger droit proportionnel de même nature.

Le taux du droit est fixé à fr. 0.25 %. C'est peu comparativement au taux du droit correspondant établi par la loi néerlandaise, si l'on observe que, dans le système du projet, le nouveau droit est appelé à remplacer : 1° le droit fixe de 7 francs actuellement dû sur tout acte de partage; 2° les droits de vente de fr. 5.50, 2.70 et 1.40 % actuellement dus sur les soultes de partage, suivant qu'elles sont imputables sur des immeubles, sur des objets mobiliers, sur des créances; 3° les droits proportionnels de taux divers — droits de quittance, de délégation, de reconnaissance de dettes, de dation en paiement — si fréquemment dus aujourd'hui sur les actes de partage ou de liquidation, notamment à raison des dispositions relatives aux reprises des époux; 4° les droits de vente ou d'échange actuellement dus sur les actes de partage comprenant des biens d'origines diverses, lorsque chacun des intéressés n'est pas complètement rempli de ses droits dans chacune des masses indivises; 5° le droit de vente de fr. 5.50 % actuellement dû sur les cessions à titre onéreux, entre tous les copropriétaires, par voie de licitation ou autrement, de parts ou de portions indivises de biens immeubles; enfin, 6° le droit de transcription de fr. 1.25 % actuellement dû concurremment avec le droit d'enregistrement de fr. 5.50 %.

Il a été constaté que le montant total des droits ainsi supprimés s'est

élevé, pour l'année 1896, à 1,302,000 francs; à ce compte, le droit proposé devrait être porté à fr. 0.36 % pour laisser le Trésor indemne.

La base imposable du nouveau droit consiste dans la valeur des biens dont l'acte fait cesser l'indivision et, plus généralement, dans le montant total des sommes et valeurs actives dont l'acte détermine le sort, *sans distraction des charges*. Ceci va de soi. Que l'on suppose une masse héréditaire, une masse sociale comprenant des biens pour une valeur de 100,000 francs et grevée d'un passif de même import. Deux copropriétaires. On conçoit notamment : 1° que les coïntéressés se partagent les biens communs ou que l'un d'eux cède à l'autre sa part dans les biens communs, sans plus, les dettes restant en dehors de la convention; 2° que les coïntéressés se partagent les biens communs et que chacun d'eux prenne certaines dettes à sa charge exclusive; 3° que l'un des coïntéressés cède à l'autre sa part dans l'actif commun à la charge de supporter sa part dans le passif. Personne ne contestera que, dans le premier cas, le droit proposé ne soit très légitimement dû sur la valeur des biens qui font l'objet de l'acte; on se demande en vain pourquoi l'impôt cesserait d'être dû dans les deux autres cas, alors que, dans ces deux cas, l'utilité juridique de l'acte s'augmente de tout ce qui y est stipulé relativement au passif commun.

Le nouveau droit est applicable non seulement aux partages proprement dits, mais aussi à tous les actes équipollents à partage, quelle que soit d'ailleurs la cause de l'indivision. Le projet de loi se rattache, sous ce rapport, à la théorie de droit civil suivant laquelle le caractère déclaratif du partage s'étend à tous les actes qui ont pour objet de faire cesser l'indivision de l'intégralité ou d'une portion de la masse commune, soit à l'égard de tous, soit à l'égard de quelques-uns des communistes, du moment que ceux-ci participent tous à l'opération. Dans cet ordre d'idées, les cessions faites sans le concours de tous les copropriétaires, les donations de droits indivis, les conventions aléatoires entre associés ou communistes, restent en dehors des prévisions du projet.

Enfin, la suppression absolue du droit de vente sur les partages et sur les actes équipollents appelle un correctif, sans lequel la réforme pourrait avoir pour le Trésor les plus fâcheuses conséquences. Rien de plus aisé, en effet, que de dissimuler des aliénations immobilières au moyen de la création d'indivisions fictives, dont la cessation jouirait du bénéfice de la loi nouvelle. Soit une convention par laquelle un tiers acquiert la totalité de certains biens appartenant à une ou plusieurs personnes. Les parties réalisent cette convention sous la forme de deux actes successifs : un premier acte portant cession au tiers acquéreur d'un droit indivis; puis, ultérieurement, un second acte fixant dans son chef la propriété de la totalité des biens acquis. A défaut d'une disposition spéciale, le premier acte seul subirait le droit de mutation; le second en serait exempt à la faveur de l'article 5. L'article 7 du projet de loi déjoue la fraude en stipulant que, dans l'hypothèse, le second acte donnera ouverture au droit de vente sur la valeur de la totalité des biens échus au tiers acquéreur de la part indivise, sauf application de la règle *non bis in idem*. (Comp. Loi néerlandaise du 11 juillet 1882, art. 9).

§ 3. — *Actes de société.*

I. — La loi du 22 frimaire an VII frappe d'un simple droit fixe de 7 francs les actes de société. Ce droit couvre tous les éléments essentiels du contrat social et, par suite, les apports, de quelque nature qu'ils soient, quelle qu'en soit l'importance. A une condition cependant : c'est que l'apport soit pur et simple ou, en d'autres termes, que l'associé ne reçoive en retour de son apport qu'une part dans les bénéfices. Si, en échange de ce qu'il met dans le fonds social, quelque associé reçoit un équivalent consistant en autre chose que des droits, actions ou intérêts sociaux, il s'opère, à due concurrence, entre lui et la société, une mutation passible du droit proportionnel. Un droit particulier, fixe ou proportionnel suivant le cas, est d'ailleurs exigible, conformément aux principes généraux, sur toute disposition des statuts non inhérente à la constitution de la société.

Ce système de perception n'est rien moins que rationnel.

Deux personnes constituent une société. L'une y fait apport d'un capital de 50,000 francs; l'autre, d'un immeuble d'une valeur de 70,000 francs, avec stipulation que la société supportera une dette de 20,000 francs grevant l'immeuble ou qu'elle paiera à l'auteur de l'apport une somme de 20,000 francs. Le droit de *vente immobilière* (fr. 5.50 p. c.) et, le cas échéant, le droit de *transcription* (fr. 1.25 p. c.) seront perçus sur 20,000 francs. Eh bien! c'est excessif, car l'immeuble supposé entre dans la société, non pas à titre d'apport pour une partie, et à titre de vente pour le surplus, mais pour la totalité, à titre d'apport. En droit, il n'y a pas deux contrats, un contrat de société et une vente, il n'y en a qu'un, un contrat de société, comme il n'y en a qu'un dans le partage avec soulte. Et c'est bien, en effet, le caractère d'une soulte, c'est-à-dire d'une compensation, d'un dédommagement, non celui d'un prix d'acquisition, que revêt, dans l'intention des parties, la prestation stipulée à charge de la société en vue d'équilibrer les apports.

Excessive encore est la perception lorsqu'elle s'applique à certaines dispositions accessoires du contrat de société. Qu'un droit particulier soit exigible à raison des conventions purement accidentelles, prêts, marchés, etc., qu'un tiers, ou un associé agissant dans les conditions d'un tiers, vient à faire avec la société, rien de mieux. Mais il est des dispositions, telles que celles ayant trait aux relations de la société avec les gérants, administrateurs ou commissaires, qui, pour être juridiquement indépendantes, n'en sont pas moins un complément obligé, une suite nécessaire du contrat social. Or, pour peu que ces dispositions donnent ouverture au droit proportionnel, il arrive — ce qui est souverainement illogique — que l'accessoire est plus fortement imposé que le principal.

Par contre, l'assujettissement à un simple droit fixe des actes de société apparaît, dans l'organisation d'un impôt qui frappe les actes de la vie civile à raison de leur utilité juridique, comme une mesure d'une bienveillance extrême. Certes, il y a lieu d'encourager l'esprit d'association; il convient de favoriser les concentrations de capitaux indispensables à la réalisation des

grandes entreprises commerciales ou industrielles. Mais nos lois civiles y pourvoient largement, notamment par l'institution de la fiction en vertu de laquelle les sociétés commerciales et diverses sociétés civiles constituent une individualité distincte de celle des associés. Les avantages considérables que les associés retirent de cette fiction, le législateur fiscal, il est permis de l'affirmer, peut les faire contribuer dans une juste mesure aux charges publiques, sans avoir à craindre d'entraver en quoi que ce soit le développement des sociétés.

Souvent, au sein des Chambres, on a émis l'avis qu'il y a lieu de réduire l'impôt afferent aux mutations d'immeubles, sauf à frapper les valeurs mobilières et spécialement les actions de société, dont la circulation juridique échappe actuellement aux droits de transmission. La généralisation des réductions de droits accordées par les lois de 1889 et de 1897 répond au premier de ces vœux; ce sera répondre au second que de soumettre à un impôt modéré l'acte par lequel des particuliers convertissent leur avoir en titres mobiliers régis par l'article 529 du Code civil.

II. — Sous l'empire des considérations qui précèdent, l'article 8 du projet de loi établit, pour les actes de société, un régime fiscal analogue à celui qui est proposé pour les actes de partage : substitution d'un droit proportionnel au droit fixe établi par la loi de frimaire; — fixation de ce droit à fr. 0.25 %; — perception du droit sur la valeur brute des apports; — moyennant quoi, inexigibilité d'un droit particulier sur les stipulations du contrat social ayant trait aux engagements contractés par la société envers les associés en retour de leurs apports, aux relations de la société avec ses gérants, administrateurs ou commissaires, et au versement prescrit, pour la constitution des sociétés anonymes, par l'article 29 de la loi du 18 mai 1873.

Les dispositions de l'article 9 au sujet de la base imposable, celles des articles 11 et 12, relatives aux sociétés tendant à la construction d'habitations à bon marché, se justifient d'elles-mêmes; seul, l'article 10 demande quelque explication.

Le contrat de société, c'est un fait, opère une transmission de propriété. S'il engendre un être moral, il transfère dans le chef de celui-ci la propriété des apports; au cas contraire, il rend tous les associés copropriétaires des biens apportés par chacun d'eux dans la société.

La loi de l'an VII n'a cependant pas soumis le contrat de société au droit proportionnel établi par l'article 4 « pour les transmissions de biens », et le projet de loi maintient cette immunité. Le léger droit proportionnel établi par l'article 11 en remplacement du droit fixe actuel a le même caractère que celui-ci et est soumis aux mêmes règles d'exigibilité; c'est un droit d'acte, non un droit de *mutation*; simple salaire de la formalité proportionné à la valeur des apports, sans égard à leur nature ni à leur situation, sans égard aux clauses accessoires, aux modalités qui peuvent les affecter. Même, le projet de loi va plus loin que la législation actuelle dans la voie de l'inexigibilité du droit de transmission sur les mises en société, puisqu'il exclut toute perception particulière à raison des apports partiellement soustraits aux risques sociaux, à raison des apports à titre onéreux.

Seulement, ici encore, un correctif est indispensable pour sauvegarder les droits du Trésor.

Il est, en France, de doctrine et de jurisprudence constante que les effets de l'immunité accordée par la loi de l'an VII aux mises en société cessent dès la rupture du lien social. De ce moment, la société est comme si elle n'avait pas existé. Tel associé reprend-il en nature le bien qui a fait l'objet de son apport, il ne fait que rentrer dans sa propriété; obtient-il, par l'effet d'un partage ou autrement, le bien apporté par un autre associé, il doit le droit de mutation par application du principe général qui frappe du droit proportionnel le passage de la propriété d'une tête sur une autre.

Tout eût été dit si cette doctrine avait prévalu en Belgique; mais notre cour de cassation l'a repoussée par un arrêt du 28 novembre 1844. Il lui a paru qu'à défaut, dans la loi, d'une disposition restrictive, le bénéfice de la disposition qui exonère du droit de mutation les mises sociales doit s'étendre à tous les effets juridiques de la transmission de propriété qui, au moment de l'apport, s'opère immédiatement et définitivement de l'associé à ses coassociés ou, le cas échéant, de l'associé à l'être moral. Conséquence : lorsqu'un immeuble a fait l'objet d'un apport en société, tout associé peut en devenir ultérieurement propriétaire à l'abri du droit proportionnel établi pour les transmissions de biens immeubles, soit par l'achat des actions ou parts d'intérêt de ses coassociés, soit par la voie d'un partage du fonds social.

L'expérience a démontré que, comme l'administration l'avait prévu, le Trésor a tout à craindre d'une doctrine qui permet, par la création de sociétés fictives, d'éluder le paiement des droits d'enregistrement et de transcription auxquels sont assujetties les aliénations immobilières. Une disposition spéciale, commandée par des raisons identiques à celles qui ont dicté l'article 7, s'imposait donc; de là l'article 10 du projet de loi.

Il n'existe aucun motif pour enlever aux parties le bénéfice de l'article 5 lorsque, l'apport ayant été fait par des copropriétaires, la propriété de la totalité de l'immeuble est ultérieurement fixée dans le chef de l'un d'eux. D'autre part, on ne peut soupçonner les associés de dissimuler la vente à l'un d'eux de l'immeuble apporté, lorsqu'ils règlent aléatoirement le sort de leurs mises respectives, lorsqu'ils stipulent, par exemple, que la part sociale du premourant accroîtra au survivant. Ces deux cas sont, en conséquence, exceptés par la finale de l'article 10.

§ 4. — *Droit de quittance.*

La loi du 22 frimaire an VII divise les droits d'enregistrement en droits fixes et en droits proportionnels.

Aux termes de l'article 4, le droit proportionnel est établi, notamment, pour les obligations et les *libérations* de sommes et valeurs et pour toute transmission de propriété, d'usufruit ou de jouissance de biens meubles ou immeubles.

Toutefois, dans le cas de transmission de biens, la *quittance* donnée ou

l'obligation consentie *par le même acte*, pour tout ou partie du prix, entre les contractants. n'est pas sujette à un droit particulier d'enregistrement (art. 10).

Il suit de là que l'acte qui constate le remboursement d'un prêt, l'acte ultérieur qui constate le paiement d'un prix de vente donne, par lui-même, ouverture à un droit proportionnel d'enregistrement; ce droit est aujourd'hui de fr. 0.68 %.

La présentation à la formalité de l'enregistrement et, par suite, le paiement du droit sont obligatoires dans un délai de rigueur, si l'acte est authentique; si l'acte est sous seing privé, il ne doit être soumis à la formalité que préalablement à l'usage qui en serait fait par acte public, en justice ou devant une autorité constituée (art. 20 et 23).

Aucune réforme fiscale n'a peut-être été aussi souvent et aussi vivement sollicitée que celle de la suppression du droit de quittance.

En premier lieu, a-t-on dit non sans raison, la libération n'est, en définitive, que le résultat de l'exécution d'un contrat antérieur, le contrat constitutif de la dette; il est, dès lors, singulièrement rigoureux, si ce contrat a subi le droit proportionnel, d'en percevoir un second sur l'acte d'exécution.

En deuxième lieu, la législation actuelle a ce mauvais effet d'inciter les débiteurs à se priver de quittances authentiques, ce qui provoque maints inconvénients, notamment lorsqu'il s'agit de dettes hypothécaires. Le débiteur libéré se borne à exiger de son créancier un consentement à la radiation de l'inscription, et ce sont, entre le conservateur des hypothèques et les intéressés, au sujet des justifications à fournir, des difficultés journalières qui nuisent au prompt dégrèvement de l'immeuble : tel qui peut consentir la radiation après le paiement de la dette, ne le peut pas quand la dette n'est pas payée.

Enfin, le droit proportionnel de quittance a le grand tort de peser presque exclusivement sur les mineurs et autres incapables.

Nous avons vu que, dans le cas de transmission de biens, la quittance n'échappe à l'exigibilité d'un droit particulier que si elle est donnée dans l'acte même de vente, ou, en d'autres termes, si le prix est payé comptant. Or, de par la nature des choses, le paiement au comptant est très exceptionnel dans les ventes publiques d'immeubles : le débiteur, qui n'était pas certain d'être déclaré adjudicataire, n'a pas les fonds sur lui; un court délai, quinze jours ou un mois, lui est toujours accordé pour se libérer. Lorsque les parties sont maîtresses de leurs droits, elles parviennent cependant à éluder le droit de quittance. Le paiement du prix est constaté dans le procès-verbal de vente, et l'adjudicataire remet au vendeur un bon, une contre-lettre, par laquelle il s'engage à se libérer dans le délai requis. Seulement ce procédé, dangereux pour le vendeur, auquel il fait perdre le privilège et l'action résolutoire, ne peut naturellement être employé dans les ventes de biens appartenant à des mineurs; il en résulte que, dans ce cas, le droit de quittance vient s'ajouter aux frais déjà élevés des ventes publiques ordinaires.

Il rentre dans le cadre du projet de loi de modifier un système de perception qui a ces fâcheuses conséquences. Réduire le taux du droit, comme on

l'a parfois demandé, ne ferait qu'atténuer le mal; l'article 13 du projet de loi le supprime complètement en assimilant l'acte qui constate une libération de sommes à un acte d'exécution et de complément, c'est-à-dire en l'exonérant du droit proportionnel, lorsque le contrat constitutif de la dette a été frappé de ce droit ou en est formellement exempté par un texte d'exception.

§ 5. — Ouvertures de crédit.

I. — Né depuis la confection des codes, sous l'empire de nécessités résultant de l'essor que le commerce et l'industrie ont pris dans les temps modernes, le contrat d'ouverture de crédit n'est pas défini dans nos lois civiles. On soutint, à l'origine, que ce contrat se traduisait en une simple promesse unilatérale de prêt. L'ouverture de crédit, dit-on, n'engendre aucune obligation à la charge du crédité; une obligation n'existera dans son chef que s'il use du crédit, ce qu'il reste absolument libre de faire ou de ne pas faire; dès lors, si le crédité constitue une hypothèque pour sûreté du crédit qui lui est ouvert, cette hypothèque est consentie pour une dette future, pour une dette à naître; elle ne prendra pas rang à partir de son inscription, car l'hypothèque, droit accessoire, ne peut exister avant que l'obligation principale ait été contractée.

Cette appréciation a été repoussée par la jurisprudence. Autre chose, a-t-on répondu, est une promesse de prêt, autre chose, le contrat d'ouverture de crédit. « Ce que le créancier promet au crédité, ce n'est pas simplement de lui prêter certaines sommes pendant un temps convenu, mais de » plus, ce qui forme le préliminaire indispensable de semblables prêts et » surtout de la manière dont, par la nature des choses, ces prêts doivent » s'effectuer, il promet de tenir pendant le même temps à sa disposition les » mêmes sommes d'argent; il lui confère par cette obligation personnelle un » droit sur sa personne, droit dont ses biens sont le gage, droit qui, dans » ses limites, les rend en quelque sorte indisponibles entre ses mains, droit » qui, suivant les occurrences, pourrait entraîner contre lui des dommages- » intérêts considérables, s'il ne se mettait constamment en mesure d'y faire » honneur et qui, par cela même, indépendamment de tout prêt effectué, » forme pour lui une charge des plus lourdes.

» D'une autre part, le crédité, dans le même contrat et sous le bénéfice » d'un même consentement commun et réciproque, fait la promesse au » créancier, *non pas de lui payer telle ou telle somme d'argent, non pas » d'acquitter envers lui telle ou telle dette pécuniaire, mais de le tenir » indemne, après l'expiration du crédit, des suites qu'aura eues pendant » sa durée le droit qui en était dérivé et dont il s'est trouvé investi pendant » tout ce temps*; il constitue de plus une hypothèque afin d'assurer l'ac- » complissement de cette promesse. » (Réquisitoire de M. le Procureur général Leclercq, avant Cass. b. 27 décembre 1849, *Pasier.*, 1850, 1, 66).

« Une ouverture de crédit, dit encore un auteur ⁽¹⁾, n'est pas une simple

(1) LE FRANÇOIS, *Traité du crédit ouvert*, n° 20.

» promesse de prêt, fût-on même convenu de ne la faire consister qu'en
 » avances de fonds. Quand je vous ouvre un crédit jusqu'à concurrence
 » d'une certaine somme, je fais plus que m'obliger à vous prêter cette
 » somme. En effet, le prêt est un acte simple et momentané, et, une fois
 » que l'emprunteur a touché la somme promise, le prêteur a rempli son
 » engagement. Aussi ne saurait-il être question d'assigner une certaine
 » durée à l'obligation du futur prêteur. Ce serait un non sens.

» Il en est tout autrement dans le cas d'une ouverture de crédit. Et même
 » une ouverture de crédit ne se conçoit que si l'on est convenu de lui donner
 » une certaine durée, limitée ou illimitée, peu importe. Car le créancier n'a
 » pas fait tout ce que la *nature* du contrat exigeait de lui, lorsqu'il a délivré
 » une première fois au crédit l'intégralité du capital promis. Il est entré,
 » en effet, dans les prévisions des contractants que le crédit rembourserait
 » ce capital au créancier, et, dans ce cas, ce dernier est tenu de réitérer son
 » avance. En un mot, l'ouverture de crédit suppose une succession ininter-
 » rompue de sorties et de rentrées de capitaux, et il dépendra du crédit
 » d'obtenir, aussi souvent qu'il le voudra et que le comportera la durée du
 » crédit, la délivrance entière des sommes promises. » Par contre, ajoutons-
 nous, le crédit prend, dans cet ordre d'idées, envers le créancier, un enga-
 gement qui porte, non pas sur toutes et sur chacune des avances à faire au
 cours du contrat, mais sur le résultat final d'une série d'opérations dont
 les fluctuations continuelles doivent changer à chaque instant la situation
 des parties.

Dans les éléments ainsi précisés de l'ouverture de crédit, la jurisprudence
 et la majorité des auteurs ont vu deux promesses *réiproques*, constitutives
 d'un contrat *synallagmatique*. Ils en ont logiquement conclu que l'obligation
 du crédit comme le droit du créancier, pour toutes les suites de la convention,
 trouvent dans le contrat même et non dans des faits subséquents leur prin-
 cipe et la date de leur existence, et, par suite, que l'hypothèque constituée
 pour sûreté d'un crédit ouvert produit effet à l'égard des tiers du jour de son
 inscription, puisqu'à ce moment est née l'obligation en vue de laquelle
 l'hypothèque a été consentie.

Dès 1851, cette solution a été consacrée par la loi hypothécaire, dont
 l'article 80, *in fine*, était ainsi conçu : « L'hypothèque consentie pour sûreté
 d'un crédit ouvert à concurrence d'une somme déterminée qu'on s'oblige à
 fournir, est valable; elle prend rang à la date de son inscription, sans égard
 aux époques successives de la délivrance des fonds, qui pourra être établie
 par tous moyens légaux. »

Ce texte avait un tort. Il semblait impliquer que, dans le contrat d'ouver-
 ture de crédit, l'obligation du créancier ne peut avoir d'autre objet que la
 délivrance de fonds. Or, il n'en est rien, ainsi que l'a parfaitement démontré,
 à l'appui d'une nouvelle rédaction de l'article 80, le rapport fait par M. Pirmez
 au nom de la Commission de la Chambre des Représentants, dans la séance
 du 21 mars 1889. « Les développements de la proposition de loi, dit notam-
 » ment ce rapport, exposent le système juridique sur lequel est fondée la
 » validité et le rang à la date de l'inscription de l'hypothèque donnée pour
 » sûreté de crédits ouverts. Il intervient entre le créancier et le créancier un

» contrat synallagmatique par lequel le premier s'engage à fournir des fonds
 » et le second s'oblige à le tenir indemne de cet engagement en les lui
 » remboursant. C'est parce que *ces deux obligations corrélatives sont prises*
 » *en même temps lors de la passation de l'acte*, que l'hypothèque a rang au
 » moment même où inscription est prise. Mais que l'engagement du crédi-
 » teur consiste à fournir des fonds, des marchandises, un aval, un caution-
 » nement, *les éléments essentiels de l'agissement restent les mêmes, et la solution*
 » *en droit civil ne peut être différente*. Dans tous ces cas, une partie prend
 » l'engagement *actuel* de fournir une prestation quelconque auquel doit
 » correspondre l'engagement *aussi actuel* de l'autre partie, lequel donne lieu
 » à l'hypothèque prenant rang à dater de l'inscription. En fait, l'importance
 » du contrat ne diffère pas d'après ce qui est promis; que l'objet de l'enga-
 » gement soit une somme déterminée en argent ou un aval qui permettra
 » d'obtenir cette somme, elle reste la même. En droit et en fait, on se trouve
 » donc en présence de contrats *formés des mêmes éléments*.

« La nouvelle rédaction de l'article, donnant toute son étendue à la
 » notion du crédit ouvert, y comprendra tous ces contrats *qui forment un*
 » *genre bien déterminé et doivent être imposés fiscalement d'une même taxe*,
 » comme ils sont régis hypothécairement par les mêmes principes. »
 (Documents parlementaires, séance du 21 mars 1889, pp. 130-131.)

En conséquence, la loi du 13 avril 1889 a substitué au texte primitif de l'article 80, *in fine*, de la loi du 16 décembre 1851 une disposition ainsi conçue : « L'hypothèque consentie pour sûreté d'un crédit ouvert est valable; elle prend rang à la date de son inscription, sans égard aux époques *de l'exécution des engagements pris par le créancier*, laquelle pourra être établie par tous moyens légaux. »

II. — Notre législation fiscale n'est pas en harmonie avec les notions qui précèdent.

La loi générale du 22 frimaire an VII, pas plus que les lois civiles contemporaines, ne parlait des ouvertures de crédit.

Dans ces conditions, on a soutenu, dès l'abord, que le contrat d'ouverture de crédit ne pouvait jamais donner ouverture, comme acte innomé, qu'au droit fixe de formalité; que si, ultérieurement, par suite de l'exécution du contrat, le crédit venait à être obligé au paiement d'une certaine somme envers le créancier, le droit proportionnel pouvait certes devenir exigible, mais qu'il fallait, pour cela, conformément aux principes généraux de la perception, que l'obligation *déterminée* du crédit envers le créancier fût constatée dans un acte faisant titre entre les parties et que cet acte fût présenté à la formalité.

La thèse était soutenable. Elle ne fut pas admise par la jurisprudence, qui décida que, pour la perception de l'impôt, l'acte d'ouverture de crédit devait être considéré comme renfermant un *prêt conditionnel*, une *obligation sous condition suspensive* du crédit envers le créancier; que cette obligation devenait actuelle par le fait de la réalisation du crédit; que ce fait engendrait l'exigibilité, sur l'acte même d'ouverture du crédit, du droit proportionnel établi pour les obligations de sommes, et, par suite, qu'il n'était pas besoin

d'un nouvel acte pour que l'administration fût recevable à poursuivre le recouvrement de ce droit : il suffisait qu'elle fit la preuve, par les moyens légaux, de la réalisation du crédit (Cass. b. 27 décembre 1862, 24 novembre 1870).

Cette jurisprudence laissait en péril une recette importante de l'État : celle que lui procure l'exigibilité du droit proportionnel sur les emprunts hypothécaires.

« Autant il est vrai, porte l'*Exposé des motifs* d'un projet de loi « présenté par M. Jacobs le 28 novembre 1871, que les actes d'ouverture de crédit sont toujours suivis d'avances constituant le crédit débiteur, autant il est vrai aussi que l'administration est généralement hors d'état d'en fournir la preuve pour compléter les perceptions qui se sont restreintes, au moment de l'enregistrement, au droit fixe de fr. 2.20. En présence de cette impuissance et de la disposition de la loi de 1831 qui a consacré la validité et les effets rétroactifs de l'hypothèque, la forme de l'ouverture de crédit s'est fait, dans la pratique, une place chaque jour plus grande, pour couvrir des prêts effectués à la date de l'acte.

» Cette situation appelle un remède; le Gouvernement propose de rendre exigibles, respectivement à la date de l'acte et au moment de l'inscription, des droits s'élevant à environ la moitié de ceux qui, d'après le tarif actuel, sont dus après la réalisation du crédit. Il en serait tenu compte ultérieurement, lorsque la preuve de la réalisation permettrait, comme par le passé, de liquider les droits. » (*Documents parlementaires*, 1871-1872, p. 21.)

Retiré en vertu d'un arrêté du 24 avril 1872, le projet de loi ainsi motivé fut représenté par M. Malou le 13 novembre de la même année et suivi de la loi du 24 mars 1873, toujours en vigueur, dont les articles 6, 7 et 8 sont ainsi conçus :

« ART. 6. — Les actes portant ouverture de crédit sur hypothèque ou sur gage sont assujettis, au moment de l'enregistrement, à un droit de 60 centimes par 100 francs, additionnels compris. (Actuellement 0.65 %.)

» Le droit est assis sur la somme pour laquelle l'hypothèque ou le gage est consenti.

» ART. 7. — Sur le montant en principal de l'inscription prise en vertu d'un acte d'ouverture de crédit, il sera perçu, au moment de la formalité, un droit de 60 centimes par 1,000 francs, additionnels compris. (Actuellement 0.65 par 1,000 francs.)

» ART. 8. — *En cas de réalisation partielle ou totale du crédit*, les perceptions effectuées conformément aux deux articles précédents seront complétées à concurrence des droits exigibles d'après les lois existantes. »

On le voit, ces dispositions sont, au fond, la consécration législative du système de perception antérieurement admis pour les ouvertures de crédit par la jurisprudence. *En principe*, le droit proportionnel n'est pas dû, la matière imposable ne naît pas dès la constitution du contrat, par le fait de cette constitution; le droit proportionnel exigé au moment de la passation de l'acte n'est qu'un acompte, perçu *contra rationem juris*, sur un droit plus élevé, que doit seulement rendre exigible la réalisation du crédit.

III. — Que faut-il penser du régime fiscal exposé ci-avant?

L'ouverture de crédit, nous l'avons vu, est un contrat bien spécial. Sous la pression des faits, ce contrat a acquis droit de cité dans notre législation civile à côté des autres contrats qui y sont dénommés, sans jamais se confondre avec aucun d'eux. Pour tout dire en un mot, l'ouverture de crédit est un contrat *sui generis*, simplement productif d'obligations, une sorte de louage d'ouvrage, par lequel une personne, — le créancier, — prend l'engagement de se livrer, pendant un temps plus ou moins long, à l'une ou l'autre opération de son commerce ou de son industrie, au profit d'une autre personne, — le débiteur, — qui, de son côté, s'oblige à indemniser la première, à l'expiration du contrat, des suites de l'exécution de sa promesse. Par le seul fait de l'existence de ces engagements, le contrat est actuel et parfait; le mode de réalisation du crédit ouvert, le fait de la réalisation sont choses indifférentes : elles portent non sur la *formation*, mais sur l'*exécution* du contrat.

Cela étant, on concevrait, il serait tout naturel que l'ouverture de crédit fût frappée, dès sa constitution, d'un droit particulier, proportionné à l'importance du crédit ouvert, *qui couvrirait tous les faits d'exécution postérieurs* : avances de fonds, acceptation de traites, escompte ou aval d'effets de commerce, souscription de billets, livraison de marchandises, etc.

La loi du 24 mars 1873 ne l'entend pas ainsi.

Usant d'ailleurs d'un droit incontestable, le législateur de 1873 voit dans l'ouverture de crédit, *pour la perception de l'impôt*, non pas, comme la loi civile, un contrat synallagmatique, formé de deux engagements actuels, mais un simple acte unilatéral, par lequel le débiteur contracte envers le créancier une obligation dont l'existence est subordonnée à un événement futur et incertain : la réalisation du crédit. En d'autres termes, la loi fiscale rattache l'exigibilité du droit dû sur les ouvertures de crédit, non pas à l'existence, à la nature et à l'importance du contrat pris en lui-même, mais à l'existence, à la nature et à l'importance des faits d'exécution.

Or, cela n'est pas rationnel.

Il résulte tout d'abord de ce système de perception qu'au mépris de la justice distributive, l'impôt voulu par la loi n'est payé que par les uns et est éludé par les autres, le plus grand nombre. La loi transactionnelle de 1873 n'a fait, sous ce rapport, qu'atténuer le mal. Dans le fait, le crédit ouvert est presque toujours réalisé, car c'est, naturellement, avec la volonté bien arrêtée d'en user que le débiteur a fait les frais d'un acte authentique et a concédé une hypothèque sur ses biens. Il reste que l'administration doit prouver la réalisation pour obtenir le paiement du droit complémentaire et qu'elle n'est qu'accidentellement mise en état de fournir cette preuve. Le peut-elle et le débiteur n'est-il pas devenu insolvable, le droit complémentaire est perçu, non sans que la réclamation ait provoqué des résistances, des contestations et souvent des procès.

En second lieu, le système de perception en vigueur aboutit à frapper de droits différents des actes n'ayant ni plus ni moins de valeur au point de vue de leur utilité et de leurs effets juridiques. L'ouverture de crédit a-t-elle pour objet la prestation de sommes d'argent payables en numéraire ou en effets de commerce? Le droit dû lors de la réalisation est le droit de

fr. 1.40 ‰, établi par l'article 69, § 3, n° 3°, de la loi de frimaire pour « tous les actes et écrits qui contiennent obligation de sommes sans libéralité et sans que l'obligation soit le prix d'une transmission de meubles ou immeubles non enregistrée. » L'ouverture de crédit consiste-t-elle dans la fourniture de matériaux ou de marchandises ? L'exécution du contrat se traduit en une vente d'objets mobiliers ; le droit dû, en définitive, est le droit de fr. 2.70 ‰ par application directe de l'article 69, § 3, n° 1°, et par application *a contrario* de l'article précité de la loi de frimaire.

Enfin, la conception d'où procède la législation actuelle conduit à des perceptions réellement excessives. Alors que, dans la réalité juridique, l'obligation du crédit, au contrat d'ouverture, porte sur la somme qu'il pourra devoir au créancier, à *l'expiration du contrat*, comme résultat *final* des opérations consenties, la perception du droit proportionnel sur le *total des avances* faites en exécution du contrat par le créancier au crédit est dans la logique d'un système qui rattache l'exigibilité de l'impôt au fait de la réalisation, de l'usage du crédit.

Ces considérations doivent faire modifier le traitement fiscal actuellement appliqué aux ouvertures de crédit. A vrai dire, cette modification s'est imposée du jour où les travaux préliminaires de la loi de 1889 ont démontré l'erreur de la conception qui a présidé à l'élaboration de la loi de 1873. En vain certains auteurs cherchent-ils à tout concilier ; le principe, l'idée mère de la loi de 1873, à savoir que l'existence de la matière imposable est subordonnée à la réalisation du crédit, est en contradiction absolue avec les notions qui ont prévalu en droit civil sur le véritable caractère de l'ouverture de crédit, et il n'y a qu'une loi qui puisse anéantir les conséquences positives que le législateur a tirées d'une théorie erronée.

L'article 14 du projet de loi met le droit fiscal en harmonie parfaite avec le droit civil et, par cela même, supprime les controverses auxquelles, de tout temps, la matière a donné lieu, en frappant l'ouverture de crédit, contrat spécial, d'un droit spécial, qu'il fixe à fr. 1.40 ‰ et qui exclura toute perception ultérieure. Le taux proposé est commandé, d'une part, par l'analogie qui existe, en droit, entre l'ouverture de crédit et un marché-louage ordinaire (L. 22 frimaire an VII, art. 69, § 3, 1°) et, d'autre part, par l'analogie qui existe, en fait, entre l'ouverture de crédit et un prêt dans lequel les fonds empruntés resteraient déposés entre les mains du prêteur, à la disposition de l'emprunteur (L. 22 frimaire an VII, art. 69, § 3, n° 3°).

La réforme produira un supplément de recette d'environ 150,000 francs, atténuation justifiée du préjudice qui résultera pour le Trésor de la suppression du droit de quittance (400,000 francs environ).

§ 6. — Rentes sur l'État.

L'article 70, § 3, n° 3°, de la loi du 22 frimaire an VII exempte de la formalité de l'enregistrement « les inscriptions sur le grand livre de la Dette publique, leurs transferts et mutations, les quittances des intérêts qui en sont payés, et tous les effets de la Dette publique inscrits ou à inscrire définitivement ».

Lorsque la loi de frimaire disposait en ces termes, la Dette publique consolidée ne consistait qu'en rentes nominatives (décret du 24 août-15 septembre 1793, art. 1 et 2). Aujourd'hui, on le sait, les titres de la Dette publique consistent en obligations au porteur et en inscriptions nominatives. L'obligation au porteur est la forme primitive et ordinaire de la dette constituée; le créancier, pour plus de sécurité, a la faculté de faire inscrire la rente à son nom au grand livre de la Dette publique; cette inscription forme alors le titre de sa créance contre l'État (arr. roy. du 22 novembre 1873, art. 1 à 7).

La propriété d'une rente sur l'État peut, comme celle de tout autre bien, être transmise par vente, par donation, par testament, par succession. Si la rente est inscrite, il peut être demandé au Trésor que le nom du nouveau propriétaire soit substitué à celui de l'ancien sur le grand livre de la Dette. L'opération qui réalise cette substitution a nom *transfert* ou *mutation*. Le transfert implique que la rente a été cédée à titre onéreux; il a lieu sur la simple déclaration du cédant (arr. roy. 1875, art. 12). Lorsque la transmission procède d'une donation ou d'un décès, le changement de titulaire s'opère, par voie de mutation, sur la production par le nouveau créancier d'un certificat de propriété (art. 38)

Il résulte de la disposition de la loi de frimaire rappelée ci-avant que les écritures effectuées sur le grand livre de la Dette publique aux fins d'y opérer la conversion d'obligations au porteur en inscriptions nominatives, le transfert ou la mutation de pareilles inscriptions, sont exemptes de la *formalité* de l'enregistrement, et rien n'est plus justifié. La formalité de l'enregistrement a un double but, un but fiscal et un but de contrôle. Or, il serait excessif que les prêteurs de l'État, leurs héritiers ou ayants cause, ne pussent se faire reconnaître comme les créanciers du Trésor que moyennant le paiement d'un impôt, et, d'autre part, il n'y a aucun motif pour que les préposés de l'enregistrement soient appelés à exercer un contrôle sur la rédaction d'actes qui émanent d'autres agents de l'État.

La doctrine et la jurisprudence ont été plus loin. Dès l'origine, l'article 70, § 3, n° 3°, a été compris en ce sens qu'il avait pour effet d'exonérer du *droit* d'enregistrement, non seulement les transferts et mutations opérés sur les registres de la trésorerie, dans les formes tracées par la loi, mais aussi le contrat — vente ou donation, — le fait juridique — succession légale ou testamentaire, — qui, préalablement à ce transfert ou à cette mutation, opère, entre les parties, la transmission de la rente inscrite.

La déduction est forcée; dans tous les cas, l'immunité qu'elle consacre ne se justifie pas.

Les rapports de *droit public* de l'État emprunteur avec ses créanciers, les actes *administratifs* qui les constatent, sont une chose; les rapports de *droit privé* créés entre deux particuliers par la transmission d'une rente sur l'État, l'acte *sous seing privé* ou l'acte *notarié* qui les constate en sont une autre. Là, des actes d'administration publique, qu'il serait exorbitant de frapper d'un impôt (comp. art. 70, § 3, n°s 1°, 2°, 4° à 14°); ici, des actes privés ou des transmissions par décès, qui seraient sujets à l'impôt s'ils avaient pour objet tout autre bien qu'une rente sur l'État, et qui ne peuvent rationnellement en

être exemptés parce qu'ils ont pour objet un bien de cette nature. La possession d'une rente sur l'État, acquise par l'un ou l'autre des modes prévus sous l'article 711 du Code civil, reçoit la même protection que la possession acquise par le même mode d'une créance quelconque : pourquoi les rentes sur l'État échapperaient-elles aux impôts généraux établis sur la circulation juridique des biens? On a dit, à l'appui de l'immunité prétendument accordée par la loi de l'an VII aux transmissions de rentes sur l'État, que l'application du droit commun à ces transmissions serait une violation du contrat constitutif de la Dette, qu'elle porterait atteinte au crédit public. Affirmations toutes gratuites, dont la législation postérieure a fait justice. La loi du 27 décembre 1817 sur le droit de succession, qui a remplacé, dans notre pays, les dispositions de la loi du 22 frimaire an VII relatives aux transmissions par décès, ne contient aucune exception en faveur des rentes sur l'État. En France, où l'interprétation extensive donnée à l'article 70, § 3, n° 3°, a suscité de vives réclamations, une loi du 18 mai 1850 a soumis aux droits ordinaires les transmissions à titre gratuit, entre vifs ou par décès, des rentes dont il s'agit.

L'article 15 du projet de loi met fin, complètement, à un privilège qui n'a que trop duré et que personne ne défend plus aujourd'hui, en substituant au texte actuel de l'article 70, § 3, n° 3°, une disposition dont les termes limitent formellement l'exemption prononcée aux écritures effectuées sur le grand livre de la Dette publique. Les transmissions entre vifs de rentes sur l'État seront donc dorénavant, comme le sont déjà, depuis 1817, les transmissions par décès, régies par le droit commun. Ce n'est pas à dire, on le remarquera, que les premières ne pourront plus avoir lieu que moyennant le paiement d'un droit d'enregistrement. C'est dire, seulement, que ce droit sera exigible si les parties trouvent bon de constater la transmission dans un acte privé faisant preuve de la convention intervenue entre elles, et que cet acte soit sujet à la formalité. Aussi, le grand mérite de la modification proposée ne sera-t-il pas d'assurer une recette nouvelle au Trésor, — cette recette sera insignifiante, — mais de condamner législativement une doctrine qui a le tort de méconnaître le principe constitutionnel de l'égalité devant l'impôt.

§ 7. — *Droit d'inscription.*

Aux termes de l'article 81 de la loi du 16 décembre 1851, « entre les créanciers, l'hypothèque n'a de rang que du jour de l'inscription prise sur les registres du conservateur, dans la forme et de la manière prescrites par la loi ».

A la formalité prévue par cette disposition, aux avantages de droit civil qu'elle assure à ceux qui la requièrent, correspond un impôt spécial : le droit d'inscription (L. 24 ventôse an VII, art. 19).

Ce droit est actuellement de fr. 1.50 par 1,000 francs « du montant de la créance » (L. 3 janvier 1824, art 1^{er}; L. 28 juillet 1879, art. 1^{er}, § 4).

La loi du 11 brumaire an VII, qui régissait la matière hypothécaire au moment de l'établissement du droit, distinguait deux sortes d'inscriptions :

l'une *déterminée*, pour laquelle, aux termes de l'article 17, le requérant était tenu de déclarer la somme en numéraire à laquelle il évaluait les rentes et prestations à inscrire ; l'autre *indéfinie*, qui, d'après l'article 21, devait indiquer la nature du droit à conserver et l'époque de sa naissance, sans que le requérant fût obligé d'en fixer le montant. Celle-ci concernait les comptables de deniers publics qui fournissaient des cautionnements en immeubles, les administrateurs des biens des mineurs, interdits et absents, et les époux pour raison de leurs conventions et droits matrimoniaux éventuels et non ouverts.

Dans ces conditions, une base fixe faisait défaut pour la liquidation du droit sur les inscriptions de la seconde catégorie. Des difficultés surgirent ; elles furent levées par une loi du 6 messidor an VII, ainsi conçue :

« ARTICLE PREMIER. — L'inscription *indéfinie* qui a pour objet la conservation d'un simple droit d'hypothèque éventuel, sans créance existante, n'est point sujette au droit proportionnel établi par les lois des 9 vendémiaire an VI et 21 ventôse an VII.

» ART. 2. — Si le droit éventuel qui a donné lieu à l'inscription *indéfinie* se convertit en créance réelle, le droit proportionnel est dû sur le capital de la créance. »

Depuis la loi de 1851, il n'existe plus d'inscriptions indéfinies ; la loi du 16 décembre soumet toutes les hypothèques au principe de la publicité et de la spécialité. Elle dit notamment de quelle manière l'hypothèque légale des mineurs, des femmes mariées et de l'État doit être spécialisée en ce qui concerne les droits et créances qu'elle est appelée à sauvegarder. L'hypothèque légale des mineurs sur les biens de leurs tuteurs est spécialisée par le conseil de famille, qui fixe la somme pour laquelle il doit être pris inscription (art. 49) ; l'hypothèque de la femme mariée sur les biens de son mari est spécialisée par le contrat de mariage ou par le président du tribunal (art. 65 et 66) ; l'une et l'autre sont inscrites sur la représentation d'un bordereau indiquant le montant de la somme fixée dans l'acte qui a spécialisé l'hypothèque (art. 85) ; enfin, l'hypothèque légale de l'État, des provinces, des communes et des établissements publics sur les biens de leurs comptables, pour laquelle il n'y a pas d'acte, est spécialisée dans l'inscription, qui est faite sur la représentation d'un bordereau indiquant « la nature des droits à conserver et le montant de leur valeur déterminée ou éventuelle (art. 89) ».

Cela étant, on peut se demander jusqu'à quel point les dispositions précitées de la loi de messidor n'auraient pas dû être considérées comme virtuellement abrogées par la loi de 1851. Loin de là, la pratique administrative a étendu le bénéfice de ces dispositions aux inscriptions prises pour sûreté de créances quelconques, dès là qu'elles sont éventuelles ou indéterminées, et la loi du 24 mars 1873 a sanctionné cette pratique en disposant que le droit dû sur le montant de l'inscription prise en vertu d'un acte d'ouverture de crédit n'est, au moment de la formalité, qu'un droit réduit de 60 centimes par 1,000 francs ; le droit entier ne devient exigible qu'en cas de réalisation du crédit (art. 7 et 8).

Ce système de perception repose sur une confusion entre les principes fondamentaux qui gouvernent l'exigibilité du droit d'enregistrement et ceux qui gouvernent l'exigibilité du droit d'inscription.

Le droit proportionnel d'enregistrement est dû sur les faits juridiques qui emportent un mouvement de valeurs et, spécialement, sur les contrats constitutifs d'une créance, d'une obligation de sommes; il est le prix de la protection que la loi civile accorde aux conventions; il ne peut être perçu qu'une fois à raison de la même convention, quel que soit le nombre des actes qui la constatent. Le droit proportionnel d'inscription, au contraire, est attaché au fait matériel de l'accomplissement d'une formalité; il est le prix du service rendu aux citoyens par la formalité hypothécaire de l'inscription; en principe, il est dû autant de fois que la formalité est requise et donnée, fût-ce pour sûreté du paiement d'une seule et même créance; l'inscription en renouvellement est sujette à l'impôt tout comme l'inscription primitive.

Il importe peu, dès lors, que, du point de vue de l'action *personnelle* du créancier, la créance garantie par l'hypothèque soit actuelle ou éventuelle, déterminée ou indéterminée; ce n'est ni l'existence, ni la nature de cette créance qui sont à considérer pour la perception du droit d'inscription, c'est le fait qu'une inscription a été prise pour assurer *hic et nunc* au requérant, à concurrence de telle ou de telle somme, les effets juridiques d'une hypothèque préexistante. C'est le droit d'hypothèque, ce n'est pas la créance qui est l'objet de l'inscription.

La loi du 24 mars 1873 et la doctrine qu'elle a consacrée méconnaissent ces principes; l'article 16 du projet de loi y revient en disposant que « le droit d'inscription hypothécaire est dû sur le montant, en principal et accessoires, des sommes pour lesquelles l'inscription est requise ».

Seulement, si telle est la seule base rationnelle du droit d'inscription, il reste que les inscriptions, alors indéfinies, aujourd'hui déterminées, en vue desquelles a été édictée la loi de messidor, méritent faveur.

La loi de messidor, on l'a vu, ne leur accorde qu'une exemption relative; l'impôt devient exigible lorsque les droits garantis par l'hypothèque se convertissent en une créance réelle. Le Gouvernement propose d'exempter du droit d'une manière absolue les inscriptions dont il s'agit, eu égard aux considérations d'intérêt général qui ont dicté les mesures prises par la loi hypothécaire en faveur des incapables, de l'État et des autres personnes civiles publiques.

Disposition transitoire.

L'article 17 vise le cas où, après la mise en vigueur de la loi proposée, l'un des actes ou faits prévus par l'article 7, par les numéros 2° et 3° de l'article 8 et par l'article 10 se rattacherait à une indivision ou à une société dont la constitution a été régie par la loi actuelle. Il va sans dire que cette circonstance n'est pas de nature à écarter l'application de la loi sous l'empire de laquelle le droit s'ouvrira au profit du Trésor.

Conséquences financières.

Il nous reste à préciser autant que possible les conséquences financières du projet de loi.

§ 1^{er}. — *Acquisitions de petites propriétés.* — Le montant total des droits d'enregistrement à fr. 5.50 p. c. et des droits de transcription à fr. 1.25 p. c. perçus en 1902 sur les acquisitions d'immeubles consenties pour un prix n'excédant pas la somme de 10,000 francs, s'est élevé à 7,400,000 francs.

On peut affirmer que la moitié, au moins, de ce produit a été supportée par des personnes qui, au moment de l'acquisition, ne possédaient aucun immeuble ou dont l'avoir immobilier n'a pas atteint, y compris le bien acquis, une valeur supérieure à 10,000 francs.

L'application, en 1902, des réductions de droits décrétées par le numéro 2° de l'article premier eût donc entraîné une diminution de recette de 1,850,000 francs au moins.

§ 2. — *Actes de partage.* — Il a été constaté que, appliqué durant l'année 1896, le régime de perception établi par l'article 5 pour les partages et les actes équipollents aurait diminué de 400,000 francs la recette effectuée.

§ 3. — *Actes de société.* — L'application aux actes de société du régime instauré par l'article 8 du projet de loi aurait procuré au Trésor, en 1896 et en 1902, une augmentation de recette d'environ 1,200,000 francs.

§ 4. — *Droit de quittance.* — Le montant du droit proportionnel supprimé par l'article 13 s'élève invariablement, depuis de nombreuses années, à environ 400,000 francs.

§ 5. — *Ouvertures de crédit.* — Il résulte des recettes effectuées en 1897, en 1898 et en 1899, que la base imposable du droit de fr. 0.65 p. c. perçu, au moment de l'enregistrement, sur les ouvertures de crédit, s'élève annuellement, en moyenne, à 25 millions de francs. D'autre part, le droit complémentaire de fr. 0.75 p. c. est recouvré annuellement sur un capital de 5 millions de francs. La perception immédiate du droit de fr. 1.40 p. c. proposée par l'article 14 donnera donc au Trésor un gain de 150,000 francs (fr. 0.75 p. c. sur 20 millions).

§ 6. — *Rentes sur l'État.* — Produit présumé : une dizaine de mille francs.

§ 7. — *Droit d'inscription.* — Le bénéfice que procurera la rectification de la base imposable est insignifiant, étant donnés le peu d'élévation de l'impôt (fr. 1.50 par 1,000 francs) et la suppression du droit sur l'inscription des hypothèques légales.

En résultat, le Gouvernement estime que, prises dans leur ensemble, les réformes proposées se traduiront, pour le Trésor, en une perte qui ne sera pas inférieure à un million ni supérieure à un million et demi.

* * *

Une meilleure répartition de l'impôt, des simplifications considérables dans l'œuvre de la perception, la réalisation de plusieurs vœux souvent émis au sein des deux Chambres, tels sont, Messieurs, les traits caractéristiques du projet de loi; le Gouvernement se persuade que vous lui ferez bon accueil.

*Le Ministre des Finances
et des Travaux publics,*

P. DE SMET DE NAEYER.

PROJET DE LOI.

WETSONTWERP.

LÉOPOLD II,

ROI DES BELGES.

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre des
Finances et des Travaux publics,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit sera
présenté en Notre nom aux Chambres
législatives par Notre Ministre des Finances
et des Travaux publics :

Acquisitions de petites propriétés.**ARTICLE PREMIER.**

Le droit d'enregistrement et le droit de
transcription établis pour les transmissions
de biens immeubles à titre onéreux sont
réduits à moitié, savoir :

1° Pour les acquisitions de biens im-
meubles faites en exécution de leurs statuts :

a) par les sociétés anonymes ou coopé-
ratives ayant pour objet exclusif la construc-
tion, l'achat, la vente ou la location d'habi-
tations à bon marché;

b) par les sociétés anonymes ou coopé-
ratives ayant pour objet exclusif de faire des
prêts en vue de la construction ou de
l'achat d'habitations à bon marché.

La réduction n'est appliquée que si l'acte
fait connaître l'objet de la société;

2° Pour les acquisitions de la totalité de
biens immeubles faites par des particuliers,

LEOPOLD II,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil !

Op de voordracht van onzen Minister
van Financiën en Openbare Werken,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Volgend wetsontwerp zal, in Onzen naam
aan de wetgevende Kamers ter overweging
worden voorgelegd door Onzen Minister
van Financiën en Openbare Werken :

Aankoop van geringe eigendommen.**ARTIKEL EEN.**

Het recht van registratie en het recht van
overschrijving gesteld op de overdrachten
van onroerende goederen ten bezwarenden
titel, worden tot de helft verminderd, te
weten :

1° Voor de aankopen van onroerende
goederen, in uitvoering van hare statuten
gedaan :

a) door de naamloze of samenwerkende
vennootschappen hebbende uitsluitelijk tot
voorwerp het bouwen, koopen, verkoopen
of verhuren van goedkope woningen;

b) door de naamloze of samenwerkende
vennootschappen hebbende uitsluitelijk tot
voorwerp het doen van leeningen met het
oog op het bouwen of het aankopen van
goedkope woningen.

De vermindering wordt slechts toegepast
indien de akte het voorwerp der vennoot-
schap doet kennen;

2° Voor de aankopen van de al geheel-
heid van onroerende goederen door bijzon-

sous la condition : a) que le prix ou la valeur vénale de la pleine propriété des biens acquis n'excèdent pas 10,000 francs ; b) que l'acquéreur ou son conjoint et, le cas échéant, que les coacquéreurs ou leurs conjoints ne possèdent pas, personnellement ou collectivement, en propriété ou en usufruit, la totalité de biens immeubles dont la valeur en pleine propriété, ajoutée au prix ou à la valeur vénale de la pleine propriété de l'immeuble acquis, formerait un total supérieur à 10,000 francs.

La réduction n'est appliquée que si l'existence de la condition énoncée ci-dessus sous la lettre b est formellement attestée, au moment de l'enregistrement, soit dans l'acte lui-même, soit dans un écrit y annexé signé par l'acquéreur ou, en son nom, par le notaire : cet écrit est exempt du timbre et de l'enregistrement.

ART. 2.

Le droit d'enregistrement établi pour les obligations de sommes et pour les ouvertures de crédit est réduit à moitié, savoir :

1° Pour les emprunts et pour les ouvertures de crédit souscrits par les sociétés désignées sous le n° 1° de l'article premier.

La réduction n'est appliquée que si l'acte fait connaître l'objet de la société ;

2° Pour les obligations résultant, à la charge de l'acquéreur, du paiement fait par un tiers du prix d'une acquisition qui a joui de la réduction prononcée par l'article premier.

La réduction n'est appliquée que si l'acte fait mention de cette dernière circonstance ;

3° Pour les emprunts et pour les ouvertures de crédit souscrits par des particuliers

deren gedaan, onder de voorwaarde : a) dat de prijs of de waarde van verkoop van den vollen eigendom der aangekochte goederen niet meer bedragen dan 10,000 frank ; b) dat de verkrijger of diens echtgenoot en, in voorkomend geval, dat de medeverkrijgers of hunne echtgenooten niet in bezit zijn, persoonlijk of gezamenlijk, in vollen eigendom of in vruchtgebruik, van de algeheelheid van onroerende goederen wier waarde in vollen eigendom, gevoegd bij den prijs of de waarde van verkoop van den vollen eigendom van het aangekochte onroerend goed, een gezamenlijk bedrag van meer dan 10,000 frank uitmaken.

De vermindering wordt maar toegepast, indien van de hierboven onder letter b aangehaalde voorwaarde, op stellige wijze, bij het registreeren, verklaring wordt gedaan, hetzij in de akte zelve, hetzij in een erbijgevoegd geschrift, onderteekend door den verkrijger of, in zijnen naam, door den notaris : dit geschrift is vrij van zegel en registratie.

ART. 2.

Het recht van registratie gesteld op het verschuldigd zijn van sommen en op de openingen van krediet, wordt tot de helft verminderd, te weten :

1° Voor de leeningen en voor de krediet-openingen onderschreven door de vennootschappen aangeduid bij nummer 1° van artikel een.

De vermindering wordt slechts toegepast indien de akte het voorwerp der vennootschap doet kennen ;

2° Voor de schulden welke, ten laste van den verkrijger, spruiten uit de door een derden persoon gedane betaling van den prijs van eenen aankoop die het voordeel van de bij artikel een bepaalde vermindering heeft genoten.

De vermindering wordt maar toegepast indien van deze laatste omstandigheid in de akte melding is gemaakt ;

3° Voor de leeningen en voor de krediet-openingen door bijzonderen onderschreven

en vue d'une acquisition d'immeubles ou en vue de l'acquisition d'un terrain et de l'érection d'une construction, sous la condition : a) que l'emprunt ou l'ouverture de crédit n'excèdent pas la somme de 10,000 francs; b) que l'acte fasse connaître la destination des fonds; c) que l'acquisition jouisse de la réduction prononcée par l'article premier.

La réduction n'est appliquée qu'après la réalisation de l'acquisition projetée et, le cas échéant, après l'érection de la construction, pour autant que la demande en restitution soit faite dans les deux années, à compter de l'acte d'emprunt ou d'ouverture de crédit.

ART. 3.

Il n'est dû aucun droit particulier d'enregistrement, lorsqu'ils sont insérés dans le contrat principal, sur les cautionnements et garanties de toute nature relatifs aux ventes, aux emprunts et aux ouvertures de crédit qui jouissent de la réduction prononcée par les articles 1 et 2.

ART. 4.

L'administration est recevable à établir, au moyen de l'expertise instituée par l'article 17 de la loi du 22 frimaire an VII, l'inexactitude de l'attestation fournie en exécution du deuxième alinéa du n° 2° de l'article premier. L'acquéreur encourra une amende du double droit et les frais de l'expertise tomberont à sa charge, si l'estimation des experts excède d'un huitième au moins la somme de 10,000 francs.

La poursuite est exercée dans le délai et dans les formes prescrits par l'article 22 de la loi du 31 mai 1824.

met het doel eener aankoop van onroerende goederen of met het oog op de aankoop van een terrein en de oprichting van een gebouw, onder de voorwaarde : a) dat de leening of de kredietopening niet meer bedragen dan 10,000 frank; b) dat de akte de bestemming der fondsen aanduide; c) dat de aankoop de vermindering geniete welke bij artikel een is bepaald.

De vermindering wordt slechts toegestaan nadat de ontworpen aankoop eene wezenlijkheid is geworden en, in voorkomend geval, na de oprichting van het gebouw, voor zooveel de aanvraag tot teruggave gedaan worde binnen de twee jaar, te rekenen van de akte van leening of van kredietopening.

ART. 3.

Wanneer zij in het hoofdcontract zijn opgenomen, is geen afzonderlijk recht van registratie verschuldigd voor de borgtochten en waarborgen van allen aard betreffende verkooping, leeningen en kredietopeningen die de vermindering genieten bepaald bij de artikelen 1 en 2.

ART. 4.

Het bestuur mag, bij middel van de schatting door deskundigen, ingesteld bij artikel 17 van de wet van 22^e Frimaire jaar VII, de onnauwkeurigheid vaststellen van de verklaring gedaan in uitvoering van de tweede alinea van nummer 2° van artikel een. De verkrijger belooft eene boete van het dubbel recht en de onkosten van taxatie vallen te zijnen laste, indien de schatting der deskundigen meer bedraagt dan ten minste een achtste van de som van 10,000 frank.

De vervolging wordt gedaan binnen het tijdsbestek en volgens de wijzen voorgeschreven bij artikel 22 van de wet van 31^e Mei 1824.

Actes de partage.**ART. 5.**

Il est établi un droit d'enregistrement de fr. 0.25 p. e. sur les actes portant :

1° Partage partiel ou total, provisoire ou définitif, de biens meubles ou immeubles ;

2° Cession à titre onéreux, par voie de licitation ou autrement, entre tous les copropriétaires, de parts ou de portions indivises ;

5° Liquidation de sommes ou valeurs dépendant ou formant le prix de biens dépendant d'une communauté conjugale, d'une succession, d'une société.

Le droit est perçu sur la valeur de tous les biens dont l'acte fait cesser l'indivision, soit entre tous les copropriétaires, soit à l'égard d'un ou de plusieurs d'entre eux, et, plus généralement, sur le montant total des sommes et valeurs actives dont l'acte détermine le sort, sans distraction des charges.

Cette perception exclut : a) la perception de tout autre droit à raison des dispositions ayant pour objet les biens ou les dettes communes et concernant exclusivement les rapports des copropriétaires entre eux, contenues dans l'acte, lors même que ces dispositions comprendraient des stipulations de sommes n'existant pas dans la masse indivise ; b) l'application de l'article 25 de la loi du 22 frimaire an VII aux actes dont il serait fait usage dans les dispositions susvisées.

La valeur des biens échus à un copropriétaire par la voie d'une licitation ou d'un lotissement partiel est, le cas échéant, distraite de la masse globale pour la perception du droit sur le partage ou sur la liquidation ultérieure.

ART. 6.

La base imposable est déterminée, pour la liquidation du droit établi par l'article

Akten van deeling.**ART. 5.**

Een registratierecht van fr. 0.25 t. h. wordt gesteld op de akten houdende :

1° Gedeeltelijke of geheele, tijdelijke of bepaaldelijke verdeeling van roerende of onroerende goederen ;

2° Afsand ten bezwarenden titel, bij wege van veiling of anderszins, tusschen al de medeigenaars van onverdeelde aandelen of deelen ;

5° Vereffening der sommen of waarden afhangende of den prijs uitmakende van goederen die afhangen van eene huwelijksgemeenschap, van eene nalatenschap, van eene vennootschap.

Het recht wordt geheven op de waarde van al de goederen waarvan de akte de onverdeeldheid doet ophouden, hetzij tusschen al de medeigenaars, hetzij ten opzichte van één of van verschillende onderhen, en, meer algemeen, op het gansche bedrag der sommen en actieve waarden waarvan de akte aanduidt hetgeen zij zullen worden die, in de akte, het voorwerp van eene welkdanige beschikking uitmaken, zonder afrekking der lasten.

Die heffing sluit uit : a) de heffing van alle ander recht ter oorzaak van de beschikkingen in de akte bevat, en tot voorwerp hebben de gemeenschappelijke goederen of schulden en uitsluitelijk de onderlinge betrekkingen van de medeigenaars raken, zelfs wanneer die beschikkingen bepalingen zouden bevatten van sommen niet in den onverdeelten boedel bestaande ; b) de toepassing van artikel 25 van de wet van 22^e frimaire jaar VII, op de akten waarvan in de hooger bedoelde beschikkingen gebruik zou worden gemaakt.

De waarde der goederen die bij veiling of bij gedeeltelijke verkaveling aan eenen medeigenaar ten deel vallen, wordt in voorkomend geval, voor het heffen van het recht op de verdeling of op de latere vereffening, van den globalen boedel afgetrokken.

ART. 6.

De belastbare grondslag wordt, voor de vereffening van het bij het vorig artikel

précédent, par la valeur conventionnelle des biens, telle qu'elle résulte de l'estimation des parties ou du prix et de l'intégralité des charges stipulés, sans que cette valeur puisse être inférieure à la valeur vénale.

Si les sommes et valeurs ne sont pas déterminées dans l'acte, il y est suppléé conformément à l'article 16 de la loi du 22 frimaire an VII.

L'administration est recevable à établir par toutes voies de droit et, en outre, lorsqu'il s'agit d'immeubles, au moyen de l'expertise instituée par l'article 17 de la loi du 22 frimaire, le montant réel de la base imposable. Si ce montant excède d'un huitième au moins la valeur énoncée dans l'acte, il est dû, indépendamment du droit éludé, une amende égale au décuple de ce droit, sans qu'elle puisse être inférieure à 25 francs, et les frais de l'expertise tombent à la charge des parties.

ART. 7.

Lorsqu'un tiers s'est rendu acquéreur d'une part indivise de biens appartenant à une ou à plusieurs personnes, le droit proportionnel établi pour les ventes est dû sur la valeur des biens dont la totalité lui advient par l'effet d'une cession ou d'un partage ultérieur, sauf déduction du droit payé du chef de l'achat de la part indivise.

Cette disposition est applicable dans le cas où la totalité des biens échoit aux héritiers ou ayants cause du tiers acquéreur; elle n'est pas applicable dans le cas où celui-ci a acquis avec d'autres la totalité d'un ou de plusieurs biens.

Actes de société.

ART. 8.

Sont assujettis à un droit d'enregistrement de fr. 0.25 p. c., savoir :

1° Les actes portant formation de société,

gesteld recht, bepaald door de bedongen waarde der goederen, zooals deze spruit uit de schatting der partijen of uit den prijs en de algeheelheid der vastgestelde lasten, zonder dat die waarde minder dan de verkoopwaarde mag bedragen.

Indien de sommen en waarden niet bepaald zijn in de akte, wordt hierin voorzien overeenkomstig artikel 16 van de wet van 22^e frimaire jaar VII.

Het Bestuur mag, bij alle rechtsmiddelen en, daarbij, wanneer het onroerende goederen geldt, bij middel van de schatting door deskundigen, ingesteld bij artikel 17 van de wet van 22^e frimaire, vaststellen het werkelijk bedrag van den belastbaren grondslag. Indien dit bedrag de in de akte aangehaalde waarde met ten minste een achtste overtreft, is, buiten het onduikt recht, verschuldigd eene boete gelijk aan tienmaal dit recht, zonder dat zij minder mag wezen dan 25 frank, en de onkosten der schatting vallen ten laste van de partijen.

ART. 7.

Wanneer een derde persoon kooper is geworden van een onverdeeld aandeel van onwerende goederen toebehoorende aan één of meer personen, is het evenredig recht, gesteld voor de verkooping, verschuldigd op de waarde der goederen waarvan de algeheelheid hem ten deel valt door lateren afstand of latere verdeling, mits aftrek van het recht betaald wegens aankoop van het onverdeeld aandeel.

Die beschikking is ook van toepassing in geval de algeheelheid der goederen van aan de erfgenamen of rechtverkrijgenden van den derden bezitter ten deel vallen; zij is niet van toepassing in geval deze de algeheelheid van één goed of meer goederen heeft verkregen.

Akten van vennootschap.

ART. 8.

Zijn onderhevig aan een registratierecht van fr. 0.25 t. h., te weten :

1° De akten houdende oprichting van

sur le montant total des apports, sans distraction des charges;

2° Les actes ultérieurs portant adhésion de nouveaux associés ou modification des statuts, avec augmentation du fonds social, sur le montant de l'augmentation;

3° Les actes de prorogation de société, sur le montant de l'actif social au jour de la prorogation.

Cette perception exclut celle de tout autre droit à raison des dispositions ayant trait : a) aux engagements contractés par la société envers les associés en retour de leurs apports; b) aux relations de la société avec les gérants, administrateurs ou commissaires; c) au versement prescrit par la loi commerciale pour la constitution de sociétés anonymes.

ART. 9.

La base imposable est déterminée, pour la liquidation du droit établi par l'article précédent, par la valeur conventionnelle des biens, telle qu'elle résulte des stipulations de l'acte.

La valeur des apports consistant en choses non estimées est déterminée, le cas échéant, par comparaison avec les apports en argent ou en choses estimées, eu égard à la part de l'apportant dans les bénéfices.

Si les stipulations de l'acte ne permettent pas de déterminer la valeur conventionnelle des apports, il y est suppléé par une déclaration estimative conformément à l'article 16 de la loi du 22 frimaire an VII.

L'administration est recevable à établir par toutes voies de droit et, en outre, lorsqu'il s'agit d'immeubles, au moyen de l'expertise instituée par l'article 17 de la loi de frimaire, l'insuffisance de la déclaration fournie en exécution de l'alinéa qui précède. Si cette insuffisance excède d'un huitième au moins la valeur déclarée, il est dû, indépendamment du droit éludé, une amende égale au

vennootschap, op het geheele bedrag der inbrengen, zonder aftrekking der lasten;

2° De latere akten houdende toetreding van nieuwe vennoten of wijziging van de statuten, met vermeerdering van het maatschappelijk fonds, op het bedrag der vermeerdering;

3° De akten tot verlenging van vennootschap, op het bedrag van het maatschappelijk actief ten dage van de verlenging.

Door deze heffing wordt uitgesloten die van alle ander recht wegens de beschikkingen hebbende betrekking : a) op de verbintenissen door de vennootschap aangaan ten opzichte van de vennoten ter vergelding van dezer inbrengen; b) op de betrekkingen waarin de vennootschap staat met de zaakvoerders, beheerders of commissarissen; c) op de storting door de wet op den koophandel voorschreven ter zake van oprichting van naamlooze vennootschappen.

ART. 9.

De belastbare grondslag wordt, voor de vereffening van het bij voorgaand artikel gesteld recht, bepaald door de bedongen waarde van de goederen, zooals deze spruit uit de beschikkingen der akte.

De waarde der inbrengen bestaande uit ongeschatte zaken wordt, in voorkomend geval, bepaald bij vergelijking met de inbrengen in geldspeciën of in geschatte zaken, met in achtneming van het aandeel van den inbrenger in de winsten.

Indien de bedingen der akte niet toelaten de conventionele waarde van de inbrengen te bepalen, wordt hierin voorzien bij middel van eene naar schatting gedane verklaring overeenkomstig artikel 16 van de wet van 22^e frimaire jaar VII.

Het Bestuur mag, bij alle rechtsmiddelen en, daarbij, wanneer het onroerende goederen geldt, bij middel van schatting door deskundigen, ingesteld bij artikel 17 van de wet van frimaire, het onvoldoende vaststellen van de verklaring verschaft in uitvoering van de voorgaande alinea. Indien dit onvoldoende meer bedraagt dan ten minste een achtste van de aangegeven waarde, is, buiten

décuple de ce droit, sans qu'elle puisse être inférieure à 25 francs, et les frais de l'expertise tombent à la charge des parties.

ART. 10.

Lorsqu'un immeuble a fait l'objet d'un apport en société, le passage ultérieur, total ou partiel, de la propriété de cet immeuble dans le chef d'un associé autre que l'auteur de l'apport, de ses héritiers ou ayants cause, donne ouverture, de quelque manière qu'il s'opère, au droit proportionnel établi pour les transmissions de biens immeubles.

Cette disposition n'est pas applicable :

1° Dans le cas où, l'apport ayant été fait par des copropriétaires, la propriété de l'immeuble passe dans le chef de l'un d'eux, sauf application, le cas échéant, de l'article 7 ;

2° Dans le cas où les associés ont réglé par une convention aléatoire le transfert de leurs droits sociaux.

ART. 11.

Sont enregistrés gratis et exempts du timbre, les actes et procès-verbaux portant formation, modification, prorogation ou dissolution : 1° de sociétés anonymes ou coopératives ayant pour objet exclusif la construction, l'achat, la vente ou la location d'habitations à bon marché ; 2° de sociétés anonymes ou coopératives ayant pour objet exclusif de faire des prêts en vue de la construction ou de l'achat d'habitations à bon marché.

Les extraits, copies ou expéditions de ces actes et procès-verbaux sont également exempts du timbre.

Ils ne donnent lieu à aucun droit ni émolument de greffe.

het ontduikt recht, eene boete verschuldigd gelijk aan tiemaal dit recht, zonder dat zij minder mag wezen dan 25 frank, en de onkosten der schatting vallen ten laste der partijen.

ART. 10.

Wanneer een onroerend goed eenen inbreng in vennootschap uitmaakt, geeft de latere geheele of gedeeltelijke overgang van dit onroerend goed op het hoofd van een anderen vennoot dan den inbrenger, diens erfgenamen of rechtverkrijgenden, aanleiding, om het even hoe de overgang gebeure, tot het evenredig recht gesteld voor de overdrachten van onroerende goederen.

Die beschikking is niet van toepassing :

1° In het geval waar, de inbreng gedaan zijnde geweest door medeigenaars, de eigendom van het onroerend goed overgaat op het hoofd van een hunner, behoudens de toepassing, in voorkomend geval, van artikel 7 ;

2° In het geval waar de vennoten, de overdracht van hunne maatschappelijke rechten, bij eene wisselvallige overeenkomst hebben geregeld.

ART. 11.

Kosteloos worden geregistreerd en van zegel zijn vrij, de akten en processen-verbaal houdende oprichting, wijziging, verlenging of ontbinding : 1° van naamloze of samenwerkende vennootschappen hebbende uitsluitelijk tot voorwerp het bouwen, koopen, verkoopen of verhuren van goedkope woningen ; 2° van naamloze of samenwerkende vennootschappen hebbende uitsluitelijk tot voorwerp het doen van leeningen met het oog op het bouwen of het aankopen van goedkope woningen.

De uittreksels, kopijen of afschriften dier akten en processen-verbaal zijn insgelijks vrij van zegel.

Zij geven geene aanleiding tot eenig recht noch tot bezolding wegens griffie.

Art. 12.

Sont exempts du timbre et de la formalité de l'enregistrement :

1° Les procurations données par les fondateurs pour la constitution des sociétés visées par l'article précédent;

2° Tous actes sous signature privée ne rentrant pas dans les termes dudit article et tous registres concernant exclusivement l'administration sociale, ainsi que les procurations données par les associés pour leurs relations avec la société.

Droit de quittance.**Art. 13.**

Sont exemptées du droit proportionnel d'enregistrement, les libérations de sommes et valeurs, lorsque le contrat constitutif de la dette a subi le droit proportionnel ou lorsqu'il en est exonéré par un texte d'exception.

Ouvertures de crédit.**Art. 14.**

Les ouvertures de crédit sont assujetties à un droit d'enregistrement de fr. 1.40 % sur le montant du crédit ouvert.

Rentes sur l'État.**Art. 15.**

Le numéro 5° du § 3 de l'article 70 de la loi du 22 frimaire an VII est remplacé par la disposition suivante :

« Les inscriptions, les transferts et mutations opérés sur le grand livre de la Dette publique; les quittances des arrérages des rentes nominatives et tous les effets de la Dette publique. »

Droit d'inscription.**Art. 16.**

Le droit d'inscription hypothécaire est dû sur le montant, en principal et accessoires,

Art. 12.

Zijn vrij van zegel en behoeven niet te worden geregistreerd :

1° De volmachten door de stichters gegeven tot oprichting van de vennootschappen bij voorgaand artikel bedoeld;

2° Al de onderhandsche akten niet door gezegd artikel voorzien en al de boeken betreffende uitsluitelijk het maatschappelijk beheer, alsook de volmachten door de vennoten gegeven voor hunne betrekkingen met de vennootschap.

Recht van kwijting.**Art. 13.**

Zijn van het evenredig registratierecht vrij, de kwijtingen van sommen en waarden wanneer het contract waarbij de schuld wordt vastgesteld reeds aan evenredig recht onderworpen is of wanneer hetzelfde ervan vrij is gesteld door eenen tekst van uitzondering.

Kredietopeningen.**Art. 14.**

De kredietopeningen zijn onderworpen aan een registratierecht van fr. 1.40 t. h. op het bedrag van het opgesteld krediet.

Renten op Staat.**Art. 15.**

Nummer 5° van § 3 van artikel 70 van de wet van 22 frimaire jaar VII wordt vervangen door de nakomende bepaling :

« De inschrijvingen, de overschrijvingen en mutatiën verricht op het Grootboek der Openbare Schuld ; de kwijtschriften voor achterstellen van renten op naam en al de effecten van de Openbare Schuld. »

Recht van inschrijving.**Art. 16.**

Het recht van hypothecaire inschrijving is verschuldigd op het bedrag, in hoofdsom

des sommes pour lesquelles l'inscription est requise.

Est exempté du droit, l'inscription des hypothèques légales énumérées dans l'article 47 de la loi du 16 décembre 1831.

Disposition transitoire. — Abrogation de dispositions antérieures.

ART. 17.

La présente loi sera applicable aux actes et aux faits visés par l'article 7, par les numéros 2° et 3° de l'article 8 et par l'article 10, quelle que soit la date de l'acte constitutif de l'indivision ou de la société.

ART. 18.

Sont abrogés les articles 68, § 3, n° 2° et 4°, 69, § 3, n° 6° et 7°, 69, § 7, n° 4° et, en tant qu'il dispose pour les partages, n° 5°, de la loi ou 22 frimaire an VII; les articles 1, 2 et 3 de la loi du 6 messidor an VII; l'article 1^{er} de la loi du 18 décembre 1831; les articles 6, 7 et 8 de la loi du 24 mars 1873; les articles 12 à 17 de la loi du 9 août 1889; les articles 1 et 2 de la loi du 30 juillet 1892, en tant qu'ils sont relatifs aux articles précités de loi de 1889; la loi du 21 mai 1897 et l'article 6 de la loi du 16 mai 1900.

Donné à Laeken, le 11 février 1903.

en bijkomend, der sommen waarvoor de inschrijving gevorderd wordt.

Van het recht is vrij, de inschrijving der wettelijke hypotheeken opgesomd in artikel 47 van de wet van 16^e December 1831.

Overgangsbepaling. — Afschaffing van vroegere bepalingen.

ART. 17.

Deze wet zal van toepassing zijn op de akten en op de feiten bedoeld bij artikel 7, bij de nummers 2° en 3° van artikel 8 en bij artikel 10, welk ook den datum weze van de akte van daargestelling der onverdeelbaarheid of der vennootschap.

ART. 18.

Zijn ingetrokken de artikelen 68, § 3, n° 2° en 4°, 69, § 3, n° 6° en 7°, 69, § 7, n° 4° en, voor zooveel het aangaande de deelingen verordent, n° 5°, van de wet 22^e frimaire jaar VII; de artikelen 1, 2 en 3 van de wet van 6^e messidor jaar VII; artikel 1 van de wet van 18^e December 1831; de artikelen 6, 7 en 8 van de wet van 24^e Maart 1873; de artikelen 12 tot 17 van de wet van 9^e Augustus 1889; de artikelen 1 en 2 van de wet van 30^e Juli 1892, voor zooveel zij betrekking hebben op de voornoemde artikelen van de wet van 1889; de wet van 21^e Mei 1897 en artikel 6 van de wet van 16^e Mei 1900.

Gegevente Laeken, den 11^e Februari 1903.

LÉOPOLD.

PAR LE ROI :

*Le Ministre des Finances
et des Travaux publics,*

VAN 'S KONINGS WEGE :

*De Minister van Financiën
en Openbare Werken,*

P. DE SMET DE NAEYER.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 12 FEBRUARI 1903.

Wetsontwerp tot vermindering der rechten van registratie en van overschrijving ten bate van den geringen eigendom, enz.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Het ontwerp van wet dat, ingevolge de bevelen van de Koning, ik de eer heb aan Uwe overweging voor te leggen, heeft tot doel, het verminderen der lasten geheven op de onroerende eigendommen en, in 't algemeen, het innen der rechten van registratie en van hypotheeken in te richten op eene meer billijke en redematige wijze, bij middel van de hiernakomende hervormingen, te weten :

1° Uitbreiding der vermindering van rechten bepaald bij de wet van 9^{de} Augustus 1889, op de werkmanswoningen en bij de wet van 21 Mei 1897, op den aankoop van geringe landelijke eigendommen ;

2° Vervanging, door een gering evenredig recht op de akte om uit onverdeeldheid te geraken, van de rechten van verkooping en van overschrijving waaraan thans onderworpen zijn de veilingen of afstanden van onverdeelde aandelen tusschen mede-eigenaars alsmede de opleg bij de verdeelingen ;

3° Zetting van een gering evenredig recht op de akten van vennootschap ;

4° Afschaffing van het evenredig recht geheven op de kwijtingen, telkenmale dat het contract, waaruit de schuld onstaat, aan het recht is onderworpen ;

5° Herziening van de wet van 24^{de} Maart 1873, voor zoover zij het heffen van een gedeelte der evenredige rechten op de kredietopeningen doet afhangen van de uitvoering van het contract ;

6° Afschaffing van den vrijdom verleend, in zake van registratie, op de overdrachten van renten op Staat ;

7° Ten slotte, in overeenstemming bringend met de wet op de hypotheek van de regels tot heffing van het inschrijvingsrecht, en volstreckte afschaffing van dit recht op de inschrijving der wettelijke hypotheeken.

§ 1. — *Aankoop van geringe eigendommen.*

I. — Onnoodig is het de billijkheid te betoogen van de fiskale bepalingen der wetten van 9ⁿ Augustus 1889 en van 21ⁿ Mei 1897 : door het verminderen der rechten van registratie en van hypothecaire overschrijving op sommige akten, heeft de eerste dier wetten ten doel aan de werklieden een eigen huis te verschaffen, — door het toepassen van die bevoordeelde behandeling op de aankoopingen van geringe landelijke eigendommen, door de tweede, hebben die bepalingen krachtig medegewerkt tot die aanzienlijke beweging waaraan de burgers der werkende klasse meer en meer deel nemen en waardoor zij worden aangezet om in bezit te geraken van een bestendigen familiehaard.

Zulks wil niet zeggen dat, in ieder opzicht, de thans bestaande wetten onberispelijk zijn.

De Memorie van toelichting der wet van 1889 luidt : « Het ontwerp van » wet betreft enkel de werklieden, en de voorgestelde vrijdom van lasten is » niet dan op hen van toepassing. Van haren kant zegt de Memorie van toelichting der wet van 1897, dat « de klasse der mindere landbouwers even » veel belangwaardig is » en dat « heden, ten hare gunste eene nieuwe wet » aangeboden dient te worden ». Het verleenen van vermindering van lasten aan twee bijzondere klassen van burgers gebeurt niet zonder ernstige critiek uit te lokken. Op theoretisch standpunt beschouwd, strijdt die vermindering met de grondregels der wet op de registratie, volgens welke voor het innen dier rechten de akten en enkel de rechterlijke feiten op hen zelven dienen in acht genomen te worden, zonder aanmerking van den persoon. Ten opzichte der billijkheid, sluit bedoelde vermindering van de voordeelen der wet uit, menige burgers wier toestand even belangwekkend voor en niet minder waardig tot aanmoediging is dan die eigenlijk gezegde werklieden, zooals zijn : meestergasten, opzichters in de kolenmijnen, ambachtslieden, winkeliers, treinwachters, briefbestellers en andere mindere bedienden. Ten opzichte der uitvoering, is meergenoemde vermindering eene bron van geschillen tusschen het bestuur en de schatplichtigen. Wanneer is de kooper werkman en wanneer is hij het niet? Wanneer dient het aangekochte goed als landelijke eigendom aanzien te worden? Bij het aanbieden tot registratie van de akte van aankoop, is het bestuur gehouden de verklaringen der partijen te onderzoeken; hieruit volgen verbitterende oorzaken tot betwisting, klachten zonder ophouden wanneer, later, eene bijbelasting geeischt wordt, dan wanneer de belanghebbende mocht vermoeden, dat van hem geene nieuwe rechten meer geveerd zouden worden.

Bovenstaande overwegingen bewijzen klaar om welke reden in de Wetgevende Kamers, in de congressen voor bouwen van woningen aan geringen prijs, in de jaarlijksche verslagen van de beschermingscomiteiten, zoo dikwijls den wensch werd geuit om de wetten aangaande die zaak te zien wijzigen; zij toonen ook aan, waarom de Regeering dien wensch steeds met goedgunstigheid heeft onthaald en het gepaste oogenblik heeft afgewacht om hem in te willigen.

II — Recht, billijkheid en het feit dragen dus gezamenlijk bij om aan te zetten tot wijziging der wetten van 1889 en van 1897. In welken zin moet die verandering gebeuren?

Sommigen hebben gedacht, dat het voldoende zou zijn de vermindering van rechten toe te passen op zekere bepaalde klassen, wier toestand groote overeenkomst heeft met die van den werkmán, zooals de klasse der ambachtslieden en die der mindere beambten. Zonder recht te doen aan de klachten welke tegen den grond der bestaande wetten worden ingebracht, zou het ontstaan van twee, drie of vier nieuwe soorten van schatplichtigen, bevoorrechtigd wegens hunnen stand of wegens hun beroep, niet anders dan de moeilijkheden twee-, drie- of viermaal vermeerderen.

Daarom is de Regeering van gevoelen, dat voortaan de vermindering van rechten niet meer moet voortvloeien uit de hoedanigheid van den koper, noch uit den aard van het goed, maar uitsluitelijk uit de belangrijkheid van den aangekochten eigendom. In andere woorden, de wet zal hare gunst niet meer bij uitsluiting verleenē aan woningen door *werklieden* betrokken, aan geringe *landelijke* eigendommen, maar, in 't algemeen, aan alle goedkoope woningen, aan alle eigendommen van geringe waarde, zonder meer.

Het ontwerp van wet is in dien zin opgesteld. Voor het overige, bepaalt het zich bij de herneming en samenvoeging van de bepalingen van de artikelen 14 tot 17 van de wet van 9ⁿ Augustus 1889, van de artikelen 1 en 2 van de wet van 30ⁿ Juli 1892 en de wet van 21ⁿ Mei 1897, en het maakt hiermede eene enkele wetgeving waarvan de voornaamste kenmerken de volgende blijven: vermindering tot beloop van de helft der gewone rechten; toepassing van het verminderd tarief op de aankopen en de ontleeningen gedaan door de naamlooze of samenwerkende vennootschappen hebbende tot doel het bouwen, verkoopen of verhuren van goedkoope woningen; toepassing van het verminderd tarief op de aankoopingen en de ontleeningen door bijzonderen gedaan met het oog zich een gering erfgoed aan te schaffen.

III. — Een woord blijft te zeggen over eenige ingevoerde nieuwigheden waarvan het gedacht werd ingegeven door de ondervinding van de thans kracht hebbende wetgeving en door de gegrondheid waartoe de merkelijke uitbreiding der hedendaagsche wetten aanleiding geeft:

1^o Terwijl de grondbelasting, de personeele belasting en het patentrecht, het inkomen van den schatplichtigen zoeken te treffen, valt, daarentegen, het recht van registratie op de kapitalen: dit recht wordt gerekend onder die welke het vermogen aantasten, en dit doen bijdragen op het oogenblik dat hetzelfde zich openbaart, 't zij door eene verandering van eigenaar, 't zij door een contract.

Voor den eigendomsovergang van onroerende goederen ten bezwarenden titel, bestaat de wettelijke wijze om dat vermogen, de belastbare *grondslag*, uit te drukken, in den overeengekomen prijs, zonder dat die prijs minder mag bedragen dan de verkoopwaarde van het overgedragen onroerend goed. (Wet van 22ⁿ Frimaire, jaar VII, art. 15, 6^o, en 17).

Voor wijziging van dien grondslag is en kan er geen sprake zijn; het geldt

slechts aan de belasting het kenmerk te geven van eene afnemende belasting, van het *bedrag* van het recht te wijzigen volgens dat de overgang strekt een min of meer belangrijk onroerend erfgoed op het hoofd van eenigen burger te doen overgaan.

Dienvolgens wil de gegrondheid dat, onder de nieuwe wet, het toe te passen tarief aangeduid worde door de hoofdzakelijke waarde van het aangekochte goed en, in voorkomend geval, van de goederen die den kooper reeds bezit.

Daar de wet van 1897 uitsluitelijk de landelijke eigendommen betreft, heeft zij, zonder al te groote hindernis, zich, te dien einde, mogen beroepen op het kadastraal inkomen van den tot stand gebrachten eigendom. Doch die handelwijze is te onvolmaakt om te kunnen opgenomen worden in de algemeene wet die te Uwer overweging wordt aangeboden.

Bestaat het in aanmerking te nemen erfgoed uit onbebouwde eigendommen? Eenieder weet, dat het kadastraal inkomen der onbebouwde gronden niet overeenkomt met het werkelijk inkomen telkenmale dat, hetgeen zeer dikwijls gebeurt, het goed, sedert de laatste kadastrale herziening van aard is veranderd. Bevat het op meer bijzondere wijze bouwgronden? Eenieder weet ook, dat de bouwgronden nooit als dusdanig in den kadastralen legger worden opgenomen en dat, in dit geval, noch het kadastraal noch het werkelijk inkomen dier gronden, volstrekt niet overeenkomt met de verkoopwaarde: een uiterst gering kadastraal inkomen wordt soms toegepast op gronden van zeer groote koopwaarde. Eindelijk, 't is geweten, dat de gemiddelde verhouding tusschen het kadastraal inkomen en de verkoopwaarde, van goed tot goed verandert, en inzonder naar gelang van hunnen aard en hunne ligging verschilt.

Daaruit volgt, dat moest de te maken wet het toepassen van het verminderd tarief, op het kadastraal inkomen van den tot stand gebrachten eigendom invoeren, dit aanleiding zou geven tot stootende ongelijkheid. Gemakkelijker en ook redematiger is het, dit inkomen te vervangen door den aangeduiden prijs of door de verkoopwaarde, aangezien dat, welk ook het bedrag van het recht zij, het die waarde is welke tot grondslag dient.

Artikel 1, n^o 2^o is in dien zin opgesteld. Hetzelve schaft terzelfdertijd af de uit de wet van 1897 spruitende belemmeringen, waarbij de kooper, ten einde de vermindering van rechten te bekomen, gehouden is bij de akte van verkoop te voegen, vóór de registratie, een uittreksel uit den kadastralen legger betreffende het aangekochte goed. Voortaan, behoeft de belanghebbende enkel te verklaren, dat hij niet in bezit is van onroerende goederen wier bij den koop prijs gevoegde waarde, het bedrag overtreft van den door de wet bevoorrechten eigendom. Wat het toezicht betreft, dit zal zijn wat het thans is wanneer de verkoopwaarde van een onroerend goed dient gekend te zijn voor het bepalen van den grondslag van het recht op de eigendomsovergangen van het onroerend goed. Is het Bestuur van gevoelen, dat de verkoopwaarde van het aangekochte goed en, in voorkomend geval, van de goederen die de kooper reeds bezit, al te veel het cijfer overtreft dat bepaald is geworden voor de toepassing van het verminderd tarief, dan zal een bijrecht geeischt worden; kan men hieromtrent het niet eens geraken, zoo zal het Bestuur de schatting uitlokken die voorzien is bij artikel 17 der wet van Frimaire; de kosten

dier schatting zullen slechts ten laste van den kooper vallen en hij zal maar aan boete verschuldigd zijn, voor zoover het verslag der deskundigen meer dan één achtste overwaarde aangeeft.

2^o Artikel 1, n^o 2 van het ontwerp van wet bepaalt op 10.000 frank de waarde van den onroerenden eigendom waarvoor de vermindering vergund wordt. Dit cijfer overtreft, zelfs in onze grootste steden, van ongeveer 3,000 frank, dat van de beste werkmanshuizen en ook de waarde der hoofdsom die, volgens de vadersader wet van 1897, moet worden toegekend aan de landelijke onroerende goederen wier kadastraal inkomen geen 200 frank overtreft.

3^o Door het wetsontwerp verdwijnt alle voorwaarde van bewoning of bebouwing van het aangekochte goed.

Volgens geest en tekst van de wet van 9^{de} Augustus 1889 is, voor de toepassing van het verminderd tarief, het volstrekt noodig, dat de kooper of de ontleener zelf het huis bewone. Anderzijds wordt door artikel 3 van de wet van 21^{de} Mei 1897 bepaalt, dat : « de verminderingen van rechten maar » zullen behouden blijven indien de kooper, zijn echtgenoot, zijn afstammeling of diens echtgenoot zelf bebouwen het onroerend goed, dat het » voorwerp van het contract uitmaakt; die bebouwing moet aanvangen » binnen de achttien maanden te rekennen van de verkoopakte ». In feite koopen de personen uit den nederigen stand meestal een huis om het zelf te bewonen; koopt een landbouwer eene kleine hoeve of een stuk land, dan is het ook, meestal, met het inzicht de exploitatie dezer goederen zelf uit te voeren. Ongetwijfeld, onder de thans bestaande wetten, is het meer dan eens gebeurd, dat sommige koopers een gedeelte van hunne aangekochte goederen hebben verpacht; doch zeer weinige hebben hun goed geheel verhuurd, en nog in minder getal zijn die welke het verkocht hebben zonder hiertoe, door dringende en buitengewone omstandigheden verplicht te zijn.

Om het even, bedoelde voorbehoudingen zijn niet meer op hunne plaats in het plan en in de samenstelling der nieuwe wetsbepalingen. De verminderingen zijn van toepassing op het goed en niet op den persoon; hunne rechtvaardiging ligt op voldoende wijze hierin, dat zij het tot standkomen en den overgang der geringe eigendommen dienen te vergemakkelijken.

4^o Het spreekt van zelf, dat de fondsenbeweging strekkende tot de verwezenlijking van de verrichtingen bedoeld bij artikel 1 en die meestal het noodzakelijk gevolg ervan is, met dezelfde gunst behandeld dienen te worden als de voornoemde verrichtingen. Zulks hebben de artikelen 2 en 3 van het wetsontwerp voor doel.

Hier valt op te merken, dat in het bij nummer 3^o van artikel 3 voorziene geval, de akte volgens de gewone rechten wordt geregistreerd, onder voorbehoud van latere teruggave dier rechten, indien het feit waaruit de vermindering onstaat, op behoorlijke wijze is vastgesteld. Er kan geen sprake zijn, onmiddellijk en bepaaldelijk op het contract het verminderd tarief toe te passen, naar enkele verklaring van inzicht door den belang hebbende, noch aan het bestuur, met het oog op de heffing van een bijrecht, den last op te leggen de gevolgen na te gaan welke aan de ontleening worden gegeven.

5^o Ten slotte, sommige bijkomende beschikkingen der wet van 1889, zooals het registreeren en het overschrijven in debet van de aan verminderde

rechten onderhevige aankopen, zijn in het ontwerp van wet niet meer opgenomen, ofwel omdat zij onuitgevoerd zijn gebleven, of ook omdat zij met de uitbreiding dezer wetgeving niet meer overeenstemmen.

Ook heeft onnoodig geschenen, het overnemen der bepalingen van de wet van 1897, volgens welke, bij verzuim van uitvoering van de eene of andere der voorwaarden vereischt voor de toepassing van het bevoorrecht tarief, « de akte zal geregistreerd worden volgens het recht gesteld door de » algemeene wet en geene aanvraag tot terruggave ontvankelijk zal wezen ». Zulks spreekt van zelf.

§ 2. — *Akten van deeling en andere soortgelijke akten.*

I. — De wetgever van 1889 had slechts een doel : het begunstigen van den *aankoop* door den werkman van een geringen eigendom; de akten die strekken tot het *behouden* van gemelden eigendom in de familie van den koper bleven aan zijne becommening vreemd

Ook is het zoo gelegen met de mindere landbouwers, waarvan sprake in de wet van 21 Mei 1897, wet wier eerste artikel uitdrukkelijk de verkooping van een onverdeeld paart uitsluit van het voordeel van het verminderd tarief. In het wetsontwerp werd gezegd, dat de vermindering op de verkooping van een onverdeeld aandeel zou toegepast worden, wanneer het overige aan den koper of aan zijnen echtgenoot zou toebehooren; maar die beschikking werd op voorstel van de Regeering ingetrokken, om reden dat « het voordeliger was dezelve te doen verdwijnen om het voorwerp er » van te hernemen bij eene toekomstige hervorming van breederen omvang, » voor doel hebbende de vereeniging te vergemakkelijken, in handen van » een zelfden persoon, van de tusschen erfgenamen en andere mede-eigenaars » onverdeelde aandeelen ». (*Annales parlementaires*, Kamer der Volksver- » tegenwoordigers, zitting van 7 Mei 1897, bladz. 1310 en 1311.)

De wet van 16 Mei 1900 tot wijziging van het erfstelsel voor de geringe nalatenschappen heeft, de eerste, fiskale voordeelen vastgesteld ten aanzien van het behouden van den geringen eigendom. Naar luid van artikel 6 wordt : « voor de overneming gedaan onder de voorwaarden bij artikel 4 » gesteld, het registratierecht tot fr. 2.70 t. h. en het overschrijvingsrecht » tot fr. 0.65 t. h. verminderd ». Maar, zooals ik de eer had het, tijdens de besprekingen, in de Kamers te zeggen, was dit, in 't gedacht der Regeering, slechts een tijdelijke maatregel : « Ik ben vanzins, zegde ik in de zitting van 18 April 1900, eerlang een wetsontwerp aan te bieden, dat tot een » gering evenredig recht vermindert de gezamenlijke rechten, welke thans » geheven worden op de verdeelingen, veilingen, afstanden van onverdeelde » paarten onder medeerfgenamen en, over 't algemeen, op de akten die voor » doel hebben eene onverdeeltheid te doen ophouden. Door hare algemeene » beteekenis, zal gezegde wet de afwijkende beschikking, bevat in artikel 6 » van het op dit oogenblik in beraadslaging zijnde wetsontwerp, doen » verdwijnen en de akten van overneming op waardeering van kleine » nalatenschappen, plaatsen onder eene nog veel voordeliger behandeling, » welke voortaan die van het gemzen recht zal uitmaken. » (*Annales parle- » mentaires*, blz. 1012.)

Artikelen 5 en 6 van het wetsontwerp strekken tot de verwezenlijking van de in 1897 en in 1900 beloofde hervorming.

II. — De wet van 22 Frimaire jaar VII op het registratierecht onderwerpt de verdelingen van roerende en onroerende goederen tusschen medeëigenaars, onder welken titel ook, aan een enkel vast recht, dan alleen wanneer bewijs wordt gedaan van den medeëigendom en de verdeling van de onverdeelde goederen tusschen de belanghebbenden gebeurt naar de juiste mate hunner rechten. In geval van opleg of uitkeering, evenals wanneer een eigenaar, bij veiling of afstand van onverdeelde aandeelen, meer van zijne rechten in den gemeenen boedel koopt, is het evenredig recht, voor de verkooping gesteld, eischbaar op het beloop van het deel dat meer bedraagt dan zijne rechten (art. 68, § 3, 2^o; 69, § 5, 6^o en § 7, 4^o). Dienvolgens, is het recht van overschrijving daarenboven verschuldigd, wanneer de overeenkomst zich op onroerende goederen toepast (wet van 18 December 1831, art. 1).

Dit stelsel van heffing kan een eenigszins ernstig onderzoek niet doorstaan.

Ten eerste, het krenkt de rechtvaardigheid en de billijkheid, met, in de werkelijkheid, het gewicht van het evenredig recht bijna alleen te doen dragen door de geringe nalatenschappen, welke tot het opmaken van gelijke kavels niet geschikt zijn. Is de nalatenschap aanzienlijk, niets is gemakkelijker dan dezelve te verdeelen, zonder opleg noch uitkeering, bij middel eener akte waarvoor nooit meer dan een enkel vast recht van 7 frank zal eischbaar zijn, zelfs al begreep de akte goederen die verscheiden millioenen waard zijn. Bevat de nalatenschap enkel één woonhuis en eenige roerende waarden, dan zal de overlevende echtgenoot of een der erfgenamen de geheelheid van het familiegoed slechts kunnen behouden, mits het bij veiling te verkrijgen of mits de paarten zijner medeëigenaars uit de hand te koopen, 't is te zeggen mits, in beide gevallen, een dubbel evenredig recht te moeten betalen; het recht van registratie en het recht van overschrijving gesteld op de overdrachten onder levenden van onroerende goederen onder bezwarenden titel.

Ten tweede, niet dan overdreven kan voorkomen het op een gelijken voet stellen, door de fiskale wet, van den om zoo te zeggen gedwongen aankoop, door eenen medeëigenaar gedaan van een niet gemakkelijk verdeelbaar goed, ten einde uit onverdeeldheid te scheiden en even welken anderen aankoop, gedaan door eenen welkdanigen persoon, met het doel er winst uit te trekken. Er bestaan daar, onnoodig het te zeggen, zoo niet in hunnen aard, dantoch in hun maatschappelijk en huishoudkundig uitwerksel, twee wel onderscheiden verrichtingen; met ze beide aan eene zelfde behandeling te onderwerpen, miskent de wet van Frimaire de beschouwingen van algemeen belang die willen, dat het ophouden eener onverdeeldheid en hare vervanging door een uitsluitend eigendomsrecht bevoordeeldigd worden.

Eindelijk, is de heffing van het recht voor verkoop, op de uitkeeringen der verdelingen en op de afstanden, tusschen al de medeëigenaars, bij wege van veiling of anderszins, van onverdeelde aandeelen of deelen, in strijd met de burgerlijke wet. Volgens het romeinsch recht bracht de verdeling, nu als verkooping, dan als ruiling beschouwd, eene overdracht van eigendom te weeg. Het feodaal regime heeft een geheel ander leerstelsel voortgebracht.

In den beginne werd aangenomen, dat de zuivere en eenvoudige verdeeling niet in haar het kenmerk bevatte van eene verklaring van eigendom, maar wel, dat van eene overdracht, en, gevolglijk, dat het niet anders mocht zijn in geval van veiling of verdeeling met opleg. Zooals Dumoulin het meldt, eischt, inderdaad, de logica dat alle akten, zich voordoende als een noodzakelijk middel om uit onverdeeltheit te geraken, aan gelijke regels onderworpen zijn; de toevallige omstandigheid die, uit oorzaak van het bestaan van niet gemakkelijk verdeelbare gemeene goederen, aanleiding geeft tot opleg of veiling, laat den grond der zaken onveranderd. Welnu, terwijl gemeld stelsel uitdrukkelijk door artikel 883 van ons Burgerlijk Wetboek gehuldigd wordt, wat doet de fiskale wet? Ziehier: Is de verdeeling zuiver en eenvoudig dan wordt zij aanzien, in overeenkomst met het burgerlijk recht, als den eigendom toekennende en zij is aan een enkel vast recht onderworpen; in geval van veiling wordt zij beschouwd, volgens het romeinsch recht, als brengende overgang van eigendom teweeg, en de deelen en aandelen door den medeverkooper gekocht, zijn aan het verkoopingsrecht onderhevig; geldt het eene verdeeling met opleg, dan wordt deze aanzien als veroorzakende te gelijk eene toekenning en eene overdracht van eigendom en is zij belast, te gelijker tijd, met het vast en het evenredig recht, 't is te zeggen, dat de fiskale wet twee overeenkomsten ziet, daar waar, volgens het recht en den wil van partijen slechts ééne bestaat.

Deze tegenstrijdigheden, die niet kunnen overeenkomen met eene belasting welke hare reden van bestaan vindt in de uitwerksels welke de burgerlijke wet aan de verschillende contracten toekent, moesten onvermijdelijk overgrootte moeilijkheden voor de berekening der rechten te weeg brengen; de feiten hebben het maar al te wel bewezen. Ook de practijk, zoowel als de grondbeginselen, veroordeelt de huidige fiskale wetgeving op de verdeelingen.

Toen, op 24 Juni 1896, in de zitting van het Senaat, de achtbare heer Leclef voormelde wetgeving beoordeelde, zegde hij: « Indien ik eene ingewikkelde verdeeling aan het oordeel van tien ontvangers moest onderwerpen, zou ik geenszins verwonderd zijn tien verschillende berekeningen der rechten te bekomen. » De zaak is stellig en gansch de schuld daarvan ligt in de wet: ten eerste, omdat het dikwijls zeer moeilijk is te midden van de ingewikkelde bepalingen van de akte te ontdekken, of een der belanghebbenden wezenlijk meer dan zijne rechten in de onzuivere onverdeelde massa bekomt en, in bevestigend geval, in welke mate; ten tweede, omdat partijen, ten einde de heffing van een door hen overdreven geacht recht te ontwijken, den werkelijk betaalden opleg, bij middel van verzonnen handelingen dikwijls trachten te verbergen, wanneer zij hem niet heel en al in de akte verduiken; eindelijk, omdat de vereffening *eener nalatenschap, eener gemeenschap*, benevens de eigenlijke verdeeling, aanleiding geeft tot menigvuldige overeenkomsten welke ieder, volgens hunnen aard, eene afzonderlijke heffing veroorzaken. Daaruit ontstaat, voor de schatplichtige, de onmogelijkheid ooit met zekerheid te kennen, vóór de verwezenlijking zijner akte, het bedrag der rechten die hij aan den Staat zal moeten betalen. Van daar, talrijke slechten indruk makende vervolgingen

tot betaling van aanvullende rechten, te doen na de registratie der akten; vandaar, gedurige geschillen tusschen het Bestuur en de schatplichtigen, waarvan onze verzamelingen van rechtspraak getuigen.

Voor al die redenen had de Regeering sinds lang het inzicht aan de Kamers voor te leggen, een wetsontwerp, dat de berekening der rechten op de akten van deeling en soortgelijke akten vereenvoudigt; het stemmen der wet op het erfstelsel van de geringe nalatenschappen heeft de hervorming op meer bijzondere wijze gunstiger gemaakt en haar dringendheid bijgezet.

Onnoodig, inderdaad, te ontveinzen dat zoo het bij artikel 4 der wet van 1900 bepaald recht van overneming, tot behoud van den familiehaard kan bijdragen, dan is het op voorwaarde, dat de door de overeenkomst verwekte kosten tot het stipt minimum verminderd worden. Gezegd artikel voorziet daarin gedeeltelijk met, voor de uitoefening van het bedoeld recht, eene zoo eenvoudige als goedkoope rechtspleging in te stellen; ten einde den goeden uitslag der wet te verzekeren, zal het gewis niet te veel zijn, de rechten, op de akte van overneming verschuldigd, zooveel mogelijk te verminderen.

III. — Sedert 1882 werd de heffing van het recht voor verkoop op de uitkeeringen der verdeelingen, ten minste in grondbeginsel, bij onze noordelijke geburen afgeschaft, door eene wetsbepaling luidende als volgt :
 « Artikel 68, § III, n^o 2, artikel 69, § V, n^o 7, en artikel 69, § VII, n^o 5 der » wet van 22 Frimaire, jaar VII, benevens het laatste lid van artikel 23 » der wet van 16 Juni 1852, vervallen.

» Op de akten van scheiding van roerende en onroerende zaken tusschen » medeëigenaars wordt, behoudens de navolgende bepalingen, een evenredig » registratierecht van 15 centen van de honderd gulden geheven over de » waarde van al de verdeelde baten, daaronder begrepen, zoowel de bij de » verdeeling verrekende schuldvorderingen der verdeelde boedels ten laste » van deelgerechtigden, als de bedragen waarvan, ter zake van genoten » schenkingen onder de levenden, inbreng is geschied op eene der wijzen » bedoeld in de artikelen 1138 tot en met 1141 van het Burgelijk Wetboek.

» Over de waarde der zaken, ten aanzien van welke de titel van mede- » eigendom in de akte niet is vermeld en de medeëigendom niet behoorlijk » is aangetoond, wordt niet het bij het vorig lid bepaalde recht, maar het » recht voor verkoop geheven. » (Wet van 11 Juli 1882, art. 7.)

Onder den geest dier wetgeving, maar de hervorming veel meer uitbreidende, wordt door het wetsontwerp op de akten van deeling en andere soortgelijke akten, op de waarde van de onroerende goederen, een gering evenredig recht gesteld, mits heffing van hetwelk, *alle hoegenaamde beschikkingen*, afhankelijke of onafhankelijke, betreffende het gemeen zijnde actief en passief, tusschen de medeëigenaars gesloten, van rechten vrijgesteld zijn, zelfs wanneer die beschikkingen bepalingen bevatten van niet in den onverdeelden boedel bestaande sommen — zooals opleg van verdeeling, verkoopprijs van veiling. Een bijzonder recht zal slechts verschuldigd zijn wegens de bepalingen der akte van deeling of vereffening, welke den titel van gerechtelijke onderlinge betrekkingen van de deelgenooten *met derde personen* zouden uitmaken of die, in de onderlinge betrekkingen van de deel-

genooten, tot voorwerp zouden hebben de uitkeering van zaken die (de geldsommen uitgezonderd) volgens de verklaringen van partijen of de gekende titels, *aan de gemeene massa vreemd zijn*.

Dientengevolge, bestaan er geen moeilijkheden meer. In rechte, doet het ontwerp eene wetgeving verdwijnen die het groot gebrek heeft aan eene verschillende fiskale behandeling te onderwerpen, de akten die, volgens de burgerlijke wet, dezelfde gerechtelijke uitwerksels hebben; in feite, vervangt het ontwerp de ingewikkelste bestaande heffing, bron van geschillen en processen, door eene in eenigerwijs materiele berekening van de belasting.

IV. — Thans eenige woorden over de inrichting van het aangeboden stelsel.

Het nieuw recht is evenredig. Niet omdat, in strijd met de burgerlijke wet, de eraan onderworpen akten aanzien moeten worden, voor de heffing van het recht, als dragende den eigendom over, maar omdat de billijkheid wil, dat het recht min of meer hoog zij volgens de belangrijkheid van het contract waartoe de akte tot bewijs dient. Men weet hetgeen geopperd werd tegen de ongelijkheden spruitende uit de onevenredigheid der vaste rechten; artikel 5 van het wetsontwerp doet een eersten stap — artikel 8 zal een tweeden begaan — op den weg naar vervanging van de vaste rechten, gesteld bij de wet van Frimaire, door eene geringe evenredige belasting van gelijken aard.

Het bedrag van het recht wordt op fr. 0.25 t. h. vastgesteld. Dit is weinig in vergelijking met het ermée overeenstemmend bedrag van het recht door de nederlandsche wet gesteld, indien niet uit het oog wordt verloren dat, in de bedoeling van het ontwerp, het nieuw recht bestemt is tot het vervangen: 1^o van het vast recht van 7 frank thans op alle akte van deeling verschuldigd; 2^o van de thans verschuldigde rechten voor verkoop op de uitkeeringen der verdeelingen en bedragende fr. 5.50, 2.70 en 1.40 t. h., volgens dat gezegde uitkeeringen toepasselijk zijn op onroerende goederen, op roerende zaken of op schuldvorderingen; 3^o van de evenredige rechten van verschillend bedrag-rechten van kwijting, van delegatie of schuldverzetling, van schuld-bekentenis, van inbetalinggeving, welke thans de akten van deeling en vereffening zoo dikwijls belasten, namelijk uit hoofde der beschikkingen betreffende de terugnemingen der echtgenooten; 4^o van het recht voor verkoop of ruiling thans verschuldigd op de akten van deeling die goederen van verschillenden oorsprong bevatten, wanneer ieder van de medebelanghebbenden niet op volledige wijze vergoeding heeft bekomen, tot beloop zijner rechten in ieder der onverdeelde boedels; 5^o van het recht voor verkoop van fr. 5.50 t. h., thans verschuldigd op de afstanden ten bezwarenden titel, bij wege van veiling of anderszins, tusschen al de medeëigenaars, van onverdeelde aandeelen of deelen in onroerende goederen; eindelijk, 6^o van het overschrijvingrecht van fr. 1.25 t. h. thans te gelijker tijd met het registratierecht van fr. 5.50 t. h. verschuldigd.

Het gezamenlijk bedrag van alzoaafgeschafterechten bedroeg, naar vaststelling, voor het jaar 1896, 1,502,000 frank; volgens dit cijfer zou het voorgesteld recht, ten einde den Staat schadeloos te stellen, fr. 0.56 t. h. moeten bedragen.

De belastbare grondslag van het nieuw recht bestaat in de waarde der goederen wier onverdeeldheid de akte doet ophouden en, meer algemeen, in het gansche bedrag der sommen en actieve waarden waarvan de akte aanduidt hetgeen zij zullen geworden, *zonder aftrekking der lasten*. Dit spreekt van zelf. Gegeven een erfboedel, eene maatschappelijke massa, bevattende goederen van 100,000 franken en bezwaard met lasten van gelijk bedrag. Gegeven twee mede-eigenaars. Het is te begrijpen namelijk : 1^o dat de mede-belanghebbenden de gemeen zijnde goederen onder elkander verdeelen of, dat een van hen eenvoudig zijn aandeel in de gemeen zijnde goederen aan den anderen afstaat, de lasten buiten de overeenkomst blijvende; 2^o dat de mede-belanghebbenden de gemeen zijnde goederen, onder elkander verdeelen en dat ieder van hen zekere schulden uitsluitelijk te zijnen laste neemt; 3^o dat een der mede-belanghebbenden zijn aandeel in het gemeen zijnde actief aan den anderen afstaat, mits zijn aandeel in de schulden te dragen. Niemand zal betwisten dat, in het eerste geval, het billijk is, dat het voorgesteld recht verschuldigd zij over de waarde der goederen die het voorwerp van de akte uitmaken. Vruchteloos vraagt men zich af, waarom, in de twee andere gevallen, de belasting zou ophouden eischbaar te zijn. aangezien, in beide gevallen, het gerechtelijk nut der akte vermeerderd wordt met al wat betrekkelijk het gemeen zijnde passief erin bedongen is.

Het nieuw recht is niet enkel van toepassing op de eigenlijke verdeelingen, maar ook op alle soortgelijke akten tot verdeling, welk ook de oorzaak der onverdeeldheid moge wezen. Onder dit opzicht komt het wetsontwerp overeen met de regelen van het burgerlijk recht, volgens welke de verklarende eigenschap van de verdeling zich toepast op al de akten die voor doel hebben de onverdeeldheid van den gemeen zijnde boedel geheel of ten deele te doen ophouden, hetzij ten opzichte van al de deelgenooten, hetzij ten opzichte van eenige onder hen, op voorwaarde dat zij allen aan de bewerking deelnemen. De afstanden gedaan zonder tusschenkomst van al de mede-eigenaars, de giften van onverdeelde gerechtigheden en de wisselvallige overeenkomsten tusschen vennooten of deelgenooten gesloten, blijven, in die gedachtenorde, buiten hetgeen in het ontwerp is voorzien.

Eindelijk, de volkomen afschaffing van het recht voor verkoop op de verdeelingen en op andere soortgelijke akten, vergt eene beperking welke, zonder de hervorming, hoogst nadeelige gevolgen voor den Staat zou kunnen hebben. Inderdaad, niets is gemakkelijker dan vervreemdingen van onroerende goederen te verbergen bij middel van verzonnen onverdeeldheden, wier ophouding het voordeel der nieuwe wet zou genieten. Veronderstelt eene overeenkomst waarbij een derde persoon kooper wordt van de algeheelheid van zekere aan één of meer personen toebehoorende goederen. Partijen verwezenlijken deze overeenkomst bij middel van twee op elkander volgende akten : eene eerste akte houdende afstand van een onverdeeld deel aan den derden kooper; daarna, later, eene tweede akte waarbij de eigendom van de algeheelheid van het gekochte goed op zijn hoofd wordt gevestigd. Bij gebrek van eene bijzondere wetsbepaling, zou de eerste akte alleen aan het recht van overgang onderworpen zijn; de tweede akte zou ervan vrijgesteld zijn onder begunstiging van artikel 5. Artikel 7 van het wetsontwerp doet

het bedrag mislukken, met te bedingen dat, in ondersteld geval, de tweede akte onderhevig zal zijn aan het recht voor verkoop over de waarde van de algeheelheid der goederen welke aan den derden koper van het onverdeeld deel te beurt vallen, behoudens den regel *non bis in idem* toe te passen (vergel. met de nederlandsche wet van 11 Juli 1882, art. 9).

§ 3. — *Akten van vennootschap.*

I. — De wet van 22 Frimaire jaar VII belast de akten van vennootschap met enkel een vast recht van 7 frank. Door dit recht zijn al de noodzakelijke bestanddeelen van het maatschappelijk verdrag gedekt en dienvolgens, de inbrengen, welk ook hunnen aard en hunne waarde mogen wezen. Op nochtans ééne voorwaarde, namelijk, dat de inbreng zuiver en eenvoudig weze of, in andere woorden, dat de deelgenoot, ter vergelding van zijnen inbreng, slechts een deel in de winsten bekome. Indien, in ruiling van hetgeen hij in het maatschappelijk fonds bijbrengt, een deelgenoot iets anders verkrijgt dan maatschappelijke rechten, actiën of aandeelen, geschiedt er, tot behoorlijk bedrag, tusschen hem en de vennootschap, eenen aan het evenredig recht onderworpen overgang. Ten andere, in overeenkomst met de algemeene grondregels, is een bijzonder recht, volgens het geval vast of evenredig, eischbaar, wegens alle bepaling der statuten welke voor het oprichten, eener vennootschap niet noodig zijn.

Dit stelsel is wezenlijk redematig.

Twee personen richten eene vennootschap op. De eene brengt eene som van 50,000 frank bij; de andere een onroerend goed, 70,000 frank waard, met beding, dat de maatschappij ofwel eene het onroerend goed belastende schuld van 20,000 frank op zich zal nemen, ofwel eene som van 20,000 frank aan den inbrenger zal betalen. Het recht voor verkoop van onroerende goederen (fr. 5.50 t. h.) en, in voorkomend geval, het overschrijvingsrecht (fr. 4.25 t. h.), zullen geheven worden op 20,000 frank. Welnu, dit is overdreven, want het bedoeld onroerend goed behoort aan de vennootschap, niet als inbreng voor een gedeelte en als aankoop voor het overige, maar wel, ten titel van inbreng, voor het geheel. Wettelijk bestaan geene twee contracten, een contract van maatschappij en eenen verkoop, een enkel bestaat, een contract van vennootschap, evenals er slechts één bestaat bij verdeling mits opleg. En inderdaad, in de wederzijdsche bedoeling der partijen, draagt de last aan de vennootschap opgelegd om de inbrengen in evenwicht te stellen, het kenmerk van opleg, 't is te zeggen, eene vergoeding of schadeloosstelling, en niet het kenmerk van koopprijs:

De heffing van rechten is ook overdreven wanneer zij zich op sommige bijkomende bepalingen van het contract van vennootschap toepast. Niets is billijker dan dat louter toevallige overeenkomsten zooals leeningen, aannemingen, enz., gesloten door een derden persoon, of door eenen deelgenoot, handelende als derde persoon met de maatschappij, aan een bijzonder recht onderworpen zijn. Maar er bestaan beschikkingen zooals die welke zich toepassen op de betrekkingen der vennootschap met hare zaakvoerders, beheerders, commissarissen, beschikkingen die, alhoewel volgens rechten,

onafhankelijk van het maatschappelijk contract, niettemin eene verplichtende aanvulling, een noodzakelijk gevolg ervan uitmaken. Welnu, wanneer die beschikkingen tot een evenredig recht aanleiding geven, hoe gering dit ook zij, gebeurt het, dat het bijkomende hooger belast is dan het hoofdzakelijke, hetgeen met de logica volkomen in strijd is.

Van een anderen kant, het verschuldigd zijn van een eenvoudig vast recht voor de akten van vennootschap dient, bij het stellen eener belasting drukkende, in verhouding van het gerechtelijk nut, op de akten van het burgerlijk leven, beschouwd te worden als een al te gunstigen maatregel. Gewis, 't is noodig den geest tot samenwerking aan te moedigen; het vereenigen van kapitalen tot uitvoering van de belangrijke koophandel- en nijverheidsondernemingen dient te worden begunstigd. Maar onze burgerlijke wetten voorzien hierin op milde wijze, namelijk door het daarstellen van de fictie of beschouwing volgens welke de vennootschappen voor koophandel en verschillende burgerlijke vennootschappen een ander zedelijk lichaam dan de deelhebbers uitmaken. Men mag zeggen dat, gezien de belangrijke voordeelen welke voor de deelgenooten uit die fictie spruiten, de fiskale wetgever gerechtigd is, deze in billijke mate te doen bijdragen tot de openbare lasten, zonder te moeten vreezen dat de ontwikkeling der vennootschappen in eenigerwijze er door belemmerd weze.

Meermalen werd in deze Kamer de meening uitgebracht, dat het noodig is de belastingen op overgangen van onroerenden goederen te verminderen, mits eene belasting te leggen op de roerende waarden en, inzonder, op de winstaandeelen in de maatschappijen wier gerechtelijken omloop thans aan overgangsrechten ontsnapt. Het algemeen maken der verminderingen van rechten toegestaan door de wetten van 1889 en 1897 beantwoordt aan den eersten wensch; ten einde het tweede verlangen in te willigen, zal eene geringe belasting worden gesteld op de akten waarbij de bijzonderen hunnen eigendom omzetten in roerende titels, beheerd door artikel 529 van het Burgerlijk Wetboek.

II. — Onder den invloed van voorgaande aanmerkingen wordt door artikel 8 van het wetsontwerp voor de akten van vennootschap een fiscaal stelsel ingericht, overeenstemmende met hetgeen hetwelk voor de akten van verdeling is vastgesteld: vervanging van het in de wet van Frimaire bepaalde vast recht door een evenredig recht; — vaststelling van dit recht op fr. 0.25 t. h.; — heffing van het recht op de onzuivere waarde der inbrengen; — mits hetwelk niet meer eischbaar is een bijzonder recht op de bedingen van het maatschappelijk contract betreffende de verbintenissen aangegaan door de vennootschap ten opzichte der deelgenooten ter vergelding van dezer inbrengen, de betrekkingen der vennootschap met hare zaakvoerders, beheerders of commissarissen en de storting voorschreven ter wille van de oprichting der naamlooze vennootschappen door artikel 29 der wet van 18^e Mei 1875.

De bepalingen van artikel 9 betreffende den belastbaren grondslag; die van de artikelen 11 en 12, betrekkelijk de vennootschappen hebbende tot doel goedkoope woningen te bouwen, vinden hunne rechtvaardiging in haar zelve; enkel artikel 10 vergt eenige uitleggingen.

Stellig is het, dat het contract van vennootschap, eenen overgang van

eigendom te weeg brengt. Verwekt hetzelfde een rechtelijk wezen, dan wordt de eigendom der inbrengen op laatstgenoemd overgedragen; in tegenovergesteld geval maakt het contract de deelgenooten medeigenaars van de door ieder van hen in de vennootschap bijgebrachte goederen.

De wet van het jaar VII heeft nochtans de akten van vennootschap niet onderworpen aan het evenredig recht door artikel 4 vastgesteld « voor de overdrachten van goederen » en het wetsontwerp blijft dien vrijdom behouden. Het gering evenredig recht door artikel 11 gesteld tot vervanging van het huidige vast recht, heeft hetzelfde karakter als dit laatste en is aan dezelfde voorschriften van eischbaarheid onderworpen; het is een recht *op akten* en niet een recht *op overgangen*; niet anders dan eene bezoldiging wegens registratie in verhouding van de waarde der inbrengen zonder acht te slaan op hunnen aard noch op hunne plaats van ligging en zonder achtgeving op de bijkomende bepalingen of op wijzigingen die ze kunnen treffen.

Het wetsontwerp gaat zelfs verder dan de huidige wetgeving op den weg naar de oneischbaarheid van het overgangsrecht op de inbrengen, aangezien het, in evenredigheid van de inbrengen onder bezwarenden titel, alle bijzondere inning uitsluit op die welke gedeeltelijk aan maatschappelijk gevaar zijn onttrokken.

Echter, om de rechten van den Staat te beschermen, is nogmaals hier eene beperking onontbeerlijk.

In Frankrijk wil eene bestendige rechtsleer en rechtspleging, dat de uitwerksels van vrijdom voor de inbrengen door de wet van het jaar VII toegestaan, ophouden met het verbreken van den maatschappelijken band. Van dat oogenblik, wordt de vennootschap geacht nooit te hebben bestaan. Neemt een deelhebber het voor hem ingebrachte goed in natuur terug, zoo treedt hij slechts weder in bezit van zijnen eigendom; maar, bekomt hij, bij verdeeling of anderszins, het door eenen anderen medegenoot ingebracht goed, dan is hij het overgangsrecht verschuldigd uit toepassing van het algemeen grondbegin volgens hetwelk de overgang van den eigendom op een ander hoofd, aan het evenredig recht is onderworpen.

Hadde die leerstelling in België bijval gevonden, dan ware het eene afgedane zaak geweest; maar ons Verbrekingshof heeft zelve die stelling verworpen bij vonnis van 28 November 1844. Het deelt de meening dat, bij gebreke van eene beperkende wetsbepaling, het voordeel der wettelijke beschikking die de inbrengen van het overgangsrecht vrijstelt, dient toegepast te worden op al de rechtelijke uitwerksels van den eigendomsovergang die, op het oogenblik van den inbreng, onmiddellijk en bepaaldelijk plaats heeft tusschen den deelgenoot en zijne mededeelgenooten of, in voorkomend geval, tusschen den medegenoot en de vennootschap. Dienvolgens, wanneer een onroerend goed eenen inbreng uitmaakt, mag, naderhand, ieder deelhebber ervan eigenaar worden, 't zij door aankoop van de actiën of de winst-aandeelen zijner medegenooten, 't zij bij middel van verdeeling van het maatschappelijk vermogen, zonder betaling van het evenredig recht, dat voor den overgang van onroerende goederen is vastgesteld.

De ondervinding heeft bewezen dat, zooals het bestuur het voorzien had, de Staat alles te duchten heeft van eene leerstelling welke toelaat, door het stichten van verzonnen of fictieve maatschappijen, de betaling te ontwijken

der rechten wegens registratie en overschrijving verschuldigd voor de vervreemdingen van onroerende goederen. Eene bijzondere wetsbepaling, bevolen door dezelfde redenen als die welke tot artikel 7 aanleiding hebben gegeven, drong zich dus op; vandaar artikel 10 van het wetsonwerp.

Er bestaat geene reden om aan partijen het voordeel van artikel 3 te ontnemen, wanneer, de inbreng zijnde door eenige deelgenooten gedaan, den eigendom van het geheel onroerend goed later op het hoofd van een van hen overgaat. Van een anderen kant, mogen de deelhebbers niet verdacht worden den verkoop van het ingebrachte onroerend goed aan een van hen te willen verbergen, wanneer zij het lot hunner wederzijdsche inbrengen op wisselvallige wijze regelen, bij voorbeeld, zij bedingen, dat het maatschappelijk aandeel van den eerststervenden datgeen van den overlevende zal aangroeien. Deze twee gevallen worden, bijgevolg, door de slotbepaling van artikel 10 uitgezonderd.

§ 4. — *Quitantierecht.*

De wet van 22 Frimaire jaar VII, de registratierechten verdeelt in vaste en evenredige rechten.

Naar luid van artikel 4, is het evenredig recht gesteld, namelijk, op de schuldbekentenissen en de *kwijtingen* van gelden en waarden en op allen overgang van eigendom, vruchtgebruik en genot van roerende of onroerende goederen.

Nochtans, in geval van overdracht van goederen, is de *quitantie* verleent door of de schuldbekentenis erkend bij dezelfde akte, van den geheelen of gedeeltelijken prijs, tusschen de handelende partijen, met geen bijzonder registratierecht belast (art. 10).

Daaruit volgt, dat de akte die de terugbetaling eener leening vaststelt, de latere akte waardoor van de betaling van eenen koopprijs wordt getuigd, aanleiding geeft, door haar zelve, tot het heffen van een evenredig registratierecht; thans bedraagt dit recht fr. 0.65 l. h.

Is de akte authentiek, dan moeten de aanbieding ter registratie en diensvolgens, de betaling van het recht binnen een bepaald tijdsbestek geschieden; is de akte onderhandsch, dan behoeft zij slechts geregistreerd te worden, vóór dat er gebruik van gemaakt wordt bij openbare akte, voor 't gerecht of voor eene aangestelde overheid (art. 20 en 23).

Niet eene fiskale hervorming werd meer en vuriger verzocht, dan de afschaffing van het quitantierecht.

Ten eerste, werd niet zonder reden gezegd, de kwijting is eigenlijk niet anders dan het gevolg der uitvoering van een vroeger contract, datgeen hetwelk de schuld vestigt; dus, indien dit contract reeds aan evenredig recht onderworpen is, ware het buitengewoon streng nog een tweede te heffen op de akte van uitvoering.

In de tweede plaats, de huidige wetgeving leidt tot dit slecht gevolg, dat het de schuldenaar aanzet geen gebruik te maken van authentieke kwijtschriften, hetgeen aanleiding geeft tot menige ongemakken, namelijk wanneer het pandschulden geldt. De ontlaste schuldenaar vergenoegt zich met,

aan zijnen schuldeischer de toestemming tot doorhaling van de inschrijving te vragen en hieruit volgen' tusschen den hypotheekbewaarder en de belanghebbenden, aangaande de over te leggen bewijstukken, dagelijksche moeilijkheden welke het snel en vaardig ontlasten van het onroerend goed verhinderen: hij die zijne toestemming tot de doorhaling der hypotheek mag geven na de afbetaling der schuld, heeft dit vermogen niet wanneer de schuld onbetaald is.

Eindelijk, het groot gebrek van het evenredig quitantierecht ligt hierin, dat het bijna uitsluitelijk op de minderjarigen en andere onbekwamen drukt.

Wij hebben gezien dat, in geval van eigendomsovergang, de quitantie slechts dan aan een bijzonder recht ontsnapt, wanneer zij in de verkoopakte zelve verleend wordt, 't is te zeggen, wanneer de betaling van den koopprijs met gereed geld geschiedt.

Welnu, ingezien den aard der zaken, heeft de comptante betaling zeer zelden plaats bij de openbare verkooping van onroerende goederen: de schuldenaar die niet eens vermoedde dat hij kooper zou verklaard worden, heeft het noodige geld niet bij zich; een kort uitstel, vijftien dagen of ééne maand, wordt hem steeds verleend voor zijne schuld te kwijten. Wanneer partijen vrij zijn over hunne rechten te beschikken, gelukken zij echter het quitantierecht te ontwijken. De betaling der koopsom wordt in het proces-verbaal van toewijzing vastgesteld, en de kooper verbindt zich, bij eenen aan den verkooper overhandigden bon of tegenbrief, zijne schuld binnen den vereischen termijn te kwijten. Maar van die handelwijze, vol gevaar voor den verkooper, wiens voorrecht en eisch tot ontbinding zij vernietigt, kan stellig geen gebruik worden gemaakt, wanneer het verkooping geldt van aan minderjarigen toebehoorende goederen; daaruit volgt dat, in dit laatste geval, het quitantierecht zich komt voegen bij de reeds aanzienlijke kosten der gewone openbare verkooping.

't Licht in het plan van het wetsontwerp, een heffingstelsel te wijzigen dat zulke slechte gevolgen heeft. Het bedrag van het recht verlagen, zooals menigmaal wordt gevraagd, ware niet dan de kwaal verminderen; artikel 13 van het wetsontwerp schaft het quitantierecht geheel en al af, door de akte waarbij kwijting van sommen wordt bepaald, gelijk testellen met eene akte van uitvoering en aanvulling, 't is te zeggen met aan dezelve den vrijdom van het evenredig recht toe te kennen wanneer het contract, dat tot vestiging van de schuld dient, reeds aan gezegd recht is onderworpen of uitdrukkelijk ervan is vrijgesteld door eene wetsbepaling van uitzondering.

§ 5. — *Kredietopeningen.*

I. — Onstaan na het opmaken der wetboeken onder den drang der noodwendigheden voortspruitende uit de snelle ontwikkeling welke handel en nijverheid op onze dagen genomen hebben, staat de kredietopening in onze burgerlijke wetten niet beschreven. In den beginne werd beweerd, dat dit contract bestond enkel uit eene éénzijdige belofte van leening. De kredietopening, zoo wordt gezegd, verwekt geene verbintenis ten laste van den gecrediteerde of hij voor wien een krediet wordt opengesteld; eene verbin-

tenis zal slechts op hem drukken voor zoover hij van het krediet gebruik maakt, hetgeen hij volstrekt vrij blijft te doen of niet; dienvolgens, wanneer de gecrediteerde eene hypotheek verleent tot waarborg van het krediet dat hem geopend wordt, is deze hypotheek toegestaan voor eene nog te komen, voor eene nog te ontstane schuld; zij zal niet rang nemen op den dag harer inschrijving; want, aangezien de hypotheek een afhankelijk recht is, kan zij niet bestaan vooraleer de hoofdverbintenis erkend is geworden.

De gehuldigde rechtsleer of jurisprudentie heeft die zienswijze verworpen. Er werd geantwoord, dat eene belofte van leening, iets anders is dan het contract van kredietopening. « De crediteur of hij die het krediet openstelt, » belooft niet alleen aan den gecrediteerde zekere sommen te leenen voor » een overeengekomen tijd, maar daarenboven, hetgeen op onvermijdelijke » wijze zulkdanige leeningen voorafgaat en vooral, uit aanmerking van de » wijze waarop, door den aard der verrichtingen, deze leeningen moeten » geschieden, hij belooft gedurende denzelfden tijd dezelfde sommen te » zijner beschikking te houden; door deze persoonlijke verbintenis verleent » hij hem een recht op zijnen persoon, recht waarvan zijne goederen het » pand uitmaken, recht dat, binnen zijne grenzen, die goederen in eeniger- » mate in zijne handen onvervreemdbaar maken, recht dat, volgens de » gevallen, voor hem aanzienlijke schadevergoedingen zou kunnen ten » gevolge hebben, indien hij zich niet gedurig in staat stelde eraan te » voldoen en dat, hierdoor, buiten alle gedane leening, voor hem een wezen- » lijk zwaren last te weeg brengt.

» Van een anderen kant, in hetzelfde contract en met het voorrecht van » eene zelfde gemeene en wederzijdsche toestemming, wordt door den » gecrediteerde aan den crediteur de belofte gedaan om *dezen niet zulke of » gene som gelds te betalen, niet jegens hem zulke of andere in geld bestaande » schuld te kwijten, maar hem kwijt te houden, na eindiging van het krediet, » voor de gevolgen welke het daaruit gesproten recht gehad heeft tijdens » zijnen duur en dat hem gedurende al dien tijd was toegekend*; daarenbo- » ven verleent hij eene hypotheek tot waarborg van de uitvoering dezer » belofte. » (Vordering van den heer Procureur generaal Leclercq, voor Belg. Cass. 27^e December 1849, *Pasicr.* 1850, 1,66.)

« Eene kredietopening, zegt nog een schrijver (1), is niet een enkele belofte » van leening dan zelfs, dat men overeengekomen ware dezelve alleenlijk » uit geldvoorschotten te doen bestaan. Als ik voor u een krediet openstel » tot beloop van zekere som, doe ik meer dan mij verbinden u die som te » leenen. Inderdaad, de leening is eene enkele en kortstondige handeling, » en, eens dat de beloofde som door den ontleener is opgetrokken, heeft » de leener aan zijne verplichting voldaan. Ook kan er geen sprake zijn een » zekeren duur te bepalen voor de verbintenis van den toekomstenden leener. » Dit zou een onzin wezen.

» Heel anders is het gelegen in geval van kredietopening. En zelfs eene » kredietopening laat zich niet veronderstellen zonder dat overeengekomen

(1) LE FRANÇOIS, *Traité du crédit ouvert*, n^o 20.

» is haar een zekeren duur te geven, deze zij beperkt of onbeperkt, dat is
 » zonder belang. Want de crediteur heeft niet voldaan aan al wat door den
 » aard van het contract van hem vereischt wordt, wanneer hij eene eerste
 » maal aan den gecrediteerde geheel het beloofde kapitaal heeft bezorgd. De
 » bedoelingen der contractanten waren, inderdaad, dat de gecrediteerde dit
 » kapitaal aan den crediteur zou terug betalen, en, in dit geval is deze
 » laatste verplicht zijn voorschot te hernieuwen. Kortom, de kredietopening
 » veronderstelt eene onafgebroken opvolging van uitgaven en inkomen van
 » kapitalen, en het zal den gecrediteerde vrijstaan, zoo dikwijls hij het ver-
 » langt, en dit zoolang als het krediet open is, de voluit betaling der beloofde
 » sommen te eischen. Daarentegen, voegen wij erbij, in die gedachtenorde,
 » neemt de gecrediteerde tegenover den crediteur eene verbintenis welke
 » zich toepast niet op al de voorschotten die te doen vallen tijdens den loop
 » van het contract en op elk hunner in 't bijzonder, maar op den eînduitslag
 » van eene reeks verrichtingen door wier aanhoudende ongestadigheid den
 » toestand der partijen op elk oogenblik gewijzigd moet zijn. »

De jurisprudentie en meest al de schrijvers hebben in de aldus bepaalde bestanddeelen van de kredietopening, twee *wederzijdsche* beloften gezien, waardoor een *tweezijdig* contract ontstaat. Met grond hebben zij hieruit besloten dat, voor al de gevolgen van de overeenkomst, de verbintenis van den gecrediteerde evenals het recht van den crediteur, hunnen oorsprong en datum van bestaan vinden in het contract zelf en niet in de nakomende feiten; dienvolgens, dat de hypotheek, die tot waarborg van eene kredietopening werd verleend, uitwerking heeft ten opzichte van derde personen, te beginnen van den dag harer inschrijving, aangezien, op dit oogenblik, ontstaan is de verbintenis te welker aanzien de hypotheek werd toegestaan.

Reeds in 1851, werd die oplossing gehuldigd door de wet op de hypotheeken waarvan artikel 80 *in fine*, luidde als volgt : « De hypotheek » toegestaan tot waarborg van een krediet groepend tot beloop van eene » bepaalde som welke men zich verbindt te bezorgen, is geldig; zij neemt » rang op den datum harer inschrijving, zonder inachtneming der opvol- » gende tijdstippen van aflevering der fondsen, waarvan zal mogen bewijs » gegeven worden, bij alle wettige middelen. »

Deze tekst had een ongelijk. Hij scheen te doen onderstellen dat, in het contract van kredietopening, de verbintenis van den crediteur geen ander doel kan hebben dan het bezorgen der fondsen. Welnu, dit is zoo niet, zooals uitnemend goed werd bewezen in het verslag gedaan, ter zitting van 24^{de} Maart 1899, door den heer Pirmez, namens de Commissie van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, om eene nieuwe opstelling van artikel 80 te ondersteunen. « De ontwikkelingen van het wetsvoorstel, zegt onder andere » dit verslag, zetten uiteen het gerechtelijk stelsel waarop gegrond zijn de » geldigheid en de rangorde op den datum der inschrijving van de hypotheek » verleend tot waarborg der opengestelde kredieten. Tusschen crediteur en » gecrediteerde wordt een tweezijdig contract gesloten, waarbij de eerste » zich verbindt fondsen te bezorgen en de tweede de verplichting aangaat » hem van deze verbintenis vrij te houden met hem dezelve terug te betalen. » 't Is omdat deze twee *wederzijdsche verbintenissen te gelijkertijd genomen*

» worden bij het opmaken van de akte, dat de hypotheek rang heeft op het
 » oogenblik zelf waarop inschrijving genomen wordt. Maar of ook de
 » verplichting van den crediteur zij het bezorgen van fondsen, van koop-
 » waren, van wisselborgtocht, van borgstelling, *de hoofdzakelijke bestand-*
 » *deelen van de handeling blijven dezelfde, en in burgerlijk recht kan de*
 » *oplossing niet verschullend wezen.* In al deze gevallen, neemt eene partij de
 » tegenwoordige verplichting iets welkdanig te verschaffen, daartegen moet
 » overstaan de insgelijks tegenwoordige verplichting van wege de andere
 » partij, die aanleiding geeft tot de hypotheek welke rang neemt op den dag
 » van de inschrijving. Feitelijk, verschilt de belangrijkheid van het contract
 » niet volgens hetgeen beloofd is; zij blijft dezelfde al heeft de verplichting
 » tot voorwerp eene bepaalde som gelds of eenen wisselborgtocht waarmede
 » deze som kan verkregen worden Volgens recht en wezenlijkheid, heeft
 » men dus te doen met contracten *bestaande uit dezelfde bestanddeelen.*

» De nieuwe opstelling van het artikel, waarbij aan het begrip van de
 » kredietopening zijne volle uitbreiding wordt gegeven, begripen al deze
 » contracten *welke eene juist bepaalde soort uitmaken en op fiscaal gebied*
 » *met eene zelfde taxe belast dienen te worden,* evenals zij op hypothecair
 » gebied door dezelfde grondregels worden beheerd. » (*Parlementaire*
bescheiden, vergadering van 21^{de} Maart 1889, blz. 130-131.)

Bij gevolg, de wet van 15 April 1859 heeft in de plaats gesteld van den
 vroegeren tekst van artikel 80, *in fine*, van de wet van 16^{de} December 1831
 eene bepaling luidende als volgt: « De hypotheek toegestaan tot waarborg
 » van een opengesteld krediet is geldig; zij neemt rang op den datum
 » harer inschrijving, zonder inachtneming van de tijdstippen *van uitvoering*
 » *der verplichtingen aangegaan door den crediteur,* uitvoering waarvan
 » bewijs mag worden gegeven bij alle wettige middelen. »

II. — Onze fiskale wetgeving is niet in overeenstemming met de voor-
 gaande begrippen.

Niet meer dan de hedendaagsche burgerlijke wetten, heeft de algemeene
 wet van 22^{de} Frimaire jaar VII, over de kredietopening gesproken.

Onder die voorwaarden, werd in den beginne beweerd dat, als onbenoemde
 akte, het contract van kredietopening, nooit aanleiding kan geven dan tot
 het vast formaliteitsrecht; dat het evenredig recht gewis eischbaar kon
 worden indien, naderhand, tengevolge der uitvoering van het contract, de
 gecrediteerde verplicht ware aan den crediteur eene *zekere* som te betalen,
 maar dat daarvoor, in overeenkomst met de algemeene grondregels van
 heffing, de *bepaalde* verbintenis van den gecrediteerde jegens den crediteur,
 vastgesteld diende te wezen door eene akte die tusschen partijen bewijs
 uitmaakt en ter registratie te worden aangeboden.

Die stelling kon verdedigd worden. Zij werd niet aangenomen door de
 gehuldigde rechtsleer, welke bepaalde dat, voor het heffen der belasting, de
 akte van kredietopening diende aanzien te worden als inhoudende eene
voorwaardelijke leening, eene verbintenis onder opschortende voorwaarde van
 wege den gecrediteerde tegenover den crediteur; dat de daad van het
 gebruik maken van het krediet die verbintenis dadelijk maakte; dat deze

daad de eischbaarheid deed ontstaan, op de akte zelve van kredietopening, van het evenredig recht vastgesteld op de geldverbintenissen, en, dienvolgens, dat eene nieuwe akte niet noodig was, opdat het bestuur de inning van dit recht mocht vervolgen; het was voldoende dat het bestuur, door de wettige middelen, het gebruik maken van het krediet bewees. (Belg. Cass., 27 December 1862, 24 November 1870.)

Deze rechtspleging liet eene belangrijke ontvaangst van den Staat in gevaar : degene die hem wordt verschaft door de eischbaarheid van het evenredig recht op de hypothecaire ontleeningen.

« Zoozeer het waar is, luidt de *Memorie van toelichting* betreffende een » wetsontwerp ingediend door den heer Jacobs den 28ⁿ November 1871, dat » de akten van kredietopening altijd gevolgd zijn van voorschotten welke » van den gecrediteerde eenen schuldenaar maken, zoozeer ook is het waar, » dat het bestuur, in 't algemeen, niet in staat is bewijs ervan te geven om » de heffingen welke, bij de registratie bekrompen waren tot het vast recht » van fr. 220 aan te vullen. In tegenwoordigheid van deze onmacht en » aangezien de geldigheid en de terugwerkende kracht van de hypotheek » gehuldigd zijn door eene beschikking der wet van 1851, heeft de vorm » van de kredietopening, in de praktijk, zich dag aan dag eene grootere » plaats verworven om leeningen te dekken die op den datum van de akte » werden gedaan

» Die toestand dient te worden verholpen; de Regeering stelt voor, » respectievelijk op den datum van de akte en op het oogenblik van de » inschrijving, eischbaar te stellen rechten beloopende tot ongeveer de » helft dergene welke, volgens het thans bestaande tarief, verschuldigd » zijn na het gebruik maken van het krediet. Daar zou later rekening van » gehouden worden, wanneer het bewijs van het gebruik maken zou toelaten » zooals vroeger, de rechten te berekenen. » (*Parlementaire bescheiden*, 1871-1872, blz. 21.)

Ingetrokken krachtens een besluit van 24ⁿ April 1872, werd het alzoo met reden omkleed wetsontwerp, op 15ⁿ November van het zelfde jaar, door den heer Malou weder voorgelegd en het werd gevolgd door de nog steeds van kracht zijnde wet van 24ⁿ Maart 1873, waarvan de artikels 6, 7 en 8 luiden als volgt :

« ART. 6. — De akten inhoudende opening van krediet op hypotheek of op pand zijn, op het oogenblik der registratie, onderworpen aan een recht van 60 centiemen per 100 frank, bijcentiemen medegerekend. (Thans 0.65 %)

» Het recht is gesteld op de som waarvoor de hypotheek of het pand wordt toegestaan.

» ART. 7. — Op het bedrag in hoofdsom van de inschrijving genomen krachtens eene akte van kredietopening zal er, op het oogenblik der formaliteit, een recht van 60 centiemen per 1,000 frank geheven worden, bijcentiemen medegerekend. (Thans fr. 0.65 per 1,000 frank.)

» ART. 8. — *In geval gedeeltelijk of geheel gebruik wordt gemaakt van het krediet*, zullen de heffingen, overeenkomstig de twee voorgaande artikels gedaan, aangevuld worden tot beloop van de rechten die eischbaar zijn volgens de bestaande wetten. »

Zooals men ziet, zijn deze beschikkingen niet anders dan de wetgevende huldiging van het heffingstelsel dat vroeger voor de kredietopeningen door de rechtsleer werd gehuldigd. *In grondbegin*, is het evenredig recht niet verschuldigd; de belastbare zaak wordt niet geboren bij het ontstaan van het contract, door de daad van dit ontstaan; het evenredig recht dat vereischt wordt bij het verlijden van de akte, is enkel eene betaling op afrekening geheven, *contra rationem juris*, op een hooger recht, dat slechts eischbaar wordt gemaakt door het gebruik van het krediet.

III. — Wat dient over het hierboven uiteengezet fiskaalstelsel gedacht te worden?

Zooals wij zagen, is de kredietopening een zeer afzonderlijk contract. Onder den drang der omstandigheden, heeft dit contract, in onze burgerlijke wetgeving, burgerrecht verkregen nevens de erin genoemde andere contracten, zonder zich ooit met een van hen te mengen. Om alles in een woord te zeggen, de kredietopening is een contract *sui generis*, dat enkel verbintenissen voortbrengt, eene soort van arbeidsverhuring, waardoor iemand, — de crediteur, — de verbintenis neemt zich, gedurende eenen min of meer langen tijd over te geven aan de eene of andere verrichting van zijnen handel of van zijne nijverheid, ten voordeele van een anderen persoon, — den gecrediteerde, — die, van zijnen kant, zich verbindt, bij het eindigen van het contract, den eersten vrij te stellen van de gevolgen voortkomende van de uitvoering zijner belofte. Het contract is volledig en heeft onmiddellijke uitwerksels, 't is te zeggen het is dadelijk door het enkel feit van het bestaan van deze verbintenissen; de wijze waarop van het opengesteld krediet gebruik word gemaakt, het feit van gebruik maken blijven buiten aanmerking: zij dragen niet op de *daarstelling*, maar op de *uitvoering* van het contract.

Daar dit is, 't laat zich best begrijpen, ware het heel natuurlijk, dat, van af haar bestaan, de kredietopening belast werde met een bijzonder recht, in evenredigheid met de belangrijkheid van het opengesteld krediet, *welk recht alle latere feiten van uitvoering zou dekken*: zooals het voorschieten van fondsen, het aannemen van wisselbrieven, het korten of borg blijven van wissels, van handelseffecten, het onderteekenen van biljetten, het leveren van koopwaren, enz.

De wet van 24^{de} Maart 1875 neemt het zoo niet aan.

Daarin, overigens, gebruik makende van een onbetwisbaar recht, ziet de wetgever van 1875, *voor het heffen van de belasting*, in de kredietopening, niet, zooals de burgerlijke wet een tweezijdig contract, gevormd uit twee van heden af bestaande verplichtingen, maar enkel eene éenzijdige akte, waardoor de gecrediteerde tegenover den crediteur eene verbintenis neemt waarvan het bestaan onderworpen is aan een toekomend en onzeker voorval: het gebruik maken van het krediet. In andere woorden, de fiskale wet brengt de eischbaarheid van het recht verschuldigd op de kredietopeningen in verband, niet met het bestaan, met den aard of met de belangrijkheid van het contract in zich zelve, maar met het bestaan, den aard en de belangrijkheid van de feiten van uitvoering.

Welnu, zulks is niet redelijk.

Er blijkt vooreerst uit dit heffingstelsel dat, ten spijte van de naar billijkheid gedane verdeeling, de door de wet vereischte belasting slechts door de eenen en niet door de anderen, de meesten, wordt betaald. De overgangswet van 1873 heeft, te dien opzichte, niet dan de kwaal verminderd. In feite, wordt van de openstelling van het krediet bijna altoos gebruik wordt gemaakt, want stellig is het dat de gecrediteerde zich de kosten van eene authentieke akte heeft getroost en eene hypotheek op zijne goederen heeft verleend, met het vast voornemen van het krediet gebruik te maken. Er blijft dat, om de betaling van het aanvullend recht te bekomen, het Bestuur gehouden is die gebruikmaking te bewijzen en hetzelfde maar bij toeval in staat is bewijs hiervan te geven. Kan het bestuur zulks doen, en is de gecrediteerde niet onvermogend geworden, dan wordt het aanvullend recht geheven, doch niet zonder dat de vordering tegenstand, betwisting en dikwijls gedingen hebbe veroorzaakt.

Ten tweede, het van kracht zijnde heffingstelsel heeft voor gevolg, met verschillende rechten te belasten, akten die, ten opzichte van hun nut of hunne gerechtelijke gevolgen, noch meer noch min waarde hebben. Heeft de kredietopening tot voorwerp het bezorgen van geldsommen betaalbaar in klinkende munt of in handelseffecten? Het recht verschuldigd bij het gebruik maken, is het recht van fr. 1.40 % vastgesteld bij artikel 69, § 3, n^o 3^o, van de wet van Frimaire voor « alle akten en geschriften die verbintenis tot sommen inhouden, zonder gifte of schenking en zonder dat de schuldbekentenis den prijs uitmaakt van eene niet geregistreerde overdracht van roerende of onroerende goederen ». Bestaat de kredietopening uit levering van bouwstoffen of koopwaren? De uitvoering van het contract brengt eenen verkoop te weeg van roerende voorwerpen; het eigenlijk verschuldigd recht, is het recht van fr. 2.70 % bij rechtstreeksche toepassing van artikel 69, § 3, n^o 1^o, en bij toepassing *a contrario* van voormeld artikel der wet van Frimaire.

Ten slotte, het begrip waaruit de hedendaagsche wetgeving spruit, geeft aanleiding tot waarlijk overdreven heffingen. Terwijl dat in de wezenlijkheid ten opzichte van het recht, de verbintenis van den gecrediteerde, in het contract van kredietopening, draagt op de som welke hij, *bij het eindigen van het contract*, als *eindgevolg* van de toegestane verrichtingen, aan den crediteur kan verschuldigd zijn, is de heffing van het evenredig recht op de *geheelheid van de voorschotten* gedaan, in uitvoering van het contract, door den crediteur aan den gecrediteerde, de natuurlijke gevolgtrekking van een stelsel dat de eischbaarheid van de belasting doet terugslaan op het feit der realisatie of gebruik van het krediet.

Deze beschouwingen zijn van aard, om de thans toegepaste fiskale behandeling op de kredietopeningen te doen veranderen. Om waarheid te spreken, heeft deze verandering zich opgedrongen sedert den dag, dat de voorafgaandelijke werkzaamheden der wet van 1889 bewezen hebben, dat hetgeen aanleiding heeft gegeven tot het begrip der wet van 1873 eene verkeerde opvatting was. Sommige schrijvers zoeken, doch nutteloos, alles overeen te brengen; de grondregel, het hoofdedacht der wet van 1873, namelijk, dat het bestaan

van de belastbare waarde afhangt van het gebruikmaken van het krediet, is gansch tegenstrijdig met de begrippen die in burgerlijk recht de wezenlijke eigenschap van de kredietopening beheerschen, en alleen eene wet kan de stellige gevolgen vernietigen die de wetgever uit eene verkeerde opvatting heeft getrokken.

Artikel 14 van het wetsontwerp stelt het fiscaal recht in volkomen overeenstemming met het burgerlijk recht en door het belasten van de kredietopening, bijzonder contract, met een bijzonder recht, welk door gemeld artikel wordt vastgesteld op fr. 140 % en alle verdere heffing vermijdt, doet het daardoor verdwijnen de redenen tot geschillen die, ten allen tijde, in deze zaak bestaan hebben. De voorgestelde taxe dringt zich op, enerzijds door de overeenkomst welke, in rechte, bestaat tusschen de kredietopening en eene gewone aaneming met werkverhuring (Wet 22 Frimaire jaar VII, art. 69, § 3. 1^o) en, anderzijds, door de overeenkomst die bestaat, in feite, tusschen de kredietopening en eene leening waarbij de ontleende fondsen behouden blijven in handen van den leener ter beschikking van den ontleener. (Wet 22 Frimaire jaar VII, art. 69, § 3, n^o 3^o.)

Door die hervorming zal de ontvangst met ongeveer 150,000 frank vermeerderd worden, en zulks is niet dan eene billijke verzachting voor het verlies dat de Staatskas door de afschaffing van het kwittantierecht zal te lijden hebben (ongeveer 400,000 frank).

§ 6. — *Renten op Staat.*

Artikel 70, § 3, n^o 3^o, van de wet van 22 Frimaire jaar VII, stelt van de formaliteit van registratie vrij « de inschrijvingen op het Grootboek der Openbare Schuld, hare overschrijvingen en mutatiën of veranderingen, de kwijtschriften der interesten die ervoor betaald worden, en al de ingeschreven of bepaaldelijk in te schrijven effecten der Openbare Schuld »

Toen de wet van Frimaire alzoo sprak, bestond de gedekte schuld slechts uit renten op naam (decreet van 24 Augustus-13 September 1793, art. 1 en 2). Heden, zooals geweten is, bestaan de titels der Openbare Schuld uit obligatiën aan toonder en uit inschrijvingen op naam. De obligatie aan toonder is de oorspronkelijke en gewone vorm van de belegde schuld; de schuldvorderaar, tot meer zekerheid, mag de rente op zijnen naam doen inschrijven ten Grootboeke der Openbare Schuld; die inschrijving maakt alsdan den titel uit zijner schuldvordering tegenover den Staat (Koninklijk besluit van 22 November 1875, art. 1 tot 7).

De eigendom eener rente op Staat mag, zooals die van alle ander goed, overgebracht worden bij verkoop, bij schenking, bij testament, bij nalatenschap. Indien de rente is ingeschreven, mag aan de Schatkist worden gevraagd, dat de naam van den nieuwen eigenaar, in vervanging van dien van den vroegeren eigenaar gesteld worde op het Grootboek van 's Lands schuld. De bewerking waardoor die in plaatsstelling gebeurd, wordt genaamd, *overschrijving* of *mutatie*. De overschrijving onderstelt, dat de rente onder bezwarenden titel werd overgelaten; zij wordt gedaan op enkele verklaring van den overlater (Koninkl. besl., 1875, art. 12). Wanneer de overdracht spruit uit schenking

of uit overlijden, heeft de verandering van titularis plaats, bij wege van overgang, op overlegging door den nieuwen schuldvorderaar van een bewijs van eigendom (art. 38).

Uit de hooger aangehaalde bepaling van de wet van Primaire blijkt, dat de schriften op het Grootboek der Openbare Schuld, gedaan tot omzetting van obligatiën aan toonder in inschrijvingen op naam, tot overschrijving of mutatie van dergelijke inschrijvingen, vrij zijn van de *formaliteit* van registratie, en niets is billijker. De formaliteit der registratie heeft een tweevoudig doel, een fiscaal doel en een doel van controle. Welnu, het ware overdreven te eischen van de leeners aan Staat, hunne erfenamen of rechtverkrijgenden, dat zij zich niet als schuldvorderaars van de Schatkist kunnen doen herkennen, dan mits betaling eener belasting, en, van een anderen kant, bestaat er geen reden om van de aangestelden der registratie te vergen, dat zij een toezicht uitoefenen op de opstelling van akten welke van andere Staatsbeambten uitgaan.

Rechtsleer en rechtspleging zijn nog verder gegaan. Van in den beginne af, werd artikel 70, § 3, n^o 3, uitgelegd in dezen zin, dat het voor uitwissel had, van het registratierecht vrij te stellen, niet alleen de overschrijvingen en mutatiën verricht op de boeken der Thesaurie, volgens de door de wet bepaalde voorschriften, maar ook het contract — verkoop of schenking — het gerechtelijk feit — wettige of testamentaire erfenis — die, vóór deze overschrijving of deze mutatie, onder partijen de overdracht der ingeschreven rente bewerkt.

De gevolgtrekking is gedwongen; in allen geval, kan de door haar bekrachtigde vrijdom niet gerechtvaardigd worden.

De betrekkingen van *openbaar recht* van den Staat-ontleener met zijne schuldvorderaars, de bestuurlijke akten die dezelve vaststellen, maken ééne zaak uit; de betrekkingen van *privaat recht* tusschen twee particulieren ontstaan door de overdracht eener rente op Staat, de *onderhandsche* of de *notarieele* akte die dezelve vaststelt, maken eene andere zaak uit. Hier geldt het akten van openbaar bestuur, die het overdreven ware te belasten (comp. art. 70, § 3, n^{os} 1^o, 2^o, 4^o tot 14^o); daar betreft het private akten of overgangen bij overlijden, die belasting zouden moeten betalen indien zij zich toepasten op eenig ander goed dan op Staatsrenten, en die op redematige wijs niet ervan kunnen vrij gesteld worden, daar zij een goed van dien aard ten voorwerp hebben. Het bezit eener rente op Staat, verkregen volgens de een of andere wijs bij artikel 711 van het Burgerlijk Wetboek voorzien, bekomt dezelfde bescherming als het volgens dezelfde wijs verkregen bezit van eene welkdanige schuldvordering: waarom zouden de renten op Staat moeten ontsnappen aan de algemeene belastingen gesteld op de gerechtelijke circulatie der goederen? Tot staving van den vrijdom die zoogenaamd verleend wordt door de wet van jaar VII op de overdrachten van renten op Staat, werd gezegd, dat de toepassing van het gemeene recht op die overdrachten, eene schending zou zijn van het contract dat de Staatsschuld in het leven heeft geroepen, dat zij het openbaar krediet zou benadeelen. Beweringen zonder grond, zooals door de latere wetgeving werd bewezen. De wet van 27 December 1817 op het erfenisrecht die, ten onzen lande, vervangen heeft de bepalingen van de wet van 22 Frimaire jaar VII betreffende de over-

gangen bij overlijden, behelst geene uitzondering ten bate der renten op Staat. In Frankrijk, waar de ruime beteekenis toegekend aan artikel 70, § 3, n^o 3, tot hevige bezwaren aanleiding heeft gegeven, wordt, bij eene wet van 18 Mei 1850, het gewone recht gesteld op de overdrachten onder kostellozen titel, tusschen levenden of bij overlijden, van de renten waarvan wordt gesproken.

Artikel 15 van het ontwerp van wet stelt, ten volle, een einde aan een voorrecht, dat al te lang heeft geduurd en te dezen dage door niemand meer verdedigd wordt, door vervanging van den huidige tekst van artikel 70, § 3, n^o 3, door eene bepaling wier bewoordingen op volstreekte wijze de uitgesproken vrijdom beperken tot de schrifturen verricht op het Grootboek der Openbare Schuld. De overdrachten onder levenden van renten op Staat zullen dus voortaan, zooals de overgangen bij overlijden het reeds sedert 1817 zijn, beheerd worden door het gemeen recht. Dit wil niet zeggen, men bemerke het wel, dat de eerstgenoemden niet meer mogen gedaan worden dan mits betaling van een registratierecht. Zulks beteekent slechts, dat dit recht eischbaar is, indien de partijen goedvinden de overdracht vast te stellen in eene private akte die tot bewijs dient van de tusschen hen gesloten overeenkomst, en die akte onderworpen zij aan de formaliteit. Ook de hooge verdienste van de voorgestelde wijziging ligt niet in het verzekeren van eene nieuwe ontvangst voor den Staatsschat, want deze ontvangst is onbeduidend, maar in de wettelijke veroordeeling van eene leerstelling waarbij het grondwettelijk begin van gelijkheid ten opzichte der belasting miskend wordt.

§ 7. — *Recht van inschrijving.*

Naar luid van artikel 81 der wet van 16^e December 1851, « onder de » schuldeischers, heeft de hypotheek slechts rang van den dag der inschrijving op de registers van den bewaarder, genomen in den vorm en op de wijze bij de wet voorgeschreven ».

Tegenover de door die beschikking voorziene formaliteit en de voordeelen van burgerlijk recht welke zij verzekert aan hen die ze vragen, staat eene bijzondere belasting : het recht van inschrijving. (Wet van 21 Ventôse jaar VII, art. 19.)

Dit recht bedraagt thans fr. 1.50 per duizend frank « over het bedrag der schuldvordering ». (Wet van 5^e Januari 1824, art. 1; wet van 28^e Juli 1879, art. 1, § 4.)

Bij het stellen van genoemd recht, waren de hypotheeken beheerd door de wet van 11^e Brumaire jaar VII, waarbij twee soorten van inschrijvingen werden onderscheiden, met name : *bepaalde* inschrijvingen, waarvoor, in overeenkomst met artikel 17, de verzoeker gehouden was te verklaren tot welke som in geldspciën hij de in te schrijven renten en uitkeeringen schatte; *onbepaalde* inschrijvingen welke, naar luid van artikel 21, den aard van het te bewaren recht moesten aanduiden alsook den dag van het ontstaan ervan, zonder dat de verzoeker gehouden was het bedrag van de schuld te bepalen. De onbepaalde inschrijvingen waren enkel van toepassing

op de Staatsrekenplichtigen die onroerende goederen tot borg gaven, op de bestuurders der goederen van minderjarigen, van onder verbieding gestelden en van afwezigen, alsmede op de echtgenooten van toevallige en nog niet verwezenlijkte huwelijksovereenkomsten en rechten.

Voor het berekenen van de rechten op de inschrijvingen der tweede soort, bestond dus geen vasten grondslag. Moeilijkheden ontstonden daaruit, maar werden weggenomen door eene wet van 6ⁿ Messidor jaar VII, welke luidt als volgt :

« ARTIKEL EEN. — De *onbepaalde* inschrijvingen hebbende tot doel het bewaren van een enkel toevallig recht van hypotheek, zonder bestaande schuldvordering, is niet onderworpen aan het evenredig recht vastgesteld bij de wetten van 9ⁿ Vendemiaire jaar VI en 24ⁿ Ventôse jaar VII.

» ART. 2. — Indien het toevallig recht dat tot *onbepaalde* inschrijving aanleiding heeft gegeven, in werkelijke schuldvordering verandert, is het evenredig recht eischbaar op het kapitaal der schuldvordering. »

Sedert de wet van 16ⁿ December 1851 bestaan greene onbepaalde inschrijvingen meer; volgens die wet moeten al de hypotheeken openbaar worden gemaakt en nauwkeurig worden bepaald. Onder andere schrijft zij voor op welke wijze de wettelijke hypotheek van de minderjarigen, van de gehuwde vrouwen en van den Staat dient te worden bepaald, voor hetgeen betreft de rechten en de schuldvorderingen welke die hypotheek geroepen is te vrijwaren. De wettelijke hypotheek der minderjarigen op de goederen van hunne voogden wordt bepaald door den familieraad, die de som aanduidt waarvoor inschrijving moet genomen worden (art. 49); de hypotheek der gehuwde vrouw op de goederen van haren man, wordt bepaald, door het huwelijkscontract of door den voorzitter der rechtbank (art. 65 en 66); beide hypotheeken worden ingeschreven op vertoon van een bordereel bevattende het bedrag der som vastgesteld in de akte waarbij de hypotheek nauwkeurig werd bepaald (art. 85); eindelijk, de wettelijke hypotheek ten behoeve van den Staat, de provinciën, de gemeenten en de openbare instellingen op de goederen van hunne rekenplichtigen, waarvoor geene akte bestaat, is bepaald in de inschrijving zelve, welke genomen wordt op vertoon van een bordereel bevattende de aanduiding van den « aard der te bewaren rechten en van het bedrag hunner toegeschreven of toevallige waarde (art. 89) ».

Dit zoo zijnde, had men zich mogen afvragen of de bovengemelde bepalingen der wet van Messidor niet beschouwd dienden te worden als zijnde van zelve ingetrokken door de wet van 1851. Verre vandaar, het bestuurlijk gebruik heeft zich met dit gevoelen niet vereenigd en het heeft bedoelde bepalingen bij uitbreiding toegepast op de inschrijvingen genomen tot zekerheid van welkdanige schuldvorderingen; van daar, dat deze toevallig of onbepaald zijn, en dit gebruik is gehuldigd geworden door de wet van 24ⁿ Maart 1875, welke verklaart, dat eene kredietopening dient ingeschreven te worden tegen het verminderd recht van fr. 0.60 per duizend, en dat het volle recht maar eischbaar wordt wanneer van het krediet gebruik is gemaakt (art. 7 en 8).

Dit stelsel van inning berust op eene verwarring tusschen de grond-

beginselen die de eischbaarheid regelen van het recht van registratie en die waarbij de eischbaarheid van het recht van inschrijving wordt geregeld.

Het evenredig recht van registratie is verschuldigd op de rechterlijke feiten waaruit overdrachten van waarden voortvloeien en, inzonder, op de contracten waaruit schuldvorderingen of geldontleeningen ontstaan; het is de prijs der bescherming door de burgerlijke wet verleend aan de overeenkomsten, en het mag slechts éénmaal ontvangen worden voor dezelfde overeenkomst, welk ook het getal zij der akten waarbij die overeenkomst wordt vastgesteld. Daarentegen past het evenredig recht van inschrijving zich toe op het materieel feit van de vervulling eener formaliteit; het is de prijs van den dienst welke de formaliteit der hypothecaire inschrijving aan de burgers bewijst, en is, volgens het grondbegin, zoo dikwijls verschuldigd als eene inschrijving gevorderd en genomen wordt, zelfs al gebeurt dit ook tot zekerheid der betaling van ééne en zelfde schuldvordering; inschrijvingen ter vernieuwing zijn, evenals oorspronkelijke inschrijvingen, aan de belasting onderhevig.

Ten aanzien van de persoonlijke rechtsvordering is het dus zonder belang, dat de door de hypotheek gewaarborgde schuldvordering dadelijk of toevallig, bepaald of onbepaald weze; voor het innen van het inschrijvingsrecht dienen noch het bestaan noch den aard dezer schuldvordering in acht genomen te worden; 't is het feit, dat eene inschrijving werd genomen om, *hic et nunc*, tot beloop van deze of gene som, aan den verzoeker de rechterlijke uitwerkselen eener vroeger bestaande hypotheek te verzekeren. 't Is het recht van hypotheek en niet de schuldvordering welke het voorwerp van de inschrijving uitmaakt.

De wet van 24^{de} Maart 1873 en de leer die zij heeft gehuldigd, miskennen die grondstelsels; artikel 16 van het wetsontwerp komt daarop terug met te bepalen, dat : « het recht van hypothecaire inschrijving is verschuldigd op » het bedrag, in hoofdsom en bijkomend, der sommen waarvoor de inschrijving gevorderd wordt ».

Echter, indien dit de eenige redematige grondslag is van het recht van inschrijving, dan blijft waar, dat de bepaalde inschrijvingen die vroeger onbepaald waren en tot wier aanzien de wet van Messidor werd verordend, bevoordeeld dienen te worden.

Uit hetgeen hierboven is aangehaald blijkt, dat de wet van Messidor hen niet anders dan eene betrekkelijke vrijstelling verleent, mits de belasting eischbaar wordt wanneer de door de hypotheek gewaarborgde rechten eene werkelijke schuldvordering worden. Uit aanmerking van de redenen van algemeen belang die aanleiding hebben gegeven tot de gunstige maatregelen genomen, bij de hypotheekwet, ten behoeve van de onbekwamen, van den Staat en van de andere openbare burgerlijke personen, stelt de Regeering voor de bedoelde inschrijvingen gansch en geheel van het recht te ontlasten.

Overgangsbepalingen.

Artikel 17 bedoelt het geval waar, na het inwerkingtreden van de voorgestelde wet, een der akten of feiten voorzien bij artikel 7, bij de

nummers 2^o en 3^o van artikel 8 en bij artikel 10, zich zou toepassen op eene onverdeeldheid of eene onder de thans bestaande wet opgerichte vennootschap. 't Spreekt van zelf, dat die omstandigheid niet van aard is om geene toepassing te maken van de wet, onder wier beheer het recht ten behoeve van de Staatskas geopend zal worden.

Gevolgen onder geldelijk opzicht.

Er blijft ons over, te bepalen welke gevolgen, onder geldelijk opzicht, spruiten zullen uit het wetsontwerp.

§ 1. — *Aankoop van geringe eigendommen.* — Het gansche bedrag der rechten van registratie tegen fr. 3.50 t. h. en der rechten van overschrijving tegen fr. 1.25 t. h., in 1902 geheven op de aankopen van onroerende goederen gedaan tegen eenen prijs van niet hooger dan 10,000 frank, heeft beloopt 7,400,000 frank.

Men mag zeggen, dat ten minste de helft dezer opbrengst gedragen is geworden door personen, die, op het oogenblik van de aankoop, niet in bezit waren van welkdanig onroerend goed of wier onroerend vermogen, het aangekocht goed erbijbegrepen, geene waarde van meer dan 10,000 frank heeft bereikt.

Toepassing, in 1902, van de verlagingen van rechten bepaald bij nummer 2^o van artikel 1, zou dus voor gevolg hebben gehad eene vermindering van ontvangst van minstens 1,850,000 frank.

§ 2. — *Akten van verdeling.* — Er is vastgesteld, dat moest het stelsel van heffing ingevoerd bij artikel 3 voor de deelingen en de gelijksoortige akten toegepast zijn geworden in 1896, dan hadde de gedane ontvangst 400,000 frank minder opgebracht.

§ 3. — *Akten van vennootschap.* — Toepassing op de akten van vennootschap van het stelsel ingevoerd bij artikel 8 van het wetsontwerp zou aan den Staatsschat, in 1896 en in 1902, eene vermeerdering van ontvangst hebben gegeven van ongeveer 1,200,000 frank.

§ 4. — *Quitantie-recht.* — Sedert vele jaren beloopt het evenredig recht, afgeschafte bij artikel 13, op onveranderlijke wijze, tot ongeveer 400,000 frank.

§ 5. — *Kredietopeningen.* — Uit de in 1897, in 1898 en in 1899 gedane ontvangsten blijkt, dat de belastbare grondslag van het recht van fr. 0.65 geheven, bij de registratie, op de kredietopeningen, jaarlijks, als middelmatig bedrag, 25 miljoen frank bereikt. Van een anderen kant, wordt het aanvullend recht van fr. 0.75 t. h. jaarlijks ingevorderd op een kapitaal van 5 miljoen frank. De onmiddellijke heffing van het recht van fr. 1.40 t. h. bij artikel 14 voorgesteld, zal dus aan den Staatsschat eene winst verschaffen van 150,000 frank (fr. 0.75 t. h. op 20 miljoen).

§ 6. — *Renten op Staat.* — Vermoedelijke opbrengst : nagenoeg tien duizend frank.

§ 7. — *Recht van inschrijving.* — De winst welke de verbetering van den belastbaren grondslag zal voortbrengen, is onbeduidend uit aanmerking van het lage bedrag der belasting (fr. 1.30 per 1,000 frank) en de afschaffing van het recht op de inschrijving der wettelijke hypotheken.

Als slotsom, de Regeering acht dat, in haar geheel genomen, de voorgestelde veranderingen tot gevolg zullen hebben een verlies, voor den Staatsschat, van niet minder dan één millioen en niet hooger dan anderhalf millioen.

*
* *

Betere verdeeling van de belasting, merkelijke vereenvoudiging in de heffing, verwezenlijking van meermalen in de beide Kamers uitgedrukte wenschen, ziedaar de hoofdtrekken van het wetsontwerp; de Regeering hoopt, dat aan hetzelfde een goed onthaal zal ten deel vallen.

*De Minister van Financiën
en Openbare Werken,*

P. DE SMET DE NAEYER.

(30)

PROJET DE LOI.

WETSONTWERP.

LÉOPOLD II,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre des
Finances et des Travaux publics,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit sera
présenté en Notre nom aux Chambres
législatives par Notre Ministre des Finances
et des Travaux publics :

Acquisitions de petites propriétés.**ARTICLE PREMIER.**

Le droit d'enregistrement et le droit de
transcription établis pour les transmissions
de biens immeubles à titre onéreux sont
réduits à moitié, savoir :

1° Pour les acquisitions de biens im-
meubles faites en exécution de leurs statuts :

a) par les sociétés anonymes ou coopé-
ratives ayant pour objet exclusif la construc-
tion, l'achat, la vente ou la location d'habi-
tations à bon marché;

b) par les sociétés anonymes ou coopé-
ratives ayant pour objet exclusif de faire des
prêts en vue de la construction ou de
l'achat d'habitations à bon marché.

La réduction n'est appliquée que si l'acte
fait connaître l'objet de la société;

2° Pour les acquisitions de la totalité de
biens immeubles faites par des particuliers,

LEOPOLD II,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil !

Op de voordracht van onzen Minister
van Financiën en Openbare Werken,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Volgend wetsontwerp zal, in Onzen naam
aan de wetgevende Kamers ter overweging
worden voorgelegd door Onzen Minister
van Financiën en Openbare Werken :

Aankoop van geringe eigendommen.**ARTIKEL EEN.**

Het recht van registratie en het recht van
overschrijving gesteld op de overdrachten
van onroerende goederen ten bezwarenden
titel, worden tot de helft verminderd, te
weten :

1° Voor de aankopen van onroerende
goederen, in uitvoering van hare statuten
gedaan :

a) door de naamloze of samenwerkende
vennootschappen hebbende uitsluitelijk tot
voorwerp het bouwen, koopen, verkoopen
of verhuren van goedkoope woningen;

b) door de naamloze of samenwerkende
vennootschappen hebbende uitsluitelijk tot
voorwerp het doen van leeningen met het
oog op het bouwen of het aankopen van
goedkoope woningen.

De vermindering wordt slechts toegepast
indien de akte het voorwerp der vennoot-
schap doet kennen;

2° Voor de aankopen van de al geheel-
heid van onroerende goederen door bijzon-

sous la condition : a) que le prix ou la valeur vénale de la pleine propriété des biens acquis n'excèdent pas 10,000 francs ; b) que l'acquéreur ou son conjoint et, le cas échéant, que les coacquéreurs ou leurs conjoints ne possèdent pas, personnellement ou collectivement, en propriété ou en usufruit, la totalité de biens immeubles dont la valeur en pleine propriété, ajoutée au prix ou à la valeur vénale de la pleine propriété de l'immeuble acquis, formerait un total supérieur à 10,000 francs.

La réduction n'est appliquée que si l'existence de la condition énoncée ci-dessus sous la lettre b est formellement attestée, au moment de l'enregistrement, soit dans l'acte lui-même, soit dans un écrit y annexé signé par l'acquéreur ou, en son nom, par le notaire : cet écrit est exempt du timbre et de l'enregistrement.

ART. 2.

Le droit d'enregistrement établi pour les obligations de sommes et pour les ouvertures de crédit est réduit à moitié, savoir :

1^o Pour les emprunts et pour les ouvertures de crédit souscrits par les sociétés désignées sous le n^o 1^o de l'article premier.

La réduction n'est appliquée que si l'acte fait connaître l'objet de la société ;

2^o Pour les obligations résultant, à la charge de l'acquéreur, du paiement fait par un tiers du prix d'une acquisition qui a joui de la réduction prononcée par l'article premier.

La réduction n'est appliquée que si l'acte fait mention de cette dernière circonstance ;

3^o Pour les emprunts et pour les ouvertures de crédit souscrits par des particuliers

deren gedaan, onder de voorwaarde : a) dat de prijs of de waarde van verkoop van den vollen eigendom der aangekochte goederen niet meer bedragen dan 10,000 frank ; b) dat de verkrijger of diens echtgenoot en, in voorkomend geval, dat de medeverkrijgers of hunne echtgenooten niet in bezit zijn, persoonlijk of gezamenlijk, in vollen eigendom of in vruchtgebruik, van de algeheelheid van onroerende goederen wier waarde in vollen eigendom, gevoegd bij den prijs of de waarde van verkoop van den vollen eigendom van het aangekochte onroerend goed, een gezamenlijk bedrag van meer dan 10,000 frank uitmaken.

De vermindering wordt maar toegepast, indien van de hierboven onder letter b aangehaalde voorwaarde, op stellige wijze, bij het registreeren, verklaring wordt gedaan, hetzij in de akte zelve, hetzij in een erbijgevoegd geschrift, ondertekend door den verkrijger of, in zijnen naam, door den notaris : dit geschrift is vrij van zegel en registratie.

ART. 2.

Het recht van registratie gesteld op het verschuldigd zijn van sommen en op de openingen van krediet, wordt tot de helft verminderd, te weten :

1^o Voor de leeningen en voor de kredietopeningen onderschreven door de vennootschappen aangeduid bij nummer 1^o van artikel een

De vermindering wordt slechts toegepast indien de akte het voorwerp der vennootschap doet kennen ;

2^o Voor de schulden welke, ten laste van den verkrijger, spruiten uit de door een derden persoon gedane betaling van den prijs van eenen aankoop die het voordeel van de bij artikel een bepaalde vermindering heeft genoten.

De vermindering wordt maar toegepast indien van deze laatste omstandigheid in de akte melding is gemaakt ;

3^o Voor de leeningen en voor de kredietopeningen door bijzonderen onderschreven

en vue d'une acquisition d'immeubles ou en vue de l'acquisition d'un terrain et de l'érection d'une construction, sous la condition : a) que l'emprunt ou l'ouverture de crédit n'excèdent pas la somme de 10,000 francs; b) que l'acte fasse connaître la destination des fonds; c) que l'acquisition jouisse de la réduction prononcée par l'article premier.

La réduction n'est appliquée qu'après la réalisation de l'acquisition projetée et, le cas échéant, après l'érection de la construction, pour autant que la demande en restitution soit faite dans les deux années, à compter de l'acte d'emprunt ou d'ouverture de crédit.

ART. 3.

Il n'est dû aucun droit particulier d'enregistrement, lorsqu'ils sont insérés dans le contrat principal, sur les cautionnements et garanties de toute nature relatifs aux ventes, aux emprunts et aux ouvertures de crédit qui jouissent de la réduction prononcée par les articles 1 et 2.

ART. 4.

L'administration est recevable à établir, au moyen de l'expertise instituée par l'article 17 de la loi du 22 frimaire an VII, l'inexactitude de l'attestation fournie en exécution du deuxième alinéa du n^o 2^o de l'article premier. L'acquéreur encourra une amende du double droit et les frais de l'expertise tomberont à sa charge, si l'estimation des experts excède d'un huitième au moins la somme de 10,000 francs.

La poursuite est exercée dans le délai et dans les formes prescrits par l'article 22 de la loi du 31 mai 1824.

met het doel eener aankoop van onroerende goederen of met het oog op de aankoop van een terrein en de oprichting van een gebouw, onder de voorwaarde : a) dat de leening of de kredietopening niet meer bedragen dan 10,000 frank; b) dat de akte de bestemming der fondsen aanduide; c) dat de aankoop de vermindering geniete welke bij artikel een is bepaald.

De vermindering wordt slechts toegestaan nadat de ontworpen aankoop eene wezenlijkheid is geworden en, in voorkomend geval, na de oprichting van het gebouw, voor zooveel de aanvraag tot teruggave gedaan worde binnen de twee jaar, te rekenen van de akte van leening of van kredietopening.

ART. 3.

Wanneer zij in het hoofdcontract zijn opgenomen, is geen afzonderlijk recht van registratie verschuldigd voor de borgtochten en waarborgen van allen aard betreffende verkooping, leeningen en kredietopeningen die de vermindering genieten bepaald bij de artikelen 1 en 2.

ART. 4.

Het bestuur mag, bij middel van de schatting door deskundigen, ingesteld bij artikel 17 van de wet van 22^e Frimaire jaar VII, de onnauwkeurigheid vaststellen van de verklaring gedaan in uitvoering van de tweede alinea van nummer 2^o van artikel een. De verkrijger belooft eene boete van het dubbel recht en de onkosten van taxatie vallen te zijnen laste, indien de schatting der deskundigen meer bedraagt dan ten minste een achtste van de som van 10,000 frank.

De vervolging wordt gedaan binnen het tijdsbestek en volgens de wijzen voorschreven bij artikel 22 van de wet van 31^e Mei 1824.

Actes de partage.**ART. 5.**

Il est établi un droit d'enregistrement de fr. 0.25 p. c. sur les actes portant :

1^o Partage partiel ou total, provisoire ou définitif, de biens meubles ou immeubles ;

2^o Cession à titre onéreux, par voie de licitation ou autrement, entre tous les copropriétaires, de parts ou de portions indivises ;

3^o Liquidation de sommes ou valeurs dépendant ou formant le prix de biens dépendant d'une communauté conjugale, d'une succession, d'une société.

Le droit est perçu sur la valeur de tous les biens dont l'acte fait cesser l'indivision, soit entre tous les copropriétaires, soit à l'égard d'un ou de plusieurs d'entre eux, et, plus généralement, sur le montant total des sommes et valeurs actives dont l'acte détermine le sort, sans distraction des charges.

Cette perception exclut : a) la perception de tout autre droit à raison des dispositions ayant pour objet les biens ou les dettes communes et concernant exclusivement les rapports des copropriétaires entre eux, contenues dans l'acte, lors même que ces dispositions comprendraient des stipulations de sommes n'existant pas dans la masse indivise ; b) l'application de l'article 23 de la loi du 22 frimaire an VII aux actes dont il serait fait usage dans les dispositions susvisées.

La valeur des biens échus à un copropriétaire par la voie d'une licitation ou d'un lotissement partiel est, le cas échéant, distraite de la masse globale pour la perception du droit sur le partage ou sur la liquidation ultérieure.

ART. 6.

La base imposable est déterminée, pour la liquidation du droit établi par l'article

Akten van deeling.**ART. 5.**

Een registratierecht van fr. 0.25 t. h. wordt gesteld op de akten houdende :

1^o Gedeeltelijke of geheele, tijdelijke of bepaaldelijke verdeeling van roerende of onroerende goederen ;

2^o Afstand ten bezwarenden titel, bij wege van veiling of anderszins, tusschen al de medeigenaars van onverdeelde aandelen of deelen ;

3^o Vereffening der sommen of waarden afhangende of den prijs uitmakende van goederen die afhangen van eene huwelijks-gemeenschap, van eene nalatenschap, van eene vennootschap.

Het recht wordt geheven op de waarde van al de goederen waarvan de akte de onverdeeldheid doet ophouden, hetzij tusschen al de medeigenaars, hetzij ten opzichte van één of van verschillende onder hen, en, meer algemeen, op het gansche bedrag der sommen en actieve waarden waarvan de akte aanduidt hetgeen zij zullen worden die, in de akte, het voorwerp van eene welkdanige beschikking uitmaken, zonder aftrekking der lasten.

Die heffing sluit uit : a) de heffing van alle ander recht ter oorzaak van de beschikkingen in de akte bevat, en tot voorwerp hebben de gemeenschappelijke goederen of schulden en uitsluitelijk de onderlinge betrekkingen van de medeigenaars raken, zelfs wanneer die beschikkingen bepalingen zouden bevatten van sommen niet in den onverdeelde boedel bestaande ; b) de toepassing van artikel 23 van de wet van 22^{de} frimaire jaar VII, op de akten waarvan in de hooger bedoelde beschikkingen gebruik zou worden gemaakt.

De waarde der goederen die bij veiling of bij gedeeltelijke verkaveling aan eenen medeigenaar ten deel vallen, wordt in voorkomend geval, voor het heffen van het recht op de verdeling of op de latere vereffening, van den globalen boedel afgetrokken.

ART. 6.

De belastbare grondslag wordt, voor de vereffening van het bij het vorig artikel

précédent, par la valeur conventionnelle des biens, telle qu'elle résulte de l'estimation des parties ou du prix et de l'intégralité des charges stipulées, sans que cette valeur puisse être inférieure à la valeur vénale.

Si les sommes et valeurs ne sont pas déterminées dans l'acte, il y est suppléé conformément à l'article 16 de la loi du 22 frimaire an VII.

L'administration est recevable à établir par toutes voies de droit et, en outre, lorsqu'il s'agit d'immeubles, au moyen de l'expertise instituée par l'article 17 de la loi du 22 frimaire, le montant réel de la base imposable. Si ce montant excède d'un huitième au moins la valeur énoncée dans l'acte, il est dû, indépendamment du droit éludé, une amende égale au décuple de ce droit, sans qu'elle puisse être inférieure à 25 francs, et les frais de l'expertise tombent à la charge des parties.

ART. 7.

Lorsqu'un tiers s'est rendu acquéreur d'une part indivise de biens appartenant à une ou à plusieurs personnes, le droit proportionnel établi pour les ventes est dû sur la valeur des biens dont la totalité lui advient par l'effet d'une cession ou d'un partage ultérieur, sauf déduction du droit payé du chef de l'achat de la part indivise.

Cette disposition est applicable dans le cas où la totalité des biens échoit aux héritiers ou ayants cause du tiers acquéreur; elle n'est pas applicable dans le cas où celui-ci a acquis avec d'autres la totalité d'un ou de plusieurs biens.

Actes de société.

ART. 8.

Sont assujettis à un droit d'enregistrement de fr. 0.25 p. c., savoir :

1^o Les actes portant formation de société,

gesteld recht, bepaald door de bedongen waarde der goederen, zooals deze spruit uit de schatting der partijen of uit den prijs en de algeheelheid der vastgestelde lasten, zonder dat die waarde minder dan de verkoopwaarde mag bedragen.

Indien de sommen en waarden niet bepaald zijn in de akte, wordt hierin voorzien overeenkomstig artikel 16 van de wet van 22^e frimaire jaar VII.

Het Bestuur mag, bij alle rechtsmiddelen en, daarbij, wanneer het onroerende goederen geldt, bij middel van de schatting door deskundigen, ingesteld bij artikel 17 van de wet van 22^e frimaire, vaststellen het werkelijk bedrag van den belastbaren grondslag. Indien dit bedrag de in de akte aangehaalde waarde met ten minste een achtste overtreft, is, buiten het onduikt recht, verschuldigd eene boete gelijk aan tienmaal dit recht, zonder dat zij minder mag wezen dan 25 frank, en de onkosten der schatting vallen ten laste van de partijen.

ART. 7.

Wanneer een derde persoon kooper is geworden van een onverdeeld aandeel van onwerende goederen toebehoorende aan één of meer personen, is het evenredig recht, gesteld voor de verkooping, verschuldigd op de waarde der goederen waarvan de algeheelheid hem ten deel valt door lateren afstand of latere verdeling, mits aftrek van het recht betaald wegens aankoop van het onverdeeld aandeel.

Die beschikking is ook van toepassing in geval de algeheelheid der goederen van aan de erfgenamen of rechtverkrijgenden van den derden bezitter ten deel vallen; zij is niet van toepassing in geval deze de algeheelheid van één goed of meer goederen heeft verkregen.

Akten van vennootschap.

ART. 8.

Zijn onderhevig aan een registratierecht van fr. 0.25 t. h., te weten :

1^o De akten houdende oprichting van

sur le montant total des apports, sans distraction des charges ;

2^o Les actes ultérieurs portant adhésion de nouveaux associés ou modification des statuts, avec augmentation du fonds social, sur le montant de l'augmentation ;

3^o Les actes de prorogation de société, sur le montant de l'actif social au jour de la prorogation.

Cette perception exclut celle de tout autre droit à raison des dispositions ayant trait : a) aux engagements contractés par la société envers les associés en retour de leurs apports ; b) aux relations de la société avec les gérants, administrateurs ou commissaires ; c) au versement prescrit par la loi commerciale pour la constitution de sociétés anonymes.

ART. 9.

La base imposable est déterminée, pour la liquidation du droit établi par l'article précédent, par la valeur conventionnelle des biens, telle qu'elle résulte des stipulations de l'acte.

La valeur des apports consistant en choses non estimées est déterminée, le cas échéant, par comparaison avec les apports en argent ou en choses estimées, eu égard à la part de l'apportant dans les bénéfices.

Si les stipulations de l'acte ne permettent pas de déterminer la valeur conventionnelle des apports, il y est suppléé par une déclaration estimative conformément à l'article 16 de la loi du 22 frimaire an VII.

L'administration est recevable à établir par toutes voies de droit et, en outre, lorsqu'il s'agit d'immeubles, au moyen de l'expertise instituée par l'article 17 de la loi de frimaire, l'insuffisance de la déclaration fournie en exécution de l'alinéa qui précède. Si cette insuffisance excède d'un huitième au moins la valeur déclarée, il est dû, indépendamment du droit éludé, une amende égale au

vennootschap, op het geheele bedrag der inbrengen, zonder aftrekking der lasten ;

2^o De latere akten houdende toetreding van nieuwe vennoten of wijziging van de statuten, met vermeerdering van het maatschappelijk fonds, op het bedrag der vermeerdering ;

3^o De akten tot verlenging van vennootschap, op het bedrag van het maatschappelijk actief ten dage van de verlenging.

Door deze heffing wordt uitgesloten die van alle ander recht wegens de beschikkingen hebbende betrekking : a) op de verbintenissen door de vennootschap aangaan ten opzichte van de vennoten ter vergelding van dezer inbrengen ; b) op de betrekkingen waarin de vennootschap staat met de zaakvoerders, beheerders of commissarissen ; c) op de storting door de wet op den koophandel voorschreven ter zake van oprichting van naamlooze vennootschappen.

ART. 9.

De belastbare grondslag wordt, voor de vereffening van het bij voorgaand artikel gesteld recht, bepaald door de bedongen waarde van de goederen, zooals deze spruit uit de beschikkingen der akte.

De waarde der inbrengen bestaande uit ongeschatte zaken wordt, in voorkomend geval, bepaald bij vergelijking met de inbrengen in geldspecien of in geschatte zaken, met in achtneming van het aandeel van den inbrenger in de winsten.

Indien de bedingen der akte niet toelaten de conventionele waarde van de inbrengen te bepalen, wordt hierin voorzien bij middel van eene naar schatting gedane verklaring overeenkomstig artikel 16 van de wet van 22ⁿ frimaire jaar VII.

Het Bestuur mag, bij alle rechtsmiddelen en, daarbij, wanneer het onroerende goederen geldt, bij middel van schatting door deskundigen, ingesteld bij artikel 17 van de wet van frimaire, het onvoldoende vaststellen van de verklaring verschaft in uitvoering van de voorgaande alinea. Indien dit onvoldoende meer bedraagt dan ten minste een achtste van de aangegeven waarde, is, buiten

décuple de ce droit, sans qu'elle puisse être inférieure à 25 francs, et les frais de l'expertise tombent à la charge des parties.

ART. 10.

Lorsqu'un immeuble a fait l'objet d'un apport en société, le passage ultérieur, total ou partiel, de la propriété de cet immeuble dans le chef d'un associé autre que l'auteur de l'apport, de ses héritiers ou ayants cause, donne ouverture, de quelque manière qu'il s'opère, au droit proportionnel établi pour les transmissions de biens immeubles.

Cette disposition n'est pas applicable :

1^o Dans le cas où, l'apport ayant été fait par des copropriétaires, la propriété de l'immeuble passe dans le chef de l'un d'eux, sauf application, le cas échéant, de l'article 7 ;

2^o Dans le cas où les associés ont réglé par une convention aléatoire le transfert de leurs droits sociaux.

ART. 11.

Sont enregistrés gratis et exempts du timbre, les actes et procès-verbaux portant formation, modification, prorogation ou dissolution : 1^o de sociétés anonymes ou coopératives ayant pour objet exclusif la construction, l'achat, la vente ou la location d'habitations à bon marché ; 2^o de sociétés anonymes ou coopératives ayant pour objet exclusif de faire des prêts en vue de la construction ou de l'achat d'habitations à bon marché.

Les extraits, copies ou expéditions de ces actes et procès-verbaux sont également exempts du timbre.

Ils ne donnent lieu à aucun droit ni émolument de greffe.

het ontduikt recht, eene boete verschuldigd gelijk aan tiemaal dit recht, zonder dat zij minder mag wezen dan 25 frank, en de onkosten der schatting vallen ten laste der partijen.

ART. 10.

Wanneer een onroerend goed eenen inbreng in vennootschap uitmaakt, geeft de latere geheele of gedeeltelijke overgang van dit onroerend goed op het hoofd van een anderen vennoot dan den inbrenger, diens erfgenamen of rechtverkrijgenden, aanleiding, om het even hoe de overgang gebeure, tot het evenredig recht gesteld voor de overdrachten van onroerende goederen.

Die beschikking is niet van toepassing :

1^o In het geval waar, de inbreng gedaan zijnde geweest door mede-eigenaars, de eigendom van het onroerend goed overgaat op het hoofd van een hunner, behoudens de toepassing, in voorkomend geval, van artikel 7 ;

2^o In het geval waar de vennoten, de overdracht van hunne maatschappelijke rechten, bij eene wisselvallige overeenkomst hebben geregeld.

ART. 11.

Kosteloos worden geregistreerd en van zegel zijn vrij, de akten en processen-verbaal houdende oprichting, wijziging, verlenging of ontbinding : 1^o van naamloze of samenwerkende vennootschappen hebbende uitsluitelijk tot voorwerp het bouwen, koopen, verkoopen of verhuren van goedkope woningen ; 2^o van naamloze of samenwerkende vennootschappen hebbende uitsluitelijk tot voorwerp het doen van leeningen met het oog op het bouwen of het aankopen van goedkope woningen.

De uittreksels, kopijen of afschriften dier akten en processen-verbaal zijn insgelijks vrij van zegel.

Zij geven geene aanleiding tot eenig recht noch tot bezolding wegens griffie.

ART. 12.

Sont exempts du timbre et de la formalité de l'enregistrement :

1^o Les procurations données par les fondateurs pour la constitution des sociétés visées par l'article précédent;

2^o Tous actes sous signature privée ne rentrant pas dans les termes dudit article et tous registres concernant exclusivement l'administration sociale, ainsi que les procurations données par les associés pour leurs relations avec la société.

Droit de quittance.**ART. 13.**

Sont exemptées du droit proportionnel d'enregistrement, les libérations de sommes et valeurs, lorsque le contrat constitutif de la dette a subi le droit proportionnel ou lorsqu'il en est exonéré par un texte d'exception.

Ouvertures de crédit.**ART. 14.**

Les ouvertures de crédit sont assujetties à un droit d'enregistrement de fr. 1.40 % sur le montant du crédit ouvert.

Rentes sur l'État.**ART. 15.**

Le numéro 3^o du § 3 de l'article 70 de la loi du 22 frimaire au VII est remplacé par la disposition suivante :

« Les inscriptions, les transferts et mutations opérés sur le grand livre de la Dette publique; les quittances des arrérages des rentes nominatives et tous les effets de la Dette publique. »

Droit d'inscription.**ART. 16.**

Le droit d'inscription hypothécaire est dû sur le montant, en principal et accessoires,

ART. 12.

Zijn vrij van zegel en behoeven niet te worden geregistreerd :

1^o De volmachten door de stichters gegeven tot oprichting van de vennootschappen bij voorgaand artikel bedoeld;

2^o Al de onderhandsche akten niet door gezegd artikel voorzien en al de boeken betreffende uitsluitelijk het maatschappelijk beheer, alsook de volmachten door de vennoten gegeven voor hunne betrekkingen met de vennootschap.

Recht van kwijting.**ART. 13.**

Zijn van het evenredig registratierecht vrij, de kwijtingen van sommen en waarden wanneer het contract waarbij de schuld wordt vastgesteld reeds aan evenredig recht onderworpen is of wanneer hetzelfde ervan vrij is gesteld door eenen tekst van uitzondering.

Kredietopeningen.**ART. 14.**

De kredietopeningen zijn onderworpen aan een registratierecht van fr. 1.40 t. h. op het bedrag van het opengesteld krediet.

Renten op Staat.**ART. 15.**

Nummer 3^o van § 3 van artikel 70 van de wet van 22 frimaire jaar VII wordt vervangen door de nakomende bepaling :

« De inschrijvingen, de overschrijvingen en mutatiën verricht op het Grootboek der Openbare Schuld ; de kwijtschriften voor achterstellen van renten op naam en al de effecten van de Openbare Schuld. »

Recht van inschrijving.**ART. 16.**

Het recht van hypothecaire inschrijving is verschuldigd op het bedrag, in hoofdsom

des sommes pour lesquelles l'inscription est requise.

Est exempté du droit, l'inscription des hypothèques légales énumérées dans l'article 47 de la loi du 16 décembre 1851.

Disposition transitoire. — Abrogation de dispositions antérieures.

ART. 17.

La présente loi sera applicable aux actes et aux faits visés par l'article 7, par les numéros 2^o et 3^o de l'article 8 et par l'article 10, quelle que soit la date de l'acte constitutif de l'indivision ou de la société.

ART. 18.

Sont abrogés les articles 68, § 3, n^o 2^o et 4^o, 69, § 5, n^o 6^o et 7^o, 69, § 7, n^o 4^o et, en tant qu'il dispose pour les partages, n^o 5^o, de la loi ou 22 frimaire an VII; les articles 1, 2 et 3 de la loi du 6 messidor an VII; l'article 1^{er} de la loi du 18 décembre 1851; les articles 6, 7 et 8 de la loi du 24 mars 1873; les articles 12 à 17 de la loi du 9 août 1889; les articles 1 et 2 de la loi du 30 juillet 1892, en tant qu'ils sont relatifs aux articles précités de loi de 1889; la loi du 21 mai 1897 et l'article 6 de la loi du 16 mai 1900.

Donné à Laeken, le 11 février 1903.

en bijkomend, der sommen waarvoor de inschrijving gevorderd wordt.

Van het recht is vrij, de inschrijving der wettelijke hypotheeken opgesomd in artikel 47 van de wet van 16^{de} December 1851.

Overgangsbepaling. — Afschaffing van vroegere bepalingen.

ART. 17.

Deze wet zal van toepassing zijn op de akten en op de feiten bedoeld bij artikel 7, bij de nummers 2^o en 3^o van artikel 8 en bij artikel 10, welk ook den datum weze van de akte van daarstelling der onverdeelbaarheid of der vennootschap.

ART. 18.

Zijn ingetrokken de artikelen 68, § 3, n^o 2^o en 4^o, 69, § 5, n^o 6^o en 7^o, 69, § 7, n^o 4^o en, voor zooveel het aangaande de deelingen verordent, n^o 5^o, van de wet 22^{de} frimaire jaar VII; de artikelen 1, 2 en 3 van de wet van 6^{de} messidor jaar VII; artikel 1 van de wet van 18^{de} December 1851; de artikelen 6, 7 en 8 van de wet van 24^{de} Maart 1873; de artikelen 12 tot 17 van de wet van 9^{de} Augustus 1889; de artikelen 1 en 2 van de wet van 30^{de} Juli 1892, voor zooveel zij betrekking hebben op de voornoemde artikelen van de wet van 1889; de wet van 21^{de} Mei 1897 en artikel 6 van de wet van 16^{de} Mei 1900.

Gegevente Laeken, den 11^{de} Februari 1903.

LÉOPOLD.

PAR LE ROI :

*Le Ministre des Finances
et des Travaux publics,*

VAN 'S KONINGS WEGE :

*De Minister van Financiën
en Openbare Werken,*

P. DE SMET DE NAËYER.